

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

5

ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1974 - n°5

26th year

26e année

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
UNION
DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Executive Council / Comité de Direction

Président : F. A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) ;

Vice-Présidents : Vice-Presidents : W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).

Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan)
Chairman of the Pakistan National Committee of

Tresorier Général : Treasurer General : Fernand GRAINDORGE (Belgique).

Membres Members Th. CAVALCANTI (Brésil),
Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getúlio Vargas.

F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive secretary, International Council of

Scientific Unions.

Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.)
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences de l'I.U.R.S.S.

Roland RAINAUT (France)

Ancien Directeur de l'Information et de la Presse

de l'O.E.C.E.

Andrew E. RICE (U.S.A.)

Executive Secretary of the Society for international Development

Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.),
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.

S.K. SAXENA (India)
Director of the International Cooperative alliance.

Louis VERNIERS (Belgique)
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge de l'Education et de la Culture.

Secrétaire Général : Secretary-General : Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire

« International Associations »
« Associations Internationales »

mai
may

Editorial	261
Logique et mythologie, par Marcel Merle	263
A survey of international non-governmental organizations, by Kjell Skjelsbaek	267
Limites à des acceptations universelles, par J.B. Cuyvers	274
Groups and Networks, by Yona Friedman	277
Meeting of consultants for the study project on international organizations (Paris, 12-13 July, 1972), by Chadwick F. Alger	286
NGO Profiles	290
World problems newsletter	293
6th international congress on congress organization... news-letter n° 1	294
6e congrès international sur l'organisation des congrès... bulletin n° 1	295
Scientific communication and information exchange in an International congress situation, by Joseph R. Nuttin	296
Quelques questions de droit en matière de tourisme en U.R.S.S., par V. Ivanov	303
Congressalia	307
Calendar	311

Editorial Committee / Comité de Rédaction :

Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Conseiller INSTITUT E

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Editor, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tél. (02)11.83.96
Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager, 35 Boulevard de la République, Saint Cloud 92210 France
Tél. 605.39.78

International Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium
Tel. (02) 11.83.96 — 12.54.42.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Rédaction, Administration: 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. (02)11.83.96
Publicité: Roger Ranson Délégué-Directeur de Publicité, 35 boulevard de la République, Saint Cloud 92210 France
Tél. 605.39.78

Associations Internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique
Tél. (02)11.83.96 — 12.54.42.

Editorial

Assemblée générale et Colloque



L'UAI A PARIS

L'UAI a tenu son Assemblée générale au nouveau Centre international de Paris, en même temps qu'un colloque sur le langage international. L'Assemblée, composée de nos membres actifs et donateurs, outre quelques invités de marque (*), est venue à propos pour une réflexion morale et politique sur la mission et l'œuvre de notre Institut au moment même d'une mutation profonde de la société des peuples qui s'ouvre progressivement aux courants transnationaux du réseau mondial des associations. On trouvera le texte de notre rapport de politique générale dans le prochain numéro de la Revue. Disons déjà pour l'essentiel, que ce rapport souligne entre autres points : l'indépendance totale de l'UAI; son objet propre qui la vole à l'étude et à la mise en œuvre de la méthode des relations internationales, au sens reçu et généralement entendu du mot; son programme de réforme de la consultation, orienté résolument vers une véritable participation du secteur privé des associations à l'action intergouvernementale. L'Assemblée a voté à l'unanimité vingt-sept nouveaux membres choisis en considération de leurs titres personnels et de leur responsabilités éminentes dans la vie internationale, tant publique que privée. Elle se trouve ainsi portée à 185 membres de 46 nationalités différentes, dont la liste sera également publiée ultérieurement.

Le colloque, organisé en collaboration avec le COCTA (Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie), bien préparé par un dossier de communications et de notes dont nos lecteurs ont déjà eu partiellement connaissance, a groupé des participants dont la compétence et le talent ont

donné au débat un relief et un éclat vraiment exceptionnels. On s'accordait même à dire que ce fut un régal de l'esprit.

Cependant la hauteur du sujet et son ampleur risquaient de le rendre insaisissable dans les brumes d'une philosophie aimablement sceptique, si la souple autorité et la faculté de synthèse du président Casadio n'avaient pas réussi à le maîtriser et à le discipliner comme un barrage content et endigue le flot des eaux vives génératrices d'énergie.

La malédiction de Babel n'a pas fini de peser sur le monde, c'est certain. L'incompréhension est au sein des groupes humains les plus civilisés et apparemment homogènes. Les juristes, les sociologues, les interprètes et les traducteurs de conférences le savent d'expérience. Dès lors comment, à l'échelle du monde, espérer réduire les concepts à une définition universelle ?

Mais l'intention du colloque n'en demandait ni n'espérait pas tant. La solidarité des faits exige qu'on se comprenne dans une certaine mesure désormais. Par exemple le besoin de sécurité fait loi. Le langage de l'aviation est unique. Le petit téléphone rouge entre Moscou et Washington n'oppose pas deux concepts de l'anéantissement nucléaire. Il s'agit somme toute, sous la pression des faits et autant que de besoin, de délester le langage de ses passions affectives et de réduire progressivement le champ de l'intraduisible, selon la formule de Georges Moulin.

Le problème du langage international est ici celui de la paix entre hommes de bonne volonté. Une philosophie pessimiste qui croit l'humanité vouée à la guerre et à la destruction peut se résigner au mur de l'incompréhension. Un optimisme raisonnable, qui écarterait l'hypothèse apocalyptique d'un suicide

du genre humain, dispose à l'effort de compréhension.

Réaliste et d'esprit pratique, le Professeur Joseph Hanse, Président du Conseil international de la langue française, a déclaré au terme du colloque qu'il appartenait aux spécialistes des relations internationales de dire les besoins à satisfaire et que son Conseil ne serait que trop heureux d'en trouver les termes appropriés pour ce qui est du français universel. Offre généreuse et précieuse, ne dut-elle aboutir qu'à un service limité dans l'espace des mentalités différentes.

L'enregistrement complet du colloque va nous permettre, comme lors de notre Séminaire de réflexion à Milan, d'assembler et de publier une riche matière à réflexion pour la suite de nos travaux. On y verra notamment apparaître une inquiétante perspective évoquée par le Professeur Sartori, président du COCTA : l'élaboration en cours, sous l'impulsion des Etats-Unis, d'un anglais universel à usage technique, susceptible d'aboutir à un unilinguisme de communication transnationale de conséquence redoutable pour les diverses écoles de pensées et la civilisation de l'universel. Dans l'ordre des réalisations pratiques, attendues du colloque et de ses suites, diverses propositions et suggestions assignent à l'UAI des tâches dont elle ne manquera pas de s'acquitter dans la mesure de ses moyens.

Robert FENAUX,

(*) S.E. le Comte de Kerchove de Denertghem, ambassadeur de Belgique à Paris représentant l'Etat-hôte de l'UAI; M. van Bellinghen, Directeur du Centre d'information des Nations-Unies à Paris représentant le Secrétaire Général M. Kurt Waldheim.

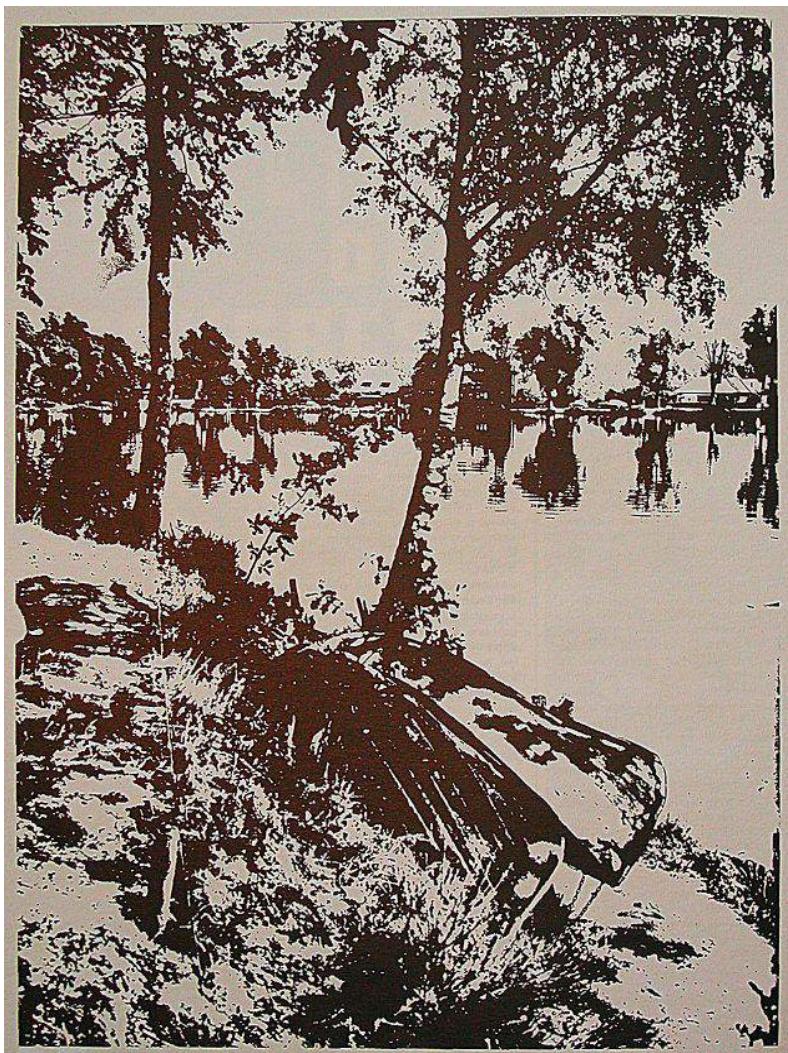
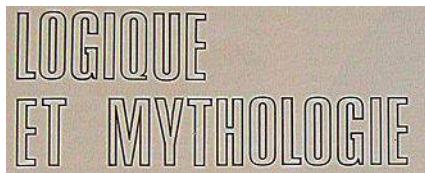


Photo : INBEL



par Marcel Merle

Professeur à l'Université de Paris I

Que le langage soit fréquemment source de confusion, que l'élucidation du sens des mots et la clarification des concepts soient des moyens utiles pour prévenir la naissance ou l'aggravation des conflits — surtout dans le domaine des relations internationales — ce sont là des évidences qui justifient le travail entrepris par l'U.A.I. et le C.O.C.T.A. On ne peut qu'approuver cette initiative et encourager les démarches qui en résulteront.

La liste est déjà longue des exemples soumis à la réflexion des participants au Colloque, et il y a lieu de présumer que cette liste va s'enrichir encore de nouveaux apports présentés par écrit ou oralement dans le cours des débats. Sans être spécialiste de la linguistique ou de la théorie des communications, chacun peut, en puisant dans son expérience, apporter sa contribution à une entreprise salutaire de démythification. Au point où les choses en sont arrivées, on peut cependant se demander s'il est plus utile d'ajouter une petite pierre à un édifice déjà important ou de contraindre, par une provocation critique, les participants à réfléchir sur le sens de leur démarche.

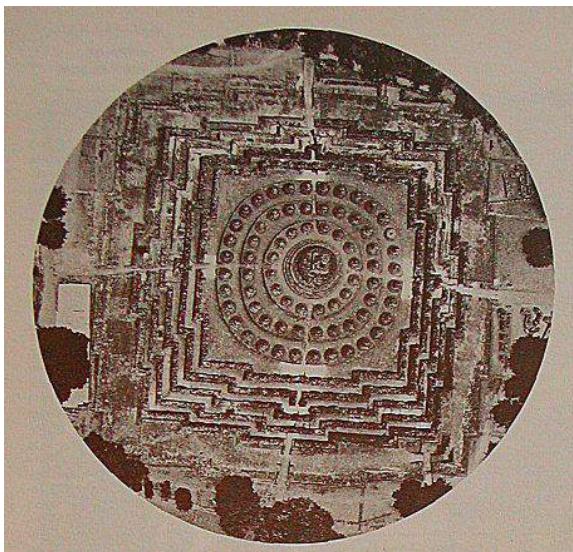
Celle-ci me paraît reposer sur un préjugé rationaliste — auquel les psychanalystes eux-mêmes ne parviennent pas toujours à échapper — selon lequel il existe une étroite corrélation entre, d'une part, la précision du vocabulaire et la clarté des concepts et, d'autre part, la faculté de compréhension entre les hommes ou entre les groupes. Or cette relation n'est pas aussi évidente qu'on le pense. Le langage — surtout le langage politique — véhicule non seulement des concepts relativement faciles à démontrer et à combiner, mais aussi de croyances, des aspirations et des craintes qui relèvent pour une large part de l'affectivité. Quand la charge affective l'emporte, comme il arrive le plus souvent, sur le contenu rationnel, on peut considérer que la force de pénétration et la capacité de mobilisation d'un thème sont inverses.

ment proportionnelles à sa précision scientifique. Toute opération qui tend à décomposer la nébuleuse en particules ou le mythe en concepts, constitue une réduction qui vide l'objet de sa substance propre et lui fait perdre son pouvoir attractif. La démonstration peut être effectuée à partir de deux thèmes bien connus: le Tiers-Monde et l'Europe.

I. Le Tiers-Monde

Peu de termes du vocabulaire international ont eu une fortune aussi éclatante que celui-là. Sa naissance est pourtant obscure et sa paternité disputée. Mais le terme de Tiers-Monde, une fois lancé sur le marché, va se répandre comme une traînée de poudre. L'image s'en impose aux journalistes, aux politiciens, mais aussi aux hommes de science, puisqu'en le voit bientôt figurer dans les manuels scolaires et universitaires ainsi que dans les programmes officiels d'enseignement; d'immondbables livres et articles de revues lui ont été consacrés; une revue française porte son nom. Autant qu'on puisse le savoir, la propagation du terme est universellement répandue à travers le monde, et son emploi n'a fait que s'amplifier avec le temps. Or ce vocable ne résiste pas longtemps à l'examen critique de son contenu. Déjà la signification intrinsèque du terme est ambiguë. Pour certains — et il semble bien que ce soit là l'origine du terme — le Tiers-Monde n'est autre chose que le Tiers-Etat du "monde". On se réfère par là à la situation, précédant immédiatement la Révolution Française, dans laquelle la société était divisée en trois Ordres, les deux premiers (noblesse et Clergé) ne représentant qu'une infime fraction de la population mais bénéficiant d'importants priviléges auprès du pouvoir royal, alors que le troisième, représentant la masse des habitants du royaume, n'était qu'un objet de la politique. Dans ce contexte se situe et se comprend la fameuse apostrophe de Sieyès:

- qu'est-ce que le Tiers-Etat ? Rien que doit-il être ? Tout ! » On pourrait s'interroger sur la validité d'une transposition de ce vocabulaire à une époque et à une situation radicalement différentes : les trois ordres de la monarchie d'Ancien Régime reposaient sur des statuts juridiques aux contours et au contenu précis; il n'en va pas de même pour la société internationale du milieu du XXème siècle. Au surplus, les catégories en présence ne sont pas similaires : les « privilégiés » du XXème siècle sont les pays détenteurs de la puissance (militaire et économique) et non pas les simples dignitaires d'un pouvoir omnipotent; quant aux « non-privilégiés », leur sort s'apparente beaucoup plus à celui d'un prolétariat international qu'à celui d'un Tiers-Etat où se trouvaient confondues la bourgeoisie (déjà détentrice du pouvoir économique) et la masse des « sans-culottes ». Peut-être ces difficultés de transposition suffisent-elles à expliquer l'abandon, assez rapide, de la signification initialement attachée au Tiers-Monde, au profit d'une interprétation plus prosaïque : le Tiers-Monde serait simplement le « Troisième « monde » par opposition aux deux autres parties du monde qui seraient le monde capitaliste et le monde socialiste. Cette conception des choses a l'avantage d'éliminer toute référence historique et de privilégier les seuls éléments de comparaison dans l'espace. Mais la clarté qui en résulte est trompeuse. Car la question surgit aussitôt de savoir quels sont les critères susceptibles de différencier ce troisième monde des deux autres. Or les réponses à cette question sont multiples et contradictoires entre elles. Pour les uns, la différence est essentiellement politique : les pays du Tiers-Monde seraient ceux qui refusent d'adhérer aux blocs constitués autour des grandes puissances par les Etats capitalistes et socialistes. Le critère est alors celui du non-alignement ou du neutralisme ou du non-engagement. Sa traduction peut résulter, négativement, du refus de pactiser avec les blocs de puissances, ou, positivement, de l'adhésion aux principes de règlement pacifique des conflits et de coexistence. Telle fut, pendant les années 50, l'interprétation dominante du concept de Tiers-Monde. Sans avoir pour autant disparu, cette conception est, depuis une dizaine d'années, concurrencée par une autre qui met l'accent sur le facteur économique : dans cette vision des choses, le Tiers-Monde serait celui du sous-développement par opposition à l'ensemble que constituent les pays développés, qu'ils soient capitalistes ou socialistes. Le clivage qui résulte d'une



Le temple de Borobudur (Java Central).
UNESCO/Institut Géographique National.

telle distinction ne coïncide pas avec la distribution précédente. Certains pays non-alignés, comme la Suède, ne font manifestement pas partie des pays sous-développés; le camp socialiste aussi bien que le camp capitaliste englobent des Etats qui peuvent figurer dans la catégorie des Etats sous-développés, tandis que certains pays sous-développés pratiquent une diplomatie très engagée qui les conduit à pactiser avec les blocs. Bref la carte du sous-développement ne correspond pas avec celle du non-engagement. En outre, la notion de sous-développement est elle-même singulièrement floue et élastique. Quel est, ou quels sont les critères du sous-développement? Quelle que soit la réponse (et elles sont nombreuses) le contenu de la catégorie varie en fonction de la conjoncture économique : les pays pétroliers connaissent, depuis quelques années, des taux de croissance vertigineux, et atteignent un niveau de revenu par tête qui est tout à fait comparable, sinon supérieur, à celui de beaucoup de vieux pays industrialisés. Faut-il pour autant les exclure du Tiers-Monde? Ce serait sans doute heurter la sensibilité et la susceptibilité de beaucoup de leurs dirigeants. Pourtant, face aux nouveaux riches du Tiers-Monde, on commence à voir poindre l'expression de « Quart-Monde » qui souligne la nécessité de réviser un concept trop rigide et de distinguer des sous-ensembles là où l'on ne percevait auparavant qu'une masse confuse de pays déshérités ou dominés.

C'est pourquoi les interprétations les plus récentes s'orientent vers une autre conception du Tiers-Monde qui tirerait son unité de la combinaison entre un certain nombre d'éléments : insuffisance des revenus, analphabétisme, ampleur des écarts de rémunération, retard des équipements individuels et collectifs, bref tout ce qui constitue un état de pauvreté et d'asservissement à la domination d'autrui. Une vision de cette nature bouleverse toutes les données reçues, car elle oppose moins des Etats entre eux qu'elle ne traverse tous les Etats. En témoigne la formule imaginée selon laquelle « le Tiers-Monde commence à Aubervilliers » (Commune de la banlieue parisienne). Les problèmes du Tiers-Monde seraient donc internes à chacun des pays — même les plus développés — avant d'être l'objet de tensions internationales.

Si l'on peut noter une certaine évolution dans le temps, rien ne permet d'affirmer que l'une de ces interprétations a éliminé les autres. Il serait d'ailleurs facile de montrer comment chacune de ces conceptions s'est incarnée dans des mécanismes de solidarité qui se recoupent partiellement sans jamais parvenir à se confondre : la Conférence des Pays non-alignés, le Groupe afro-asiatique, le Groupe dit des « 77 » à la C.N.U.C.E.D., la Tri-continental animée par Fidel Castro, l'Organisation des pays producteurs de pétrole, les Conférences islamiques etc... sont autant de manifestations qui peuvent être imputées au « Tiers-

Monde » mais qui ne regroupent jamais les mêmes partenaires et qui recouvrent des stratégies différentes. Qu'il s'agisse des nations ou des institutions, on ne parvient pas à discerner plus aisément les contours que la consistance même du Tiers-Monde. Or une telle incertitude ne peut être levée par aucune investigation scientifique. A la question de savoir ce qu'il faut entendre par Tiers-Monde, il n'existe aucune réponse qui puisse s'imposer objectivement parmi les solutions qui ont été évoquées jusqu'ici ni parmi d'autres que l'habileté du chercheur viendrait à imaginer. On est en face d'un conglomérat d'aspirations dont la configuration change en fonction des circonstances et qui ne comporte pas de schéma relationnel stable et cohérent. Tout au plus peut-on discerner un noyau central constitué par un certain nombre d'éléments (complexes d'infériorité et de frustration) autour duquel gravitent des revendications politiques, raciales, économiques, culturelles, sociales dont le poids spécifique varie selon le champ d'action considéré et l'état de la conjoncture internationale. Autrement dit, on est en présence d'un *mythe* qui tire sa force de sa propre confusion et dont le démontage, en termes rationnels, risquerait de trahir l'authenticité et de ruiner l'efficacité. Tout effort d'analyse réductrice aurait un effet dévastateur sur une nébuleuse dont le rayonnement tient au grand nombre et à la mobilité des particules qui la composent. Mais le

propre du mythe est précisément de résister à la désagrégation par le biais du découpage scientifique puisque son pouvoir d'attraction est directement lié à la charge affective qu'il véhicule. La meilleure preuve en est que tout le monde (y compris le signataire de ces lignes) est obligé d'utiliser le terme de Tiers-Monde pour désigner à son interlocuteur des catégories de phénomènes qui ne peuvent encore recevoir aucune autre appellation. Le discours analytique reste pour l'instant prisonnier du mythe parce que les événements ne sont perceptibles et communicables qu'à travers le mythe. Reste à savoir si l'épreuve des faits ne se chargera pas du travail d'érosion que la critique rationnelle est impuissante à opérer. Dans cette perspective, il serait intéressant de reprendre l'étude des versions successives que le mythe du Tiers-Monde a connues : on pourrait y découvrir l'adaptation subie par le mythe sous la pression de ses contradictions internes et du changement de la conjoncture internationale. Bien que le mythe continue de tirer sa force de la combinaison de ces images successives, sa crédibilité s'affaiblit au fur et à mesure que certaines images s'écartent par trop de la réalité : celle d'un Tiers-Monde non violent et désarmé dans un univers dominé par la force; celle d'un Tiers-Monde pauvre parmi les riches et les puissants; celle d'un Tiers-Monde homogène et cohérent dans la revendication. A travers la détérioration de ces clichés, ce n'est pas tant une autre vision du Tiers-Monde qui se dégage. C'est plutôt la notion même de Tiers-Monde qui se trouve mise en cause. Il faudra sans doute attendre encore longtemps pour que l'observation scientifique puisse procéder au constat de décès. Car les mythes sont un peu comme les étoiles mortes; ils continuent de briller aux yeux du public bien après que l'inspiration qui les a constitués se soit éteinte. L'effet mobilisateur du concept mythologique est donc incomparablement plus grand que celui de toute clarification intellectuelle. La confusion du langage et du discours, loin d'être un obstacle à la communication, est parfois la condition nécessaire à la réalisation d'une union entre les hommes par dessus les frontières; et les entreprises de démythification, dans la mesure où elles ont prise sur ce type de réalité, apparaissent comme une indécence profanation.

II. — L'Europe

Les propositions qui viennent d'être établies ne s'appliquent pas seulement au cas du Tiers-Monde. Des remarques similaires s'imposent aussi bien en ce qui concerne l'Europe. Il serait intéressant de rechercher à ce propos comment et sous quelle forme est né le thème de l'unité euro-

péenne. Bien que ce dernier soit fort ancien, il n'a été vraiment lancé et popularisé, dans le contexte que l'on sait, qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ce fut l'œuvre de mouvements d'origine privée dont la dénomination même était, par sa simplicité, puissamment évocatrice et mobilisatrice : « Mouvement européen », « Mouvement pour les Etats-Unis d'Europe ». Il s'agissait, en effet, de créer un mythe acceptable par une mosaïque d'Etats qui venaient, une fois de plus, de s'entretenir. Peu importaient les détails ou les modalités de l'entreprise dès lors qu'on parviendrait à créer un courant d'opinion assez fort pour transcender les particularismes nationaux et éveiller les populations au sentiment d'une unité de destin. Contrairement à ce qui s'était passé pour le Tiers-Monde, le problème n'était pas de postuler l'existence d'une unité là où régnait une grande diversité, mais, à partir du constat de la diversité, de bâtir un projet unitaire et de le faire accepter par les intéressés.

A première vue, toute initiative consacrant la thèse de l'unité européenne ne pouvait qu'être bienvenue, qu'il s'agisse de la création du Conseil de l'Europe (1949), de l'ouverture du Marché Commun du Charbon et de l'Acier (1951) ou, à plus forte raison, de la création de la Communauté Economique Européenne et de l'EURATOM. Cependant, au fur et à mesure qu'il entrait en contact avec les réalités, le mythe de l'unité européenne commençait à se dégrader. La clairification du concept devait avoir par rapport au mythe initial, vague et confus à souhait, un effet inexorablement destructeur. Si ces effets se sont manifestés plus vite et plus durement que pour le Tiers-Monde, c'est sans doute parce que le cadre géographique de l'opération était plus restreint, mais c'est aussi parce que les exigences de la construction européenne ont fait éclater plus rapidement les contradictions inhérentes à l'entreprise. Le thème de l'unité européenne a tout d'abord buté — et bute encore aujourd'hui — sur le problème de la dimension de l'Europe. Quelle Europe fallait-il faire ? La Grande Europe, celle des Russes, qui va de Brest à Vladivostok, ou celle du général de Gaulle, curieusement découpée de l'Atlantique à l'Oural ? ou bien la petite Europe, celle de l'Ouest, entre les Six, les Dix ou les Neuf du Marché Commun, ou les Quinze du Conseil de l'Europe, ou l'ensemble des pays situés à l'ouest du rideau de fer. Tout choix topographique avait forcément des implications politiques et réciproquement. Bien que les modalités d'intégration aient été fort variées, selon les ensembles concernés, aucun choix définitif n'a pu être effectué entre les différentes Europes imaginables. Bien entendu, le noyau le plus consistant, au moins à l'Ouest, demeure le

Marché-Commun, parce que c'est lui le plus fortement intégré, mais les autres combinaisons ne sont pas exclues, y compris l'ouverture vers la Grande Europe qui est au cœur du débat ouvert à Helsinki en novembre 1972.

Si l'hésitation subsiste sur la dimension de l'unité européenne, c'est parce que les parties en cause n'ont pas encore réussi à surmonter le second obstacle consistant à définir l'Europe à construire. Pour quoi faire l'Europe ? Pour consolider les liens avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique ? Pour équilibrer l'influence des Etats-Unis ou pour jouer le rôle d'une troisième force, indépendante entre l'Est et l'Ouest ? Et comment faire l'Europe ? à partir des Etats ou à partir des régions ? à partir des gouvernements ou à partir des peuples ? avec l'aide des milieux d'affaires ou avec l'aide des travailleurs ? sous la forme unitaire, fédérative ou confédérale ? Toutes ces questions se sont accumulées à raison non pas de l'échec mais des succès enregistrés par le mouvement favorable à l'unité européenne. Les sondages d'opinion prouvent, en effet, que, sauf en Grande-Bretagne, l'opinion publique est largement acquise à l'idée européenne. Mais on en a trop vite conclu que l'unité était à porter de la main. Dès que les options ont été précisées, les esprits ont été divisés, tant sur les objectifs que sur les moyens propres à les atteindre. Vérification expérimentale en a été faite en France, lors du référendum d'Avril 1972 sur l'élargissement du Marché Commun. On a cru qu'il s'agissait d'une question « innocente » et sans péril parce que les sondages attestait une forte adhésion à l'idée d'unité européenne. Mais la campagne électorale devait montrer que la plupart des formations politiques étaient divisées sur le type d'Europe à construire — y compris celles qui militaient en faveur du oui au référendum. Plus encore que les complications d'origine intérieure, c'est l'ouverture d'un grand débat public sur le thème européen qui a dévoilé les contradictions soigneusement masquées par la mythologie européenne. A plus forte raison devait-il en être ainsi quand se sont posées devant les représentants des Etats des questions aussi épinesques que celles de l'union monétaire, de la coordination des politiques communes ou de l'unité d'action politique. On objectera sans doute que ce sont les rapports de force qui ont joué, au moment décisif, contre la thèse de l'unification européenne. Il est parfaitement exact que les oppositions internes entre les partis et les conflits d'intérêts entre les Etats ont joué un rôle décisif dans le blocage de la construction européenne. Mais ces tensions ne se sont pas manifestées au hasard; elles se sont ordonnées autour d'un certain nombre d'axes parfaitement

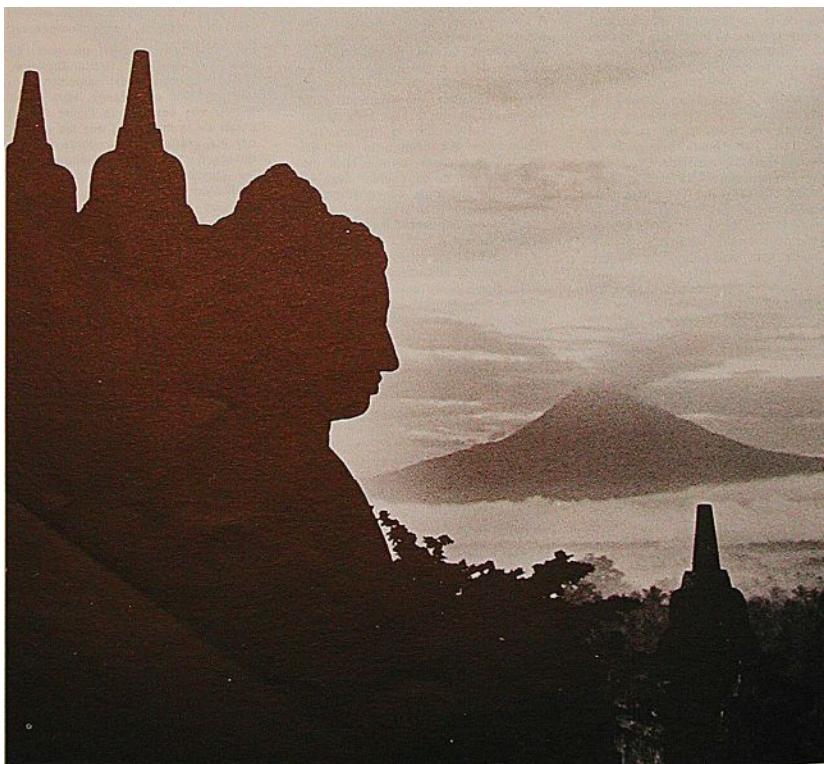
repérables à l'avance dès l'instant où l'on décidait de scruter, derrière le mythe, les solutions possibles au problème de l'unité européenne. Au démeurant, ce ne sont pas les forces hostiles à la politique européenne qui l'en ont emporté, mais les forces favorables qui se sont divisées entre elles et qui ont freiné les tentatives d'intégration. Autant qu'au niveau des forces sociales et politiques, c'est donc au niveau des représentations de l'avenir de l'Europe dans l'esprit des gens que s'est décidé — et que se décidera — le sort de la construction européenne. Le mythe tirait, *laissé*, sa force de son imprécision et de sa charge affective. L'analyse critique des concepts recouverts par le mythe exerce un effet destructeur sur son contenu et démobilisateur sur ses destinataires.

Conclusion

Les deux cas qui viennent d'être analysés n'ont été retenus qu'à titre d'exemples. On pourrait étendre la même investigation à d'autres concepts comme ceux d'internationalisme, ou d'intégration de colonialisme ou d'anticolonialisme etc., bref à tous les termes du vocabulaire politique qui incluent une dose plus ou moins forte de contenu émotionnel. Seuls échapperont à la critique des termes empruntés à un vocabulaire technique dont la signification est, apparemment, claire et univoque. Pour ceux-ci, l'intervention des experts est utile, car l'ambiguité demeure toujours possible, ne serait-ce qu'en raison de la difficulté qui consiste à transposer un con-

cept d'une langue, c'est-à-dire d'une culture, dans une autre. Pour ceux-là, la réduction du sens opérée au nom de la logique, est une arme à double tranchant qui peut vider un concept de son contenu et de sa signification réelle — c'est-à-dire de celle qui lui est effectivement attribuée par ceux qui en vivent. Au moins faut-il conseiller à ceux qui manipulent ces explosifs beaucoup de prudence et de doigté. Il ne servirait à rien de construire un univers rigoureux et transparent comme une boule de cristal si cette démarche s'écartait par trop des dommées du réel. Car l'homme en société ne vit pas seulement de concepts mais de mythes et la communication, nécessaire, s'établit parfois plus aisément dans la confusion qu'à la clarté trop vive d'une impiégable logique.

Le temple de Boroboudour (Java Central)
UNESCO/Marc Riboud.



In 1967 the International Peace Research Institute in Oslo (PRIO) mailed a long questionnaire to Secretaries General of all IGOs and INGOs listed in the eleventh edition of the *Yearbook of International Organizations* (1966-1967) and its three first supplements. The response rate was satisfactory, and parts of the data have been used in several different publications (cf. the bibliography). However, the respondents were also promised a simple and concentrated presentation of the data that were derived from the questionnaire, and I hope this article will serve that purpose. At the same time I take the opportunity to thank all those officers of international organizations who set off so much of their time to complete a rather complicated form and thereby providing us with extremely valuable information about important and interesting actors on the international scene. If the processed information also can be of some value to the respondents themselves, so much the better.

Representativeness

The questionnaire was mailed to a total of 2196 organizations all over the world. Twelve of these were reported dissolved or inactive at the time they received the questionnaire. Nine-hundred-and-eleven of the remaining organizations returned completed forms. The percentage answers for the various main categories of organizations are as follows :

Intergovernmental organizations	31.3 per cent
INGOs (proper)	45.6 per cent
National organizations in consultative status with ECOSOC	13.3 per cent
EEC and EFTA business and professional groups	23.7 per cent
Total responses	41.7 per cent

I was fairly satisfied with the INGO (proper) percentage and did a thorough comparison of the set of INGO respondents and the total sample of INGOs as reported in the tenth edition of the *Yearbook* which we had coded. The differences were small indeed. Here are a couple of examples: In the total sample the mean number of national representations per INGO from the Nordic countries was 10.18, and across the respondents only the percentage was 11.04. Eighty-two point six per cent of all INGOs in the *Yearbook* reported that English was one of their official languages, as compared to 85.6 among the respondents. I therefore concluded that the INGO respondents made up a sufficiently representative group for serious analysis and conclusions about INGOs in general. The other categories of inter-

A SURVEY OF INTERNATIONAL NONGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS-1

by Kjell Skjelsbaek

International Peace Research Institute, Oslo

national organizations did not meet these requirements and have been excluded from the subsequent discussion.

Foundation, Past and Future Splits and Mergers

Most of the INGOs, 52 percent, were founded at the national level, that is, various national organizations came together and formed an international one. Twenty-four per cent started at the international level, and then national chapters were founded, while 23 per cent were founded as international organizations and have remained that way without national organizations. In other words, about a quarter of all INGOs do not have national member organizations. Sometimes INGOs merge or split, and they were asked whether this had happened in the course of the previous three years and whether they expected splits or mergers to take place in the foreseeable future. The percentages are :

Splits	No change	Mergers
Past three years	3	5
The foreseeable future	2	9

There seems to be slightly more fusion than fission in the world of INGOs, and more change anticipated in the future than reported from the past.

Membership Patterns

A parallel question was asked about gains and losses of national branches :

loss	No change	Gain
Past three years	4	55
The foreseeable future	2	61

There are many more gains than losses, and the proportion of gains is expected to increase. In other words, most INGOs are expanding their domain in terms of member organizations, and they believe that they will continue to do so.

This does not preclude that many organizations are small. According to the criteria set by the Union of International Associations (UIA), a minimum of three countries must be represented in an organization if it is to be considered international, and the average number of national « representations » in INGOs is about 26 (1966). The questionnaire contained questions about the dispersion of the membership, financial support, etc.

A the members...

	One country	Two or more countries	More than two countries
The majority of members come from	7	10	83
The secretaries general tend to come from	43	17	40
The location of the international secretariat	59	26	15
The board tends to come from	4	3	92
The staff of the secretariat tends to come from	52	19	27
Most of the revenue comes from	9	9	81

The questions fall into two distinct groups. General membership, revenue, and the membership of the board is very seldom limited to three or fewer countries only, while this is the rule rather than the exception in the case of the location of the international secretariat, the staff of the secretariat, and the position of the Secretary General. It is understandable that headquarters seldom are moved, and that the staff usually is recruited from the host country, but it is not so obvious that the nationality of the secretary general does not change more often. One possible explanation is that many of these organizations are quite young and have not changed Secretaries General very often. Besides, most Secretaries General serve for quite a long period of time.

Those organizations which had a low dispersion of membership, etc. were also asked to name up to three countries that provided the majority of members, income etc. France, Belgium, and United Kingdom was most often mentioned, followed by the remaining EEC members and the Scandinavian countries.

As a corollary to the question about the way in which the organization was founded, we asked how individuals could become members. Fifty-two per cent answered that individual membership was possible through national organizations/chapters only, while 23 per cent checked the opposite alternative, only direct affiliation with the international secretariat. In 24 per cent of the INGOs both forms of individual membership is possible. These figures match well with those reported about the way in which the organization was founded.

Most INGOs set limitations on their membership in one way or another. Only 35 per cent of our respondents checked the alternative that in principle every person in every country could become a member. Two per cent admitted all kinds of persons provided they came from a certain geographical area. Thirty-six per cent of the organizations were in principle universal, but their members must meet certain functional requirements (have certain interests, beliefs or positions), while the remaining 26 per cent restricted their potential membership both geographically and functionally.

When the membership is functionally restricted, which criteria are used? The

questionnaire offered four different alternatives, and the distribution of answers is as follows:

Members become members on the basis of what they are or *de* (for instance, professional organizations) 75

Members become members on the basis of what they *think* or *believe* (for instance, ideological organizations) 9

Both 12

Neither 4

In a broad sense, most INGOs seem to professional organizations.

Given these membership restrictions, we are interested in the extent to which potential members actually joined the various organizations. Forty-three per cent of them claimed that they had more than half the maximum possible membership. Although this figure is quite impressive, there is definitely room for expansion.

Goals

The goals of INGOs are so varied that it is impossible to list them all. For our purposes the Secretaries General were presented with a list of twelve rather general objectives and asked to check all those that applied to their respective organizations (see table C). Goal no. 1 is most popular- which is no surprise since it expresses the *raison d'être* of almost any organization. A factor analysis of these goals reveals

that they can be reduced to four factors. I have called the first factor « Peace and Development » because the three last goals (and no others) were associated with it. Goals no. 4, 5 and 6 made up another group which I termed «Member cooperation». The next three goals loaded on the third factor which was called « Influence others». Finally, the three first goals correlated with a factor which got the label « Member Protection». Thus these four factors seem to reflect four general concerns of INGOs, but they receive different emphasis in different kinds of organizations. Generally speaking, ideological organizations are more outward-oriented (scoring high on an index made up of the six last goals) than professional organizations, but the correlation is far from perfect. Actually, the great majority for 70 per cent) of our respondents checked the alternative that their organizations worked not only for the interests of their own members, but also wanted to exercise an influence on non-members.

The Decision-Making Structure

Most INGOs have a rather centralized decision-making structure. Although as much as 65 per cent of the secretaries general report that they share the initiative with the board of the organization, a total of 62 per cent nevertheless think that most of the activity of the organization is initiated by the secretariat, cf. the table on next page:

B the goals...

Per cent this goal

to improve communications between members in the special field of the organization so that they can do a better job to work for the interest of the members, such as salaries, rights, social prestige, etc.	87
26	
to strengthen members in their relations with non-members	27
to improve communication between the members also outside their common field of interest	32
to promote general cooperation and friendship between the members	79
to let members know each other so that they have contacts in other countries for travel, correspondence, etc.	56
to convince those who are not members to join the organization	41
to disseminate information to non-members so that they think and/or act differently in some respect	37
to make non-members understand better what the members stand for	38

structure . .		C																																																																																													
The Secretary General acts mainly on his own initiative	He acts equally much on his own initiative and at the request of the board	He acts mainly at the Sum request of the board	N	Receiving a salary, but also salaries from other sources : 11 per cent Receiving a salary, but in addition other sources of income (honoraria, etc.) : 18 per cent Receiving a salary which is practically the only source of income : 7 per cent																																																																																											
22 Most of the activity of the organization is initiated by the secretariat	65 About equally much is initiated by the secretariat and the branches	13 100 Most of it is initiated Sum the branches	765 N	From one point of view, the executive staff of INGOs has a low level of « professionalization », but that is in no way equivalent to lack of professional or administrative competence.																																																																																											
62 The branches communicate more with the secretariat than with each other	29 The is about an equal amount of communication between the branches as between the secretariat and the branches	• 9 100 The branches communicate more with each other than with the secretariat	722 N	Sources of Income and Priority of Money-Spending																																																																																											
76	21	3 100	685	Although most INGOs operate on very small budgets, they have to get money from somewhere. The sources are different for different types of organizations, but most organizations rely on a relatively small number of sources of income (see table D, below). The table shows that contributions from national branches is by far the most important source of revenue for INGOs. Contributions from individual members come in second place, and this is simply a reflection of the different membership structures of INGOs as described above. There is no doubt that membership fees in one form or another make up the better part of most INGO budgets. Proceeds from sales of publications are, generally speaking, far less important. Contributions from the governmental sector, whether on the national or on the international level, play a minor role. A few INGOs are subsidized by other INGOs. These are presumably super-																																																																																											
<p>Those organizations that have branches usually have a very hierarchical or feudal structure : Inter-branch communication is negligible compared to the amount of communication with the secretariat. When asked about the importance of the direct communication between the branches, the respondents gave the following answers :</p> <ul style="list-style-type: none"> of major importance : 13 per cent of minor importance : 39 per cent there is no such communication : 47 per cent <p>The establishment of bilateral contacts seem to be of relatively little interest to most INGOs.</p> <p>Because contacts between the secretariat and the various branches is of such importance in the organizations, it is interesting to note how often it takes place :</p> <ul style="list-style-type: none"> At least once a fortnight: 15 per cent At least once a month : 27 per cent At least once a quarter : 37 per cent Once a year : 17 per cent Less often : 4 per cent <p>On the basis of these figures it is probably fair to say that most of the secretariats are not very often in contact with the member organizations.</p>		<p>Four to seven employees: 12 per cent Eight to fifteen employees : 8 per cent More : 6 per cent.</p> <p>Many INGOs have a small number of unpaid workers, often in addition to the paid ones :</p> <ul style="list-style-type: none"> No unpaid staff : 32 per cent Two or three unpaid workers : 61 per cent More : 7 per cent <p>Even the Secretary General is often partly or exclusively paid from other sources :</p> <ul style="list-style-type: none"> No salary from one's organization : 64 per cent 		<p>D</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>important</th> <th>important</th> <th>income</th> <th>Sum</th> <th>Score</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Contributions from national branches</td> <td>43</td> <td>15</td> <td>42</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Contributions from individual members</td> <td>29</td> <td>20</td> <td>51</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Proceeds from sales of publications</td> <td>1</td> <td>33</td> <td>66</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Contributions from private organizations</td> <td>7</td> <td>19</td> <td>74</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Contributions from national governments</td> <td>5</td> <td>12</td> <td>83</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Contributions from INGOs</td> <td>5</td> <td>11</td> <td>84</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Contributions from IGOs</td> <td>2</td> <td>9</td> <td>89</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Proceeds from commercial activities other than publication</td> <td>2</td> <td>9</td> <td>39</td> <td>100</td> </tr> </tbody> </table> <p>E</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Highest or second highest</th> <th>priority</th> <th>No</th> <th>Sum</th> <th>Score</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Doing research on how to promote the goals of the organization</td> <td>46</td> <td>17</td> <td>37</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Having more conferences in the organization</td> <td>37</td> <td>19</td> <td>45</td> <td>99</td> </tr> <tr> <td>Hiring more personnel in the international secretariat</td> <td>29</td> <td>16</td> <td>55</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Subsidizing poor national branches</td> <td>14</td> <td>17</td> <td>69</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Creating more national branches</td> <td>13</td> <td>14</td> <td>72</td> <td>99</td> </tr> <tr> <td>Things other than those mentioned above and below</td> <td>17</td> <td>5</td> <td>78</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Buying more office equipment in the international secretariat</td> <td>9</td> <td>19</td> <td>72</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>Contributing economically to plans against hunger and poverty</td> <td>6</td> <td>13</td> <td>81</td> <td>100</td> </tr> </tbody> </table>		important	important	income	Sum	Score	Contributions from national branches	43	15	42	100	Contributions from individual members	29	20	51	100	Proceeds from sales of publications	1	33	66	100	Contributions from private organizations	7	19	74	100	Contributions from national governments	5	12	83	100	Contributions from INGOs	5	11	84	100	Contributions from IGOs	2	9	89	100	Proceeds from commercial activities other than publication	2	9	39	100	Highest or second highest	priority	No	Sum	Score	Doing research on how to promote the goals of the organization	46	17	37	100	Having more conferences in the organization	37	19	45	99	Hiring more personnel in the international secretariat	29	16	55	100	Subsidizing poor national branches	14	17	69	100	Creating more national branches	13	14	72	99	Things other than those mentioned above and below	17	5	78	100	Buying more office equipment in the international secretariat	9	19	72	100	Contributing economically to plans against hunger and poverty	6	13	81	100
important	important	income	Sum	Score																																																																																											
Contributions from national branches	43	15	42	100																																																																																											
Contributions from individual members	29	20	51	100																																																																																											
Proceeds from sales of publications	1	33	66	100																																																																																											
Contributions from private organizations	7	19	74	100																																																																																											
Contributions from national governments	5	12	83	100																																																																																											
Contributions from INGOs	5	11	84	100																																																																																											
Contributions from IGOs	2	9	89	100																																																																																											
Proceeds from commercial activities other than publication	2	9	39	100																																																																																											
Highest or second highest	priority	No	Sum	Score																																																																																											
Doing research on how to promote the goals of the organization	46	17	37	100																																																																																											
Having more conferences in the organization	37	19	45	99																																																																																											
Hiring more personnel in the international secretariat	29	16	55	100																																																																																											
Subsidizing poor national branches	14	17	69	100																																																																																											
Creating more national branches	13	14	72	99																																																																																											
Things other than those mentioned above and below	17	5	78	100																																																																																											
Buying more office equipment in the international secretariat	9	19	72	100																																																																																											
Contributing economically to plans against hunger and poverty	6	13	81	100																																																																																											

INGOs, i.e. organizations with other INGOs as members.

The respondents were also asked what their priorities would be if their organization should happen to get some extra money, that is, money beyond what is stipulated in the budget. The answers given in table E are quite interesting.

Doing research on how to promote the goals of the organization is given the highest or second highest priority in 46 per cent of the organizations. The second most important priority is having more conferences in the organization. Hiring more personnel in the international secretariat seems to be more important than subsidizing poor national branches, which in turn is more important than the creation of new national branches. The general impression one gets is that the secretaries general think it is more important to improve the quality of the work of the organization than increasing its size, that is, the number of members. Buying more office equipment scores low, presumably because most INGOs do not need advanced office equipment or because many INGO headquarters are parasites inside other offices, usually the one in which the secretary general is full-time employed. Finally it is worth noticing that very few INGOs would spend extra money on development or aid programs.

The Contacts of INGO Secretariats

We were interested in mapping parts of the interaction structure that surrounds INGO headquarters and asked therefore the respondents to order their contact partners with whom they stay in touch by way of mail, conversations, etc.

The ranking of the contact is quite similar to the ranking of different sources of income. The members of the organization, whether individuals or associations, constitute the most important contact partners, and this is no surprise. That which is a little surprising is that the contacts are so infrequent. There are fewer contacts with IGOs than with other INGOs and still less with national governments. Fifty per cent of the organizations had no contacts with IGOs. This is reasonable, in view of the fact that roughly one third of all INGOs have consultative status with one or more IGOs. Some interaction is also likely to take place outside the system of consultative statuses.

Almost 70 per cent of the INGOs headquarters have never had contact with national governments. Most of their attention is directed at the international level. Contacts with national governments are taken care of by national branches;

F				
contacts				
highest or second highest rank				
Contact partners	rank	rank	contact	Score
National branches of the organization	69	6	25	44
Individual members of the organization	64	13	23	41
Other INGO	28	39	33	— 5
IGOs	15	35	50	— 35
National governments	4	27	69	— 65
Others	6	9	85	— 79

Contacts with national branches:

Mainly through the national branches: 47 per cent
Mainly directly: 14 per cent
Both ways: 13 per cent
Those contacts are not performed at all: 26 per cent

I guess that in the few cases that INGO headquarters take direct contact with national governments, the organization does not have chapters in that particular country. Unfortunately we have not asked any questions about the extent to which INGOs try to influence national governments through IGOs. The questionnaire also contained some questions about which kinds of very frequent contacts INGO secretaries general had with other international organizations, whether governmental or nongovernmental. The table below gives the percentage of INGOs that had a particular kind of contact with one or more other international organizations:

Personal friendship between secretaries general: 54
Joint meetings and conferences: 50
Exchange of observers at board or council meeting: 39
Sharing international secretariat facilities: 21
Exchange of members at the board or the council: 12

Many organizations also mentioned other kinds of contacts. It seems as if informal contacts are at least as important as formal ones. Some INGOs are members of more incuse organizations. Twenty-eight per

cent of our respondents reported that their INGO was a member of one super-INGO, while 11 per cent was a member of two or more. This is a relatively large number of organizations and includes many trade unions, scientific unions etc. that have their umbrella organizations.

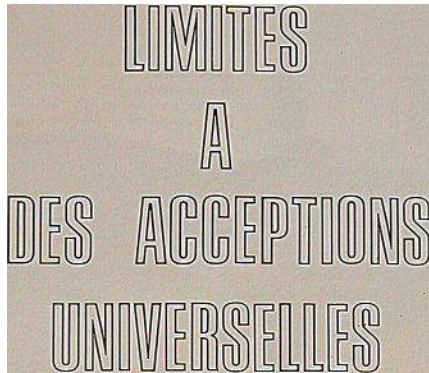
Frequency of Meetings

It is difficult to find good indicators of the intensity of the activity of INGOs, but one that deserves mentioning is the frequency of meetings within the organization. We have asked about two kinds of meetings; those of the board of directors, and conferences open to all members:

Frequency	Conferences
Once a month	5
Once a quarter	23
Once a year	56
Once every second year	8
Less often	24
Sum	100
	100

Naturally the board meets more often than the rank-and-file members. Of the latter, almost 30 per cent see each other less often than once every second year. On the other hand, almost one half of the number of organizations arrange conferences once a year or more often. Only 16 per cent of the boards meet less often than once a year.

This is the first part of a two part series analysing the structure and function of non-governmental organizations.



« 6 Et Jahweh dit: « Voici, ils formeront un seul peuple avec une même langue pour tous; ils se mettent à l'œuvre, et aucun projet ne leur paraît impossible. 7. Allons, descendons, là même brouillons leur langage, de sorte qu'ils n'entendent plus le langage des autres (Genèse 11, 1-9) (1) ». Il ne suffisait pas de brouiller le langage, il fallait aussi différencier le contenu des concepts lesquels, étant ceux d'un seul peuple, devaient normalement être proches de l'uniformité... sauf... contestation, évidemment !. Dans ce passage de la Genèse, la langue ne pourrait pas être considérée uniquement comme moyen principal de communication entre les hommes sans méconnaître son rôle tout aussi important dans la constitution des civilisations. Jahweh non seulement avait brouillé le langage mais aussi l'entendement de ce peuple unique. Et nous voulons maintenant retrouver cette unicité détruite ou en construire une autre !

Vue dans son ensemble, l'entreprise décourage et rebute par son énormité et sa durée. Et pourtant elle doit être tentée pour répondre au besoin de fraternité universelle qui frémît dans les manifestations, même outrancières, de la jeunesse. Le titre du modeste essai que nous avons l'honneur de présenter devrait donc être interprété dans un sens plus positif que négatif. Reconnaître des limites, c'est aussi refuser de se laisser emprisonner par elles et, lorsque soi-même on ne peut le faire, on peut aider un autre sinon à les franchir, du moins à les distinguer, et à les évaluer.

Au cours de notre exposé — et tout en nous défendant de faire œuvre de linguiste — nous ferons de fréquents appels à un ouvrage du professeur W.D. Whitney, *La vie du langage*.(2),

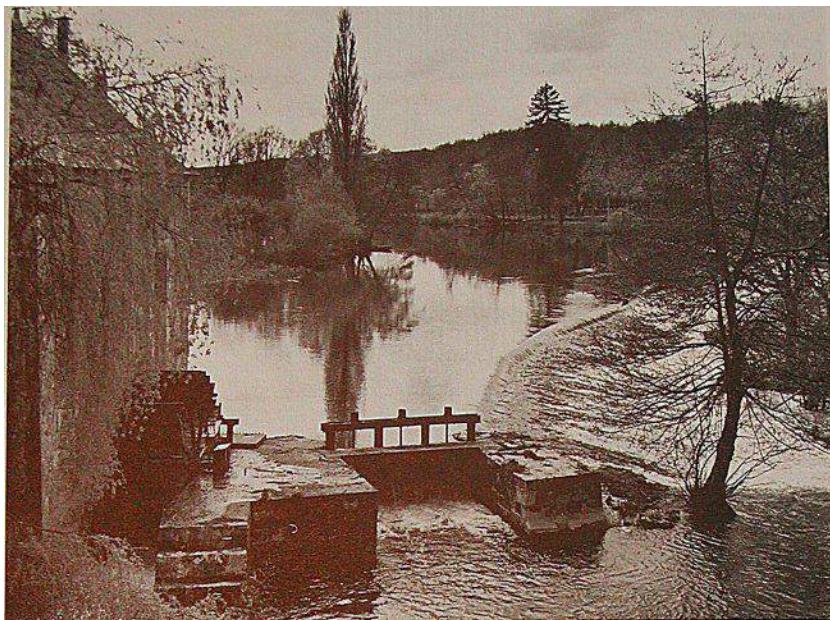
J.B. Cuyvers
Secrétaire Général
du C.I.D.E.S.A.

qui nous a paru d'une actualité saisissante pour notre propos. Une langue est l'œuvre principale de la société. C'est un être vivant, en voie de formation et de changement continuels, créant des mots, en oubliant, en modifiant l'acceptation. - *Ainsi, on peut avoir acquis par l'étude et le secours des maîtres dans une branche de connaissances — sciences naturelles, mathématiques, philosophie — toutes les notions existantes, on peut avoir atteint les dernières limites connues, et ensuite trouver ces notions trop imparfaites, ces limites trop étroites; on peut ajouter de nouveaux laits à la science, établir de nouvelles distinctions, déterminer de nouveaux rapports, pour lesquels le langage technique existant se trouve être insuffisant. Il faut donc créer des mots nouveaux et ces mots ne manquent jamais aux idées, parce que toute langue doit pouvoir exprimer toute idée et que, si elle ne le faisait pas, elle ne serait pas une langue ** p. 29.

« Mais, quand les sciences, les arts et la philosophie font de rapides progrès, quand les branches de connaissances se multiplient et sortent les unes des autres, appelant chacune tout un nouveau vocabulaire de termes nouveaux; quand un nombre infini de faits et d'objets inconnus se présentent à la pensée humaine, la langue la plus fertile n'y peut répondre par ses ressources intrinsèques. La demande est pour les mots techniques, les mots scientifiques, et les savants s'adressent tout naturellement aux langues savantes. Ils y trouvent encore cet avantage, que tous les continuateurs de la même œuvre de civilisation ont ainsi une langue commune, au moyen de la-

quelle *Us* se comprennent, se répondent et s'unissent par dessus les frontières ».

A deux réserves près, ces lignes écrites en 1880, s'appliquent à la situation que nous connaissons surtout depuis le fin de la seconde guerre mondiale. La première de ces réserves concerne la langue. Il n'y a plus de langue salvante commune, si ce n'est dans le domaine des sciences naturelles. Dans les autres sciences dites exactes, l'anglais a généralement remplacé le latin ou le grec tout au moins pour l'Europe occidentale et ses anciennes dépendances. Cette intrusion a été à ce point envahissante que le Gouvernement français a pris des mesures - pour remplacer des emprunts indésirables aux langues étrangères » (3). La deuxième de ces réserves — et de loin, la plus importante — est relative aux technologies, dont la prolifération n'a pu être raisonnablement prévue par l'auteur. Cette fragmentation des sciences a donné naissance à une multitude de jargons qui sont compris de la même manière par les spécialistes de partout, donnant ainsi à croire que la compréhension universelle est à portée de main et expliquant par là l'invasion d'une technologie nouvelle, celle de l'information scientifique, principalement par des mathématiciens. Il est un fait que des résultats spectaculaires ont été obtenus. Exemple : les « Chemical Abstracts », un modèle du genre, mais tellement peu humain ! Mais, quand on quitte le domaine désincarné des formules et des équations, les tentatives ont rencontré moins de succès, jusqu'à présent du moins. Nous songeons notamment à une publication de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, intitulée « Aligned Descriptor List, for Economic and Social Developments ou Liste commune de descripteurs en matière de développement économique et social » (4). Un



Paysage de la Vienne (France)

avertissement à l'utilisateur précède la traduction française. Nous citons « ...il faut tout d'abord préciser qu'il s'agit d'une *traduction*. Si l'on avait voulu établir une liste de descripteurs du développement économique et social directement en français, on aurait sans doute abouti à un tout autre produit. Le génie de la langue aurait exigé une meilleure cohérence de l'ensemble; la définition des problèmes aurait imposé d'autres termes » (p. 155). On ne pouvait fixer plus clairement et plus honnêtement les limites de la traduction d'une liste qui était voulue « simple » par ses auteurs (« it should not contain overlapping or conflicting words, that is, each word must have a specific and clear meaning or else there will be confusion or duplication in storage and retrieval »).

Il s'agit, rappelons-le, d'une traduction de l'anglais en français, c'est-à-dire, de deux outils produits de deux civilisations occidentales pas tellement éloignées l'une de l'autre, après tout. On peut en induire que les difficultés iront croissant dans la mesure où les civilisations différeront l'une de l'autre et que les textes à traduire se compliqueront davantage.

Il semble donc que les communications, dans une technologie dérivée des sciences de l'homme, soit rebelle au

système d'une langue servant de pivot ou de commun dénominateur à des traductions.

Il faudrait donc partir de chaque langue en particulier, o élaborer au sein de cette langue un système cohérent » et « définir les problèmes » comme s'expriment les auteurs du document précité, et, alors, rechercher et établir les équivalences avec les autres langues.

A ce moment, les difficultés naîtront non des concepts comme tels, mais de leurs compréhensions simultanément différentes.

Liberté, paix, justice, amour fraternel, tels sont les buts sur lesquels un accord unanime existe depuis 30 siècles environ; les divergences de vues naissent seulement quant aux moyens à employer pour les atteindre : cette opinion d'A. Huxley présume que le contenu des buts ou, en d'autres termes, que la compréhension des concepts « liberté, paix, justice et amour fraternel » soit identique partout et pour tous.

Les faits ne correspondent pas à cette vue de l'esprit.

Dans son livre récent « The New Totalitarians » (5), Roland Huntford démontre que, pour les jeunes Suédois, le concept de « liberté » s'identifie presque exclusivement avec la notion de « liberté sexuelle ». Chacun de nous a pu apprécier au cours des vingt-cinq dernières années la plasticité infinie du concept « paix ». En Europe seule, les « droit de l'homme » (ont l'objet d'au moins deux définitions, selon que l'on accorde la primauté à l'individu ou à la société considérée comme ultime et unique entité.

Et encore même, les pays de l'Europe occidentale ne sont-ils pas d'accord d'inclure dans cette notion des droits « économiques et sociaux » qui pourraient être efficacement protégés, c'est-à-dire revêtant nécessairement certains caractères d'identité et d'homogénéité dans les différents pays concernés (2). Colloque des Droits de l'Homme organisé par le Centre d'études européennes de l'Université catholique de Louvain — Vander, éditeur, Bruxelles).

Enfin, au sein de l'Eglise même, se manifestent de profondes divergences d'interprétation des concepts, comme en témoignent les extraits suivants empruntés au livre que Mgr Lefèvre a consacré aux travaux du Concile (6) : p. 69 :

« Paralysie du magistère et affadissement du magistère; ce dernier aspect se manifeste par l'absence de définition des notions, des termes employés, par l'absence des précisions, des distinctions nécessaires, de telle sorte qu'on ne sait plus ce que parler veut dire : que l'on songe à ces mots de dignité humaine, de liberté, de justice sociale, de paix, de conscience... On peut désormais, dans l'Eglise elle-même, donner à ces mots, un sens marxiste ou un sens chrétien avec la même conviction ». p. 161 :

« ... une bonne partie des évêques, surtout ceux qui ont été choisis comme membres des commissions, étaient des gens qui avaient fait une philosophie existentialiste, qui n'avaient pas fait une philosophie thomiste, et par conséquent qui ne savent pas ce que c'est qu'une définition. Pour eux, il n'y a pas d'essence : on ne définit plus rien; on exprime, on décrit une chose, mais on ne la définit plus.

* D'ailleurs, ce manque de philosophie s'est fait sentir dans tout le Concile, et c'est ainsi, je crois, qu'on est arrivé à avoir un Concile rempli d'équivoques, de vague, de sentiment, de choses qui maintenant permettent évidemment toutes les interprétations, et qui ont laisse toutes les portes ouvertes ».

Il n'est pas dans notre propos de critiquer ou de louer la « contestation » comme est qualifiée présentement cette remise en question des valeurs que l'humanité a vécue à de multiples reprises et dont la plus ancienne connue.

est peut-être celle rapportée par le passage de la Genèse que nous avons mentionné en tête du présent essai. Nous nous bornerons à constater qu'il est actuellement impossible que des concepts fondamentaux pour l'homme même, aient une compréhension unique, universelle.

anglais, — « je voudrais, me disait-il alors, une langue qui serait au-dessus des langues, une langue que toutes serviraient. Je ne puis m'exprimer complètement en anglais, sans m'enfermer du même coup-dans une tradition » (7). Les traditions sont encore nombreuses et très vivaces. Mais l'idée de la langue au-dessus des langues est en marche. C'est même la raison de la réunion de ce jour à laquelle nous voulions apporter notre pierre sous la forme des suggestions suivantes :

- poursuivre l'universalisation des vocabulaires technologiques aussi loin qu'il soit possible dans les domaines qui s'y prêtent. Il arrive que ces vocabulaires touchent à l'humain et s'intègrent par certains aspects;
- faire figurer les unes à la suite des autres les diverses compréhensions des concepts généraux, afin de maintenir toutes les portes ouvertes laissant à l'épreuve du temps et aux expériences de générations plus jeunes le soin de décider de celles qui seront fermées.

BIBLIOGRAPHIE

1. La Sainte Bible du chanoine Crampion. Desclée et Cie, Paris, Tournai, Rome, New York. 1967.
(La traduction de l'Ancien Testament a été refaite par le Père Bonsirien s.j.).
2. La vie du langage par W.D. Whitney. Bibliothèque scientifique internationale, 3^e édition. Paris. Librairie Germer Baillière et Cie. 1880.
3. Décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française
(Journal officiel 9.1.1972).
Arrêté ministériel du 12 janvier 1973 qui est relatif à l'enrichissement du vocabulaire des transports (Journal officiel 18.1.1973).

économique et social.
Centre de développement de l'O.C.D.E.
Paris 1966.

354 p., 1971. Alien Lane. The Penguin

6. « Un Evêque parle » par Mgr Marcel Lefèvre — Dominique Martin-Morin. éditeur. Jarzé 1974.
7. Stefan Zweig — Le Monde d'Hier — Souvenirs d'un Européen, traduction de J.P. Zimmerman, Editions Albin Michel.

(continued from p. 299)

Finally, some improvements in the direction mentioned could be made if the Union (IUFS) which is sponsoring the congress prepares a kind of "guidebook" in which the main instructions, suggestions and recommendations for active participants, organizers, discussants, etc., are clearly exposed. This is just one item in the series of activities the Union should undertake in order to play a more active role in the preparation of the congress programme, as was suggested by the Union's former President Paul Fraise.

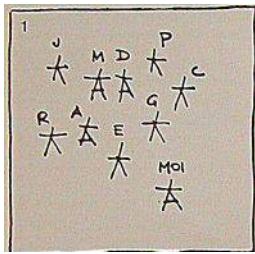
It would be unrealistic to expect an immediate and spectacular change in the traditional way of "reading papers" instead of *talking to the audience*, and in the habit of presenting series of papers instead of having real symposia or colloquia, i.e., *talking together*. But I think that the very fact of drawing the attention of the speakers and panel members to some of the points mentioned may have some effect. In fact, many psychologists attending congresses are convinced of the necessity to remedy the defective scientific communication in our traditional congresses. The suggestions made may be a small contribution in that direction.

GROUPS < and > NETWORKS (*)

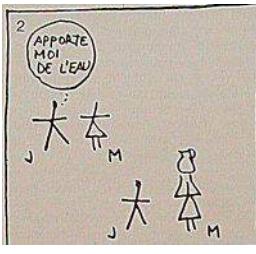
by Yona Friedman

How to work in a group without being a leader and without being a slave (see first text below each image, in roman type).

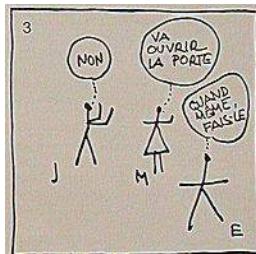
How a group can work with other groups in a network, without coordinating them all and without being their slave (see second text below each image, in italic type).



We form a group : John, Mary, Peter, Denise, Guy, Roger, Anne, Edgar and moi.

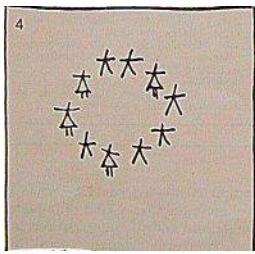


If John asks Mary to do something, she does it.

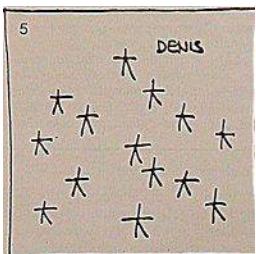


If Mary asks John something, he ignores her.
But if Edgar asks him, John runs to do what Edgar requested.

*If the M-group asks the J-group to do something, the J-group does nothing.
But if the E-group asks the J-group to do it, it does it immediately.*



That is the way our group works.



That is the way our organization network works.

(*) Adapted from a French version, and applied to networks, by A.J.N. Judge.

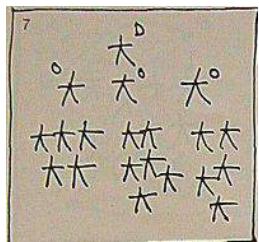
I know of another group, to which Denis belongs.
It is a group much larger than ours.
In that group it is Denis who gives the orders.

*I know of another organization network to which the D.E.N.I.S. group belongs.
It is an organization network much larger than ours.
In that network it is the O.E.W.J.S. group which gives the orders.*

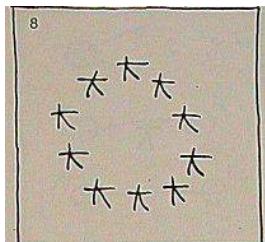
He gives various tasks to everyone and his officers (O) help him to supervise his group.
He has as many officers as our group has members.

The D-group allocates tasks to every other group in the network and the coordinating sub-organs (O) of the D-group help it to control the network.

The network has as many coordinating organs as our network has members.

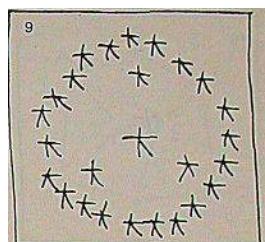


Denis gives orders to his officers, the officers give orders to the others, who, in their turn, are unable to give orders to anyone.
That is the way Denis' group works. The D-group gives instructions to the coordinating organs, the coordinating organs give orders to other groups, who, in their turn, are unable to give orders to anyone.
That is the way the D-group's network works.



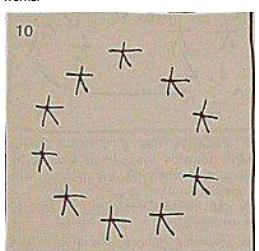
In our group, there is no leader.

In our organization network there is no leading group.



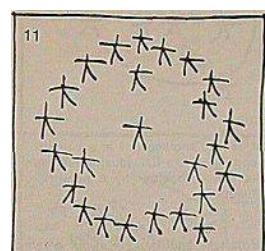
In Denis' group, Denis is the leader.

In the D-group's network, the D-group takes the lead.



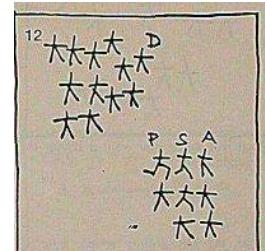
In our group there are few members.

In our organization network there are few member groups.



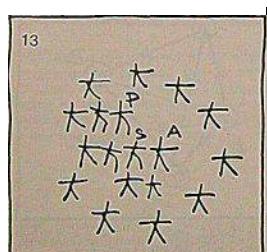
There are many members in Denis' group.

There are many members in the D-group's network.



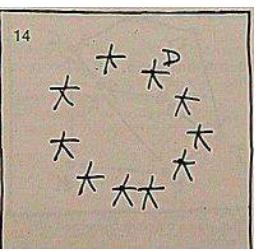
Patrick, Sophie, Andrew and half-a-dozen of their friends left the Denis group.

The P-group, S-group and A-group together with six other related groups left the D-group's network.



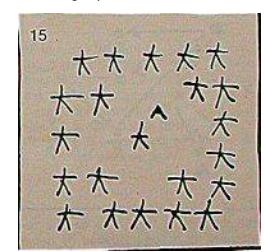
They joined our group.

They joined our organization network.



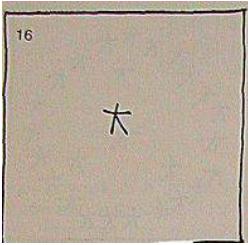
Since then, Denis' group has changed : they no longer have a leader and Denis is no longer more important than the others.

Since then, the D-group's network has changed : it no longer has a leading group and the D-group is no longer more important than the others.

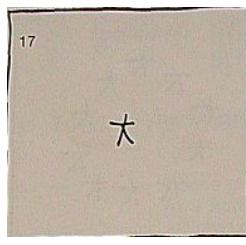


However, our group now has a leader : Andrew.

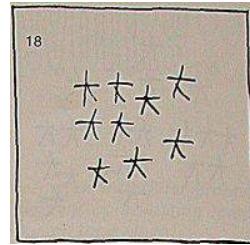
However, our organization network now has a leader : the A-group.



16



17



18

How can a group avoid having a leader ?

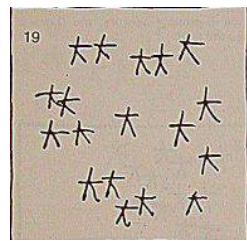
How can an organization network avoid having a leading group ?

How can one become a leader ?

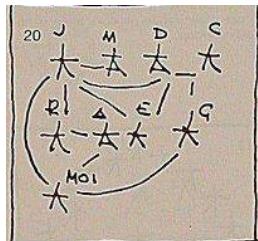
How can 3 group become the leader of a network ?

What will the others do in order not to have a leader ?

What will other groups do in order not to have a leading group in the network ?



19



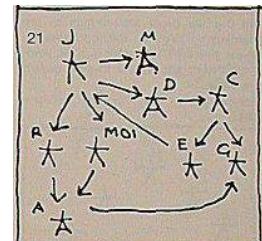
20

What will those who want a leader do to support him ?

What will the groups which want a leading group do to support one ?

Let us take another look at our group, it consists of the individual group members linked together by a network of influences.

*Let us take another look at our organization network.
It consists of the member groups linked together by a network of influences.*

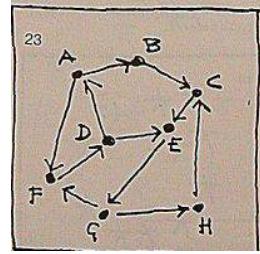
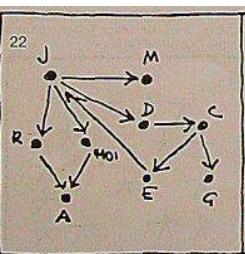


21

An influence has a direction which points towards the person who is influenced, namely to the person who « obeys » another.

We can indicate such an influence by an arrow.

An influence has a direction which points towards the group which is influenced, namely to the group which « obeys » another.



22

We can indicate such an influence by an arrow.

Each member of the group can be represented by a point labelled by name or some other sign.

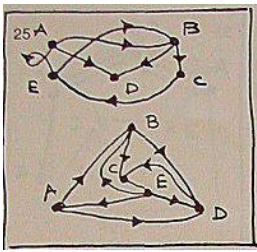
Each group member of the organization network can be represented by a point labelled by its name or some other sign.

In this way a diagram composed of :
— points
— arrows
— labels

is the « map » of a group.
*In this way a diagram composed of ;
— points
— arrows
— tables
is the « map » of an organization network.*

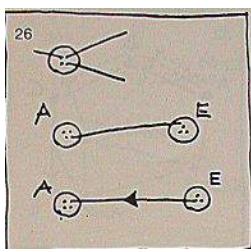
We could construct such a « group map » with the aid of :
— pieces of string
— paper arrows
— buttons

We could construct such an « organization network map » with the aid of :
— pieces of string
— paper arrows
— buttons

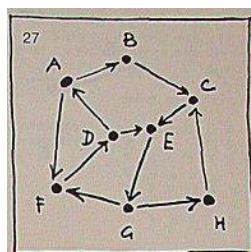


The shape of the « map » is not of interest to us.
What is important is the « scheme of links » in the group.

*The shape of the « map » is not of interest to us.
What is important is the « scheme of links » in the organization network.*

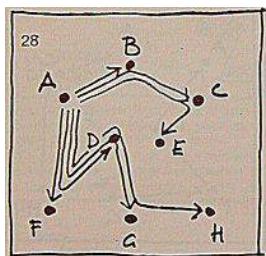


That is to say :
— how many strings are linked to each button ?
— which two buttons are linked by the same string ?
— what directions do the paper arrows on each string point ?

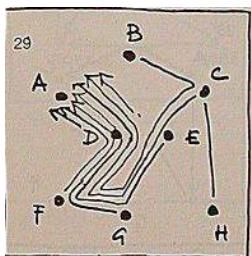


How can we tell the « status » of someone in the group ?
Suppose we want to know about Anthony (A).

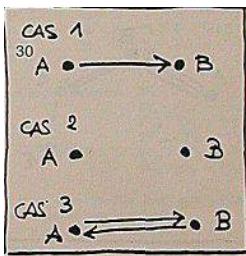
*How can we tell the « status » of a group in the network ?
Suppose we want to know about the A-group.*



Well, Antony can influence all the others in the group, provided that Bernard, Charles, Fred, Daniel and George agree to transmit the influences from Antony, since only he has a direct influence on Bernard and Fred.



Antony may in his turn be influenced by everyone in his group provided that Daniel, Fred, George, Emil and Charles agree to transmit the influences. Only Daniel has a direct influence on Antony.

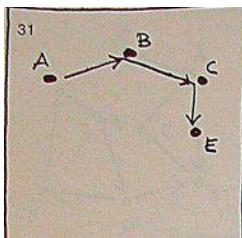


Note : We recognize -influence» by
• the fact that the person influenced changes his habitual pattern of activity,
e.g. A tells B to sit down.
Case 1. B sits-down
Case 2. B does not sit down
Case 3. B is prepared to sit down if A will also do so.

Well, the A-group can influence all the others in the network, provided that the B-group, C-group, F-group, D-group and G-group agree to transmit the influences from the A-group, since only it has a direct influence on the B-group and the F-group.

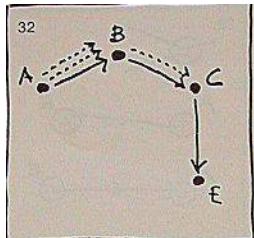
The A-group may in its turn be influenced by every other group in the network provided that the D-group, F-group, G-group, E-group and C-group agree to transmit the influences. Only the D-group has a direct influence on the A-group.

*Note : We recognize « influence » by the fact that the group influenced changes its habitual pattern of activity.
e.g.
A-group instructs B-group to come to a meeting.
Case 1. B-group comes to the meeting.
Case 2. B-group does not.
Case 3. B-group is prepared to come to the meeting if A-group will also do so.*

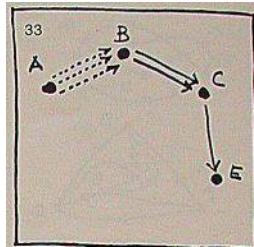


A large proportion of the influences can only reach someone in a group through others who act as intermediaries. Here, to influence Edgar, Antony says something to Bert, who transmits it to Charles, who in turn passes it on to Edgar.

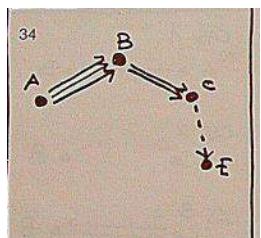
Here, to influence E-group, A-group communicates with B-group which contacts C-group, which, in turn communicates with E-group.



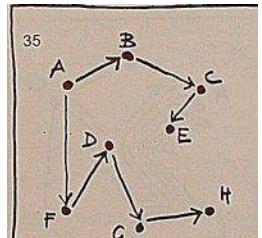
In transmitting the message from Antony to Charles, Bert slightly modified the meaning of it.



Charles, in passing on the message received from Bert (who received it from Antony), introduces a further modification. Edgar receives the modified message.



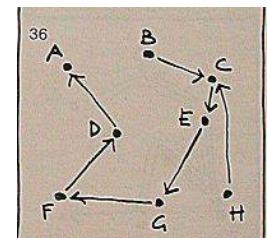
Each transmission of the message reduces the relationship to the original message.
Here, 3 transmissions only let $\frac{1}{8}$ of the original content through.



Let us look at the influence of Albert on the others in his group (see bold text).

Let us look at the influence of A-group on the other groups in its network (see bold text).

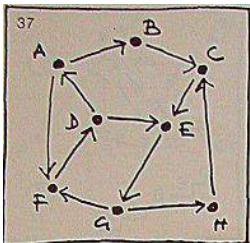
Direct influence on B and F
Half influence on C and D
Third influence on E and G
Quarter influence on H.
The total influence of A on the others is
 $1 + 1 + 1/2 + 1/2 + 1/3 + 1/3 + 1/4 = 3\frac{11}{12}$



What about the influences to which Albert is exposed? (see bold text).

What about the influences to which the A-group is subject in the network? (see bold text).

Direct influence from D
Half influence from F
Third influence from G
Quarter influence from E
Fifth influence from C
Sixth influence from B and H
The total influence on A by the others
is:
 $1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \frac{1}{4} + \frac{1}{5} + \frac{1}{6} + \frac{1}{10} =$
 $2\frac{11}{12}$.

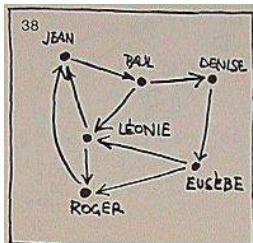


The « influence account » of Albert defines his * status * in the group (see bold text).

The « Influence account » of A-group defines its status in the group (see bold text).

A exercises $3\frac{1}{12}$ influences.

A receives $2\frac{1}{12}$ influences.
A's « influence balance » shows that he exercises $1\frac{1}{60}$ influences more than he receives.



What are the « influence balances » in Albert's group ? (see bold text).
What are the « influence balances » in the A-group's network ? (see bold text)

Influences leaving from	Influences arriving at					
	J	P	D	L	E	R
J	0	1	1	$\frac{1}{12}$	1	$\frac{1}{12}$
P	$\frac{1}{12}$	0	1	1	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$
D	$\frac{1}{12}$	1	0	$\frac{1}{12}$	1	$\frac{1}{12}$
L	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	1	0	1	$\frac{1}{12}$
E	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	1	1	0	1
R	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	1	1	$\frac{1}{12}$	0
Total from	$2\frac{1}{12}$	$3\frac{1}{12}$				-1
	Influences to	Influences from	Influences balances			

Let us now suppose that J is discontented with his position in the hierarchy.
In order to improve it, he will no longer let himself be influenced by L.

The new balance is given in bold text.

J	P	D	L	E	R
J	0	1	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$
P	$\frac{1}{12}$	0	1	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$
D	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	0	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$
L	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	0	$\frac{1}{12}$
E	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	1	0
R	1	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	$\frac{1}{12}$	0

Influence balances

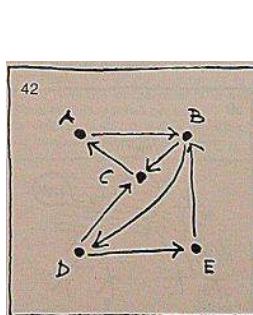
$$\begin{aligned} J &= \frac{1}{12} - \frac{1}{12} = 0 \\ P &= \frac{1}{12} - \frac{1}{12} = 0 \\ D &= \frac{1}{12} - \frac{1}{12} = 0 \\ L &= \frac{1}{12} - \frac{1}{12} = 0 \\ E &= \frac{1}{12} - \frac{1}{12} = 0 \\ R &= 1 - \frac{1}{12} = \frac{11}{12} \end{aligned}$$

Let us take another look with another example, at how to establish :

- the influence balance and how to recognize
- the position hierarchy.

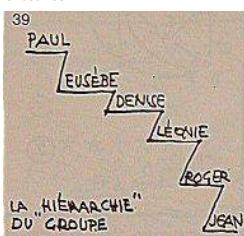
We draw up the Influence table.

The table shows the « intensity » of influence reaching each member from every other member.

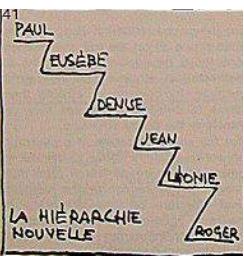


Influences leaving	Influences reaching					
	A	B	C	D	E	
A	0	1	1	1	$\frac{1}{3}$	/ /
B	1	0	1	1	$\frac{1}{2}$	
C	1	$\frac{1}{2}$	0	1	$\frac{1}{4}$	
D	$\frac{1}{2}$	1	$\frac{1}{2}$	0	1	
E	1	1	1	1	0	
leaving	Total	Influence	balance			

$\begin{aligned} A &= -\frac{1}{3} + \frac{1}{3} = 0 \\ B &= -1 + \frac{1}{2} = -\frac{1}{2} \\ C &= -\frac{1}{2} + 0 = -\frac{1}{2} \\ D &= -\frac{1}{2} + 1 = \frac{1}{2} \\ E &= -1 + 1 = 0 \end{aligned}$



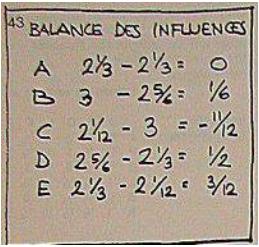
We can establish from the « influence balance » the hierarchical position of each person in Albert's group.
We can establish from the « influence balance » the hierarchical position of each group in the A-group's network.



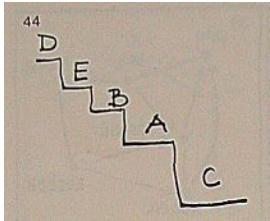
John (J) has in fact succeeded in changing his position, but also that of the others; simply by resisting Lionel (L). John has changed the structure of his group.

The J-group has, in fact succeeded in changing its position, but also that of the others, simply by resisting the L-group (L).

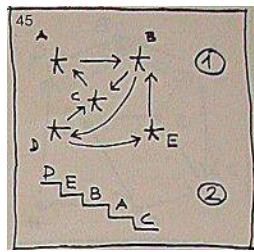
The J-group has changed the structure of its network.



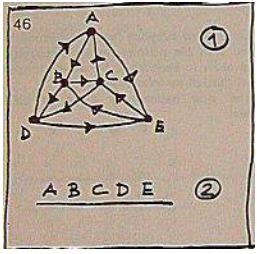
The influence balance is obtained by subtracting (for each member) the total number of influences received by the member from the total number of influences leaving the member.



The hierarchy of social positions can be produced by ordering the members in the decreasing order of their influence balance. Here is the hierarchy of the example. It shows us the relative social positions of the members.

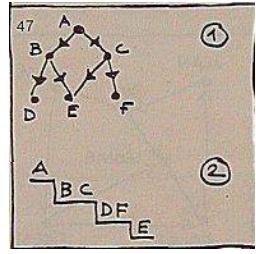


The « map » of the member relationships (liaison scheme) shows the mathematical structure (1). The hierarchy of social situation shows us the social structure (2). The social structure depends upon the mathematical structure.

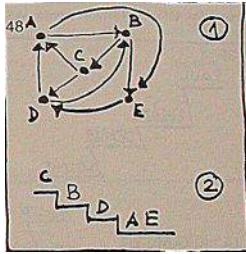


A group like this is an « egalitarian » group because the social situation of each person in the group is the same.

A network of groups like this is an « egalitarian » network because the social situation of each group in the network is the same.



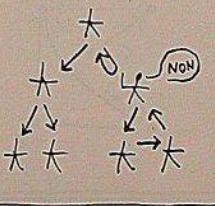
This group is « hierarchically » oriented. The social situation of the members goes from high to low. This network is « hierarchically » oriented. The social situation of the members goes from high to low.



In this group the social positions are irregularly distributed. Most human groups are like this.

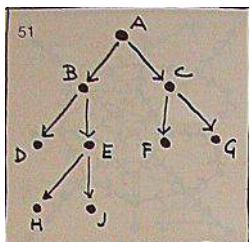
In this network the social positions are irregularly distributed. Most organization networks are like this.

But the social structure of groups depends above all on the will of those who form them, provided they recognize the mathematical structure of their group because, by opening or closing themselves to different influences they can transform the social structure. But the social structure of organization networks depends above all on the will power of the groups which form them, provided they recognize the mathematical structure of their network - because by opening or closing themselves to different influences they can transform the social structure.

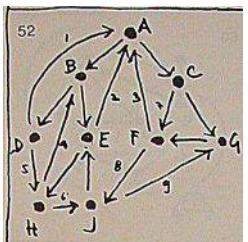


There are people who prefer egalitarian groups, others are at ease in hierarchical groups, yet others try to belong to other types of groups.

There are groups which prefer to participate in egalitarian networks, others, prefer hierarchically, coordinated networks, yet others try to belong to other types of network.

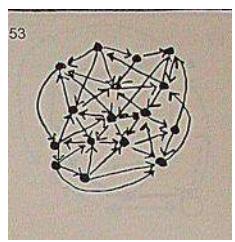


Here is a hierarchically oriented group.



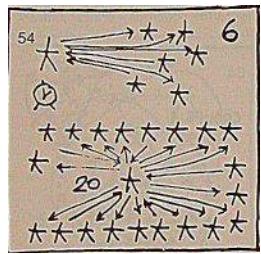
This group may be transformed into an egalitarian group if everyone wills it so - certain influences are « eliminated » and others are « added ». The cooperation of the individuals, D, E, F, and G is all that is required.

The cooperation of the groups D, E, F, and G is all that is required.



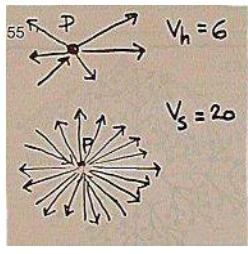
But be careful ! Not all groups are viable. There are limits. For example there is the limit which we call « valency ». This shows how many influences an individual can receive or exercise in a group in a given period. *But be careful ! Not all organization networks are viable. There are limits. For example, there is the limit which we call « valency ». This shows how many influences a group can receive or exercise in a network in a given period.*

Here is a hierarchically oriented network.



Peter can speak, discuss and influence 4 of his friends in 1 hour, but he cannot do it with 6. In one week, however, he could influence 20.

The P-group can communicate with and influence 4 of the other groups in the network in 1 hour, but it cannot do so with 6. In one week, however, it could influence 20 groups.



The « valency » of Peter is 6, if it is a question of the number of inter-personal decisions per hour.

His valency is 20, if it is a question of the number of decisions per week.

The « valency » of the P-group is 6, if it is a question of the number of inter-group decisions taken per hour.

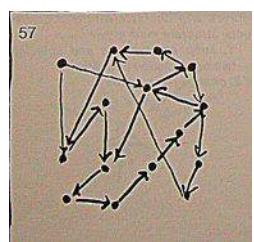
Its valency is 20, if it is a question of the number of decisions per week.

Different people have different « valencies », with respect to their groups.

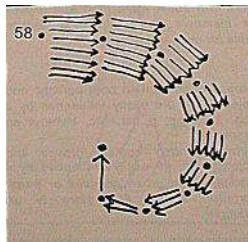
The simultaneous « valency » of a person (the number of other people with whom he can discuss at the same time) rarely exceeds 4.

Different groups have different « valencies » with respect to their networks.

The simultaneous « valency » of a group (the number of other groups with whom it can interact at the same time) rarely exceeds « ? » (we don't know).

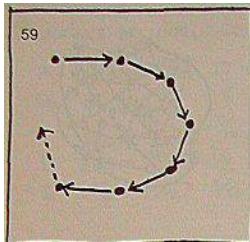


Another obstacle to the growth of a group is its « transmission capacity ». Another obstacle to the growth of an organization network is its « transmission capacity ».

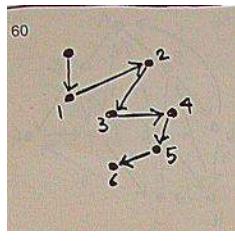


An influence transmitted by 10 intermediate persons only contains 1/10 of the original influence sent out. This is too little.

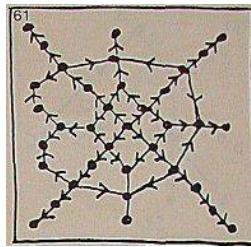
An influence transmitted by 10 intermediate groups only contains 1/10 of the original influence sent out. This is too little.



The influence « disappears » after it has gone through say, 6 transmissions.

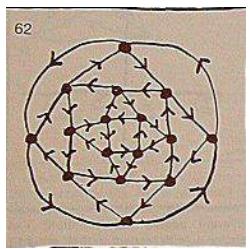


In this case, 6 is the « transmission capacity » of the man in the group.



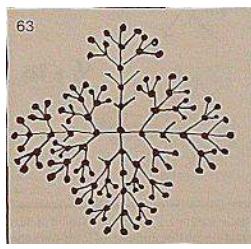
If the human « valency » and the « transmission capacity » are natural limits, the size of human groups (egalitarian, hierarchical or others) also cannot exceed certain limits : hence the notion of « critical group » size.

If the group « valency » and « transmission capacity » are natural limits, the size of organization networks (egalitarian, hierarchical or others) also cannot exceed certain limits : hence the notion of « critical network » size.

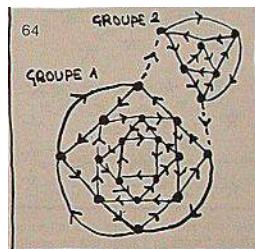


Here is the egalitarian critical group. (valency : 4, transmission capacity : 6). No egalitarian group composed of human beings (valency 4, transmission capacity 6) can have more than 16 members.

Here is the egalitarian critical network (valency 4, transmission capacity 6). No egalitarian network composed of human groups (valency 4, transmission capacity 6) can have more than 16 member groups.



However, the hierarchical critical group can admit more than 900 individual members (the diagram is incomplete for lack of space).

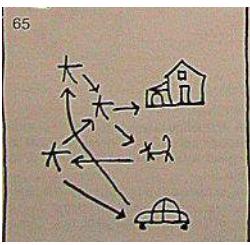


A group which exceeds the critical group size characteristic of a desired social structure, must either

1. keep its structure and split into two groups
- or 2 change its structure.

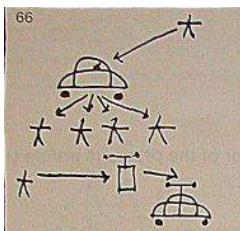
A network which exceeds the critical network size characteristic of a desired social structure must either

1. keep its structure and split into two organization networks
- or 2. change its structure.

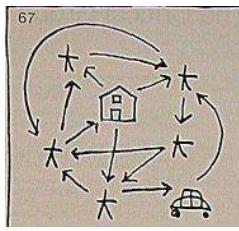


Groups often contain both persons and objects. We are easily influenced by a dog, a house, a car, etc. Here is an example.

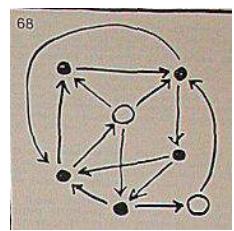
Networks often contain groups and objects. We are easily influenced by a resolution, an urban complex or transportation system etc. Here is an example.



Objects also have their « valency » and their « transmission capacity » (because of the manner in which they are used, an automobile can only be driven by one person at a time, for example, whether by a driver or via radio). Technological systems also have their « valency » and their « transmission capacity » (Because of the manner in which they are used). A transportation system can only be used by a fixed maximum number of persons at one time, for example).

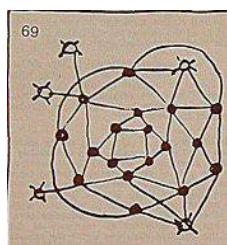


The involvement of a number of objects in a group may modify the critical size. Because of the number of objects in their possession, the members of this group can only make use of a fraction of their valency between themselves. The involvement of technological systems in an organization network may modify the critical size. Because of the number of technological systems with which the groups interact, the members of the network can only make use of their interaction capacity among themselves.

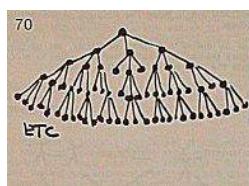


If you want the group to which you belong to function according to the social structure which you prefer then be careful of the critical group size and the objects which may modify it.

If your group wants the organization network to which it belongs to function according to the social structure which it prefers then be careful of the critical network size and the technological system which may modify it.

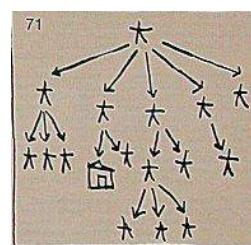


No-one can transform his own group into an egalitarian group if his group is too « big » (that is if it contains too many people and too many objects). No group can transform its organization network into an egalitarian network if its network is too « large » (that is if it contains too many groups and too many technological systems).



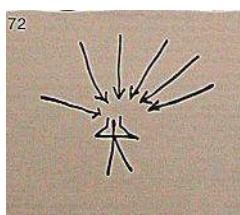
A hierachical group cannot grow without limits either.

A hierachically coordinated network cannot grow without limits either.

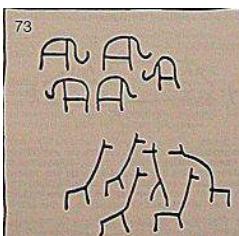


This is the reason for the disintegration of many groups, states, towns & societies.

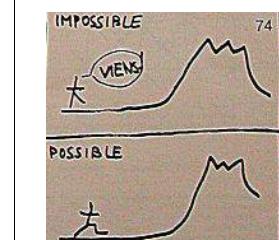
This is the reason for the disintegration of many organization networks, states, towns and societies.



Exceeding the critical group size introduces a malaise.
Exceeding the critical network size introduces a malaise.



Each animal species is characterized by its own critical group size. (Because the « valency » and the « transmission capacity » are properties of all species and can only be changed very slowly.)



Our group life becomes much easier if we transform what may be changed and do not try to change what we cannot

The Critical Group Size

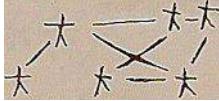
... comment by the author of the previous article (•)

social problem, which is significant enough,

group.

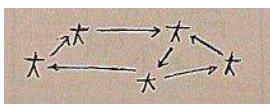
some preliminary explanations in order to elucidate the concept of this critical group.

I use the term society for any set of human in-



The links relating these individuals are communication is observable only if it ends up by some influence being received by one of the individuals to whom this link is relating. The

the behaviour (prior to the arrival of the influence) of the influenced individual. Thus an
is by an arrow which points towards the individual who receives the influence.



Thus a society wherein individual are linked influences), can be mapped by what the mathematician calls a directed connected graph. The structure of such a society will be thus mapped

The first such characteristic will be a parameter (as another) the social situation of a particular

started by a particular person (whose social situation I want to obtain) and deduct from this sum the total of all influences he gets from all the other individuals belonging to the same society. Society situation will be the numerical balance of all influences concerning a given particular person belonging to a given society.

We have to note here, that — in practical terms
- the size of an influence is not actually

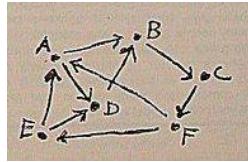
measurable. In order to set up such a calculation, we have to be content with a content based on the simple statement of the existence (value 1) or of the non-existence (value 0) of an influence between any two given persons.

I have to add another limitation to this definition:

- any influence which is transmitted from one individual to another through an intermediate person, loses its original intensity (whatever it was) in inverse proportion to the number of necessary transmissions.

There is no difficulty in calculating all the social situations of all the members of a given society: the social situation of any individual member will be the sum of all influences starting from him towards all the other members of the society, and from this sum there will be deducted the sum of all influences coming to him from each

of the others. Once these social situation parameters are drawn up for all members of the society, the effective hierarchy within the society becomes apparent.



Obviously enough, if any member leaves a society, the individual balances may shift. I will call these shift values the dependencies of all individual members upon the one leaving. The

dependency function (the difference between a particular social situation calculated first before, then after the definition of a member of the society) indicates who is interested in keeping whom within a given society. It is thus

possible to draw up a table of allies.

These two functions (social situation and dependency) clearly define the social structure within a group. Thus for example an egalitarian society would be any such social organization wherein all social situations belonging to all

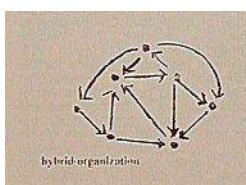
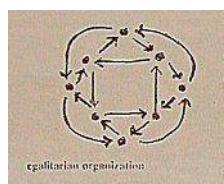
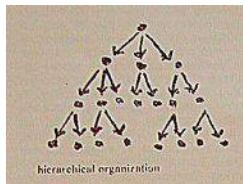
particular members would be practically the same, etc.

*
Summary
of a
lecture
deliver in

London at the Summer Session '72 of the International Institute of Design.

The types of possible social structures, once this terminology is used, would belong in the main to three large families : hierarchical society, egalitarian society and hybrid society (this last one is the most common)

The following graphs show a typical example of each of these families :



Now, as we have succeeded in defining social structure (in a very condensed way because the limited length of this paper does not allow discussion of many other aspects), we can look for a meaning for critical group.

As members of a society are human beings, they have some specific biologically determined characteristics which we have to take into consideration, the first of them is what I call valency, i.e. the largest number of communications a human being can handle during a given duration. We can illustrate valency for instance,

by the example of a person who talks simultaneously on several phones; he can surely talk on two phones, perhaps on three, but surely is incapable of talking simultaneously on 12 phones.

A threshold number (for example four phones) can be defined experimentally : this threshold number shows human valency.

The second characteristic which is merely biological and which is important to our investigation is the one I call human

channel capacity i.e. the characteristic error rate in message transmission. We hinted at this characteristic when we stated earlier that the intensity of a transmitted influence is less than the original one. I will express channel capacity also through a threshold number, which indicates the number of transmissions of a message through intermediate persons, at which number the original message completely loses its original content (it disappears).

Now, particular values of these two thresholds (valency and channel capacity) are biological characteristics of the human animal and they have a regulating effect on possible social structures. For example, I assume valency as

4 and channel capacity as 6 (i.e. a human could handle not more than 4 simultaneous communications, and a communication transmitted by more than 6 human intermediaries

would disappear), then an egalitarian society containing more than 18 members could not function any more, and a hierarchical society of more than 973 particular members would break down.

I am using the name critical group for the largest human group a) which has a defined structure of whichever type:

b) wherein the number of links of each is less than the biologically defined valency;

c) wherein all communication path-lengths

are less or equal to the threshold value

defined by

human channel capacity.

Otherwise expressed the critical group is the largest group containing individuals of one (or more) species which can still function according to some predefined social structure

This definition implies that critical groups are essentially characteristic of species, and this is independent of the species' size and biological mutation. It implies as well that any attempt by individuals to organize themselves into groups with more members than allowed of by the crit-

ical group size corresponding to a social structure those individuals intend to construct, will be unsuccessful.

When the actual social organization outgrows

the critical group size, thus creating a heavy communication overload for its own members, as a result individual members show phenomena of alienation, and the social organization

begins to disintegrate.

I explained the problem of critical groups here only in a shorthand version. In reality, there are many human problems linked to it, and investigation about critical group size itself did

tigated, and I do not believe social sciences, planning sciences, political tendencies or Utopias can be meaningful until we know how many

persons can agglomerate and assure for themselves a pattern of life (structure) of their own choice.

Technical note on critical group size

Description a social group (a set of individuals

of the same species wherein each individual is related to at least one "link of influence" to the set), having any structure whatsoever, and being composed of individuals who have certain specific characteristics in common (i.e. valency - the maximum number of topics on which an

individual of this species can fix his attention simultaneously) and channel capacity - the maximum number of transmissions of a message by

individuals of the species which keeps the content of the message still understandable.

Such a social group cannot grow in size without

limits. We use the term critical group for the largest group which has a defined structure and which is formed by individuals of a defined species and which can still function. Thus, for

example, a human egalitarian group (valency = 4, channel capacity = 6, for example) cannot

include more than 18 members, whereas a human hierarchical group could contain, with the same Specific valency and channel capacity, something like 973 people.

Critical group is thus a characteristic of a species and limits the size of structured organizations this species can form.

History : intuitively the problem was noted all through history. The phenomenon of the critical group was often stated with reference to the animal world, but surprisingly enough, never formulated strictly for human groups.

First statements : Yona Friedman man About the possibility of social Utopias (IEEE Congress, Mexico, 1971); Yona Friedman On models of Utopias and on social ecology (Leonardo, Oxford, 1971); Yona Friedman Society - Environment (CEA, Brussels, 1972).

Development : actual demographic growth and overdevelopment of communication media has

favoured a group size larger than that of the critical group. The communication overload caused by this group size on the individual has provoked phenomena both of alienation and of

disintegration (a tendency of these groups towards splitting up).

Significance : a very short term disintegration of actual social mechanisms (a process which stops automatically the catastrophic growth feared by the report of Prof Meadows for the Club of Rome).

Solutions: a society with weak communication. If only social organization before demographic growth does not result in outrunning the numerical threshold represented by the critical group concept would be a society wherein the communication network would be a heterogeneous n degree network, where n is a smaller than no valency of the species, and wherein all communications having a path length more than c

(c: channel capacity) would be considered as non-existent.

Related problems and their summarized descriptions: The phenomenon of the critical group, can have tangible consequences in the fields of the following problems:

1) Urban disintegration : towns are actually largely outrunning critical group sizes and in consequence they are considered by their inhabitants as uninhabitable, inhabitants either leave towns for smaller communities, or they form inward-oriented communi-

ties (ghettos) within the existing towns.

2) Information pollution: critical group size is a function of communication ability of the individual animal who (because of his limited absorption capacity for information) cannot assimilate, individually or in groups, the information mass submitted to him. Groups develop thus an internal common information amount

and become hemispherically closed to any other information. Because of the arbitrary selection of information to be included in this amount and because the remainder (the unused information) becomes inaccessible to this group

this selected information mass becomes polluted (i.e. transformed into a sort of incoherent superstition).

3) Family disintegration : family groups today ate under the critical minimum size. Family members prefer to belong to groups which are near to the critical maximum group size. As

actual housing facilities do not admit cohabitation of such groups, the enforced cohabitation of the non-functioning family unit leads to insurmountable stress.

4) Brakes effect on growth : the catastrophic deadlines resulting from the expansion functions exposed in the Meadows report will probably never be reached, because they will be preceded by a general disintegration of the actual social and economic mechanism - both of them very much over the limiting size allowed for by the critical group theory. Thus, social disinte-

gration could be considered as a brake protecting the world from the breakdowns predicted by the report of the Club of Rome.

5) Decentralization : the phenomenon of the critical group increases the probability of success for organizations based on small and completely autonomous groups.

6) Society of weak communication : a theoretical consequence of the critical group theory. The

biological factors of the critical group concept are based on the limited information assimilation capacity of human beings, and they imply that communications overload destroys the individual. A society based on weak communication between individuals or groups can adapt itself

better to the progressive disintegration and the succeeding re-grouping of organizations according to critical group size.



For example, if v = 8, c = 3, any person can be a (sub-) center of this society of weak communication whatever its size (in the example, C is a center).

7) Decrease of media: an implication of 5 and 6)

8) Escape territories : a long time moderator of social disintegration was the existence of escape territories i.e. territories where non-adapted individuals or groups could emigrate. Actual lack of escape territories makes social crisis more violent. In consequence, such territories should be created either artificially (for example desert rehabilitation, ecological islands etc) or by weakening the communication network (which can promote formation of social islands).

Yona Friedman

International Studies Conference

Paris, 1937(*)

Chadwick F. Alger

Volume I : *Peaceful Change : Population, Raw Materials, Colonies*

Volume II : *Population and Peace: A Survey of International Opinion on Claims for Relief From Population Pressure*

Volume III : *Colonial Questions and Peace : A Survey Prepared Under the Direction of Emanuel Moresco*

Volume IV: *Le Problème des Matières Premières*

Republished by The Garland Library of War and Peace, 24 West 45th Street, New York, New York 10036

The four volumes on peaceful change published by the International Studies Conference after their Paris meeting from 28 June to 3 July 1937 serve several purposes. Reports on the Paris sessions offer rich insights on the character of thought and research on international relations just before the outbreak of World War II. Extensive bibliography is provided on problems of peaceful change, particularly those related to colonial questions, raw materials and demographic questions. The volumes also give information on a highly significant effort of scholars from a number of countries to develop procedures for collaborative inquiry on the most critical issues of their time. The International Studies Conference came into being as a result of initiatives taken by the Committee on Intellectual Co-operation, an activity of the League of Nations. Although it was proposed at the Peace Conference that international intellectual relations should be provided for in the Covenant, this was rejected and the Committee was not created until the Second Assembly of the League. The first meeting of the Committee, originally composed of twelve distinguished scholars in the sciences and humanities, was held in August 1922. Its first chairman was Henri Bergson and among its early members were Marie Curie, Gilbert Murray and Robert A. Millikan. Because the Assembly did not provide sufficient funds for the small staff of the Committee, an appeal for funds from external sources was issued in 1924. In response, the French Government offered financial support and quarters in Paris. The Paris office came to be known as the International Institute of Intellectual Co-operation whose programme was drawn up each summer in Geneva at the annual meeting of the Committee of Intellectual Co-operation which acted as the Governing Body of the Institute. Among the achievements of the Institute were the stimulation of activities that led to the creation of the International Federation of Library Associations, the creation of an International Museum Office, and the formation of an International Committee of Popular Arts. In 1931, in response to a request from the Chinese Government, the Institute sent

an educational mission to China to advise on the reorganization of the Chinese school system. This extension of the work of the League beyond that anticipated by its founders provided precedents and experiences that were important for the foundations of UNESCO after World War II.

At its sixth session in 1925 the Committee passed a resolution advocating co-operation between national and international institutions concerned with international studies and authorized the Institute of Intellectual Co-operation to pursue this objective. The Institute responded by convening in March 1928, in Berlin, a meeting of Experts for the Coordination of Higher International Studies. Attended by representatives of national institutes in six countries and a few international organizations, the Berlin meeting urged two kinds of activities: (1) co-operation in technical matters among national centers and institutes specializing in international studies and (2) joint studies of specific international problems. Out of these recommendations the International Studies Conference developed, holding annual meetings until the outbreak of World War II. Until 1933 the ISC was an intrinsic part of the machinery of the League of Nations. In 1934 the International Committee on Intellectual Co-operation declared the ISC an autonomous and independent organization. Thereafter it was responsible exclusively to its constituent members. The members of the ISC were national institutions, grouped into national coordinating committees. Direct membership was open only to these committees. In cases where no national institution existed, groups of individual specialists were admitted to direct membership. As a result the ISC stimulated the extension of co-operation within nations of centers and individuals engaged in international studies. While individual experts were sometimes invited to meetings on specific subjects in which they had expertise, they did not participate in the governance of the ISC, a matter reserved for national coordinating committees. Exceptions to membership rules were five international members who participated in the work of the ISC from its earlier sessions: Academy of International Law

* Document produced for :

Meeting of consultants for the study project on International organizations (Paris, 12-13 July 1972)

(The Hague), European Center of the Carnegie Endowment for International Peace (Paris and Geneva), Geneva School of International Studies (Oxford), Graduate Institute of International Studies (Geneva), and Institute of Pacific Relations (New York). In the early years the ISC was mainly concerned with laying the groundwork for the development of machinery for international liaison and coordination between affiliated institutions. This led to the compilation of several international handbooks (3) and to exchange of information, bibliographies, publications and speakers. The Berlin proposal for joint research was not acted on until 1931 when it was decided that the programme of technical collaboration between institutions had been developed as far as resources permitted and that future sessions should include the study of concrete problems in international relations. From 1932 until the Second World War the ISC held each year in addition to one or more Administrative Meetings, a series of Study Meetings. In the Administrative Meetings delegates represented their national coordinating committees, with one vote given to each national committee. But in the Study Meetings participants took part in their private capacity, with participation by representatives and officials of governments discouraged. At the Study Meetings no effort was made to make recommendations or to arrive at unanimous decisions.

The ISC devoted two years to topics selected for study. The first topic chosen was « The State and Economic Life », with a preparatory study conference held in Milan in 1932 (4) and a general study conference held in London in 1933 (5). The next subject studied was « Collective Security », with a preparatory study conference held in Paris in 1934 and a general study conference, held in London in 1935. A preparatory conference on « Peaceful Change » was held in Madrid in 1936 with the general study conference on this subject held in Paris in 1937.

Study topics were chosen by the Programme Committee of the ISC after receiving suggestions from participating groups with final arrangements decided by a plenary Administrative Session. Preparatory memoranda related to this topic were then prepared by individuals and groups and circulated to all members of the ISC by the International Institute of Intellectual Co-operation. Also distributed was a synthesis of documents received, prepared by a General Rapporteur. This was followed by a Study Meeting. In the case of the meeting of 1937 on peaceful change, ten preliminary meetings of experts were held on specific sub-topics of the conference, in Geneva, London, Paris and Vienna.

The 1937 conference received some 100 memoranda from Australia, Canada, the United States, and thirteen European countries. The one hundred forty-two participants came from twenty national institutes and national coordinating committees (Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, Czechoslovakia, Denmark, England, France, Hungary, Netherlands, Norway, Poland, Rumania, Spain, Sweden, Switzerland, United States and Yugoslavia).

Five other nations were represented through invited experts or observers : China, Germany, Italy, Japan and Mexico. Participants were also present from organizations classed as international by the ISC : European Office of the Carnegie Endowment for International Peace, Graduate Institute of International Studies (Geneva), Geneva School of International Studies (Oxford), Institute of Pacific Relations, and the International Labor Organization. In the light of the attention given at the 1937 conference to relations between so-called « have » and « have-not » nations, with Germany, Italy and Japan as the most prominent members of the « have-not » group, it is significant that these nations had only minimal representation at the Paris conference. Germany and Japan were not members of the ISC in 1937, but Germany was represented by one observer and Japan by three. Germany had been a member but withdrew in 1933. Nevertheless, individual German scholars continued to take part in several studies prepared by Germans who placed before the Paris conference by the Institute for Intellectual Co-operation. They were apparently inspired by the terms of reference for the conference. While Italy was a member, it was represented by only one observer. Poland, on the other hand (also mentioned as a « have-not » nation at the conference), had the second largest number of participants, 10, surpassed only by England (8).

The subject of the 1937 meeting, peaceful change, developed out of the 1935 and 1936 sessions devoted to collective security. In words so similar to those often written in subsequent decades, the conferees argued that collective security procedures alone could not prevent war : « If war is to be eliminated, it is indispensable to provide other means of satisfying the profound need for change of which war is the expression and the instrument » (9). Four subjects were selected as foci for inquiry : (1) the production, consumption and importation of raw materials; (2) demographic questions (population and migration); (3) aspects of colonies related to peaceful change and (4) problems of countries in the Danube Basin. The conference was organized into round tables on each of these subjects. The reader having particular interest in one or more of these topics may find it useful to consult the introductory reports of the Secretary-Rapporteurs of each of these round tables to be found in Volume I. Providing an integrated overview of memoranda presented to the conference, these reports may be found on pages 78 to 256. The records of the round table meetings that follow, pages 274 to 481, offer insight into the dynamics of the meetings. Only records of three round tables are included, since the Danube round table concluded that « it would be premature to discuss the Danubian problem in its economic and political aspects on the basis of the documentation actually available ».

Records of the four plenary meetings (pp. 259-273 and 486-580) provide a wider ranging dialogue among the participants across the topics of all the round tables.

Rather than publishing the memoranda prepared for the conference, it was

decided to have surveys published of the materials presented to the round tables, with the exception of the one on the Danube Basin. Portions of these surveys were assigned to a number of scholars who produced the other three volumes generated by the 1937 conference : Population and Peace, Colonial Questions and Peace, and *Le Problème des Matières premières*. The contributions made by these volumes extend beyond the conference itself because authors were asked to assume responsibility for presenting a composite of the main elements of contemporary opinion on the principal elements of the problem expressed in the material of the Conference and whenever useful, in other relevant sources of information. While much in these volumes refers to concrete international conditions in 1937, issues are raised that are timeless. An example is Quincy Wright's concern for peace and justice*.

If I correctly understood Lord Lytton, he said that peaceful change means the changes necessary to preserve peace. This strikes me as somewhat doubtful. I should be inclined to say, rather, that peaceful change means changes in the status quo necessary for justice. It is to be hoped that we shall get peace as a by-product of justice, but if we are going to make changes in the status quo only because otherwise somebody threatens to make war if we do not, we are likely to be confronted by more serious demands in the future. We cannot buy peace as an immediate political proposition at the price of injustice; our discussions must not proceed on the basis of what we have to do to buy off Powers that are threatening war, but on what is necessary for justice. (12)

Present discussions about the relationship between peace and justice and priorities between them usually take place with reference to quite different concrete situations. Confrontation of issues of the Thirties in the context of current discussion on peace and justice could enrich this discussion by extending the concrete cases examined.

While certain aspects of the debates seem timeless and the progress of mankind since the Paris Conference slight, if there has been any at all, the discussion of colonialism should instill a measure of hope in a generation that is inclined to have little confidence in its capacity to solve major global problems. While colonialism continues in terms of a variety of meanings, the exercise of supreme authority over non-adjacent territories by nation states has been significantly diminished since the Paris conference. Consider this statement of the purpose of the study group on colonial questions :

But the conference itself was mainly concerned with changes necessary for the settlement of matters in dispute between sovereign Powers in which some part is played by the distribution of colonial territories and the fair apportionment of any advantages to be derived from them. (13)

Of course, there were spokesmen for the emancipation of colonial populations. But it is not thinkable that a conference in the nineteen seventies would include the following items that were on the agenda of the Colonial Study Group as possible « solutions » to colonial problems :

Participation of nationals of non-colonial Powers in the colonial administration.

International co-operation in the exploitation of colonial resources.

International co-operation with regard to cultural penetration.

Transfer of territory from a colonial Power to another national sovereignty. (14)

Concentration on inability to complete the job of decolonization in Southern Africa should not be permitted to blind us to the tremendous decline in the number of colonies and the overwhelming change in international norms in this regard.

Whatever judgment readers may make of the intellectual content of these volumes, all will admire the way in which scholars from many countries that were involved in the International Studies Conference were able to pool their talents in an effort to find solutions to the problems that beset the nation state system of the Twenties and Thirties.

There is ample evidence that participants in the Paris conference were aware of the tremendous odds against the development and implementations of strategies for peaceful change as events in the world outside unfolded. Before the last volumes went to the printer war seemed inevitable to Emmanuel Moresco, editor of Volume III : Colonial Questions and Peace. His plaintive preface, written in 1939, evokes empathy and sadness :

Seldom will a book have seemed so hopelessly out of date on the day of publication as the present volume on the colonial aspects of the problem of Peaceful Change. In 1935, when the subject for the next two years' cycle of research had to be chosen by the International Studies Conference, the term - peaceful change » seemed clear in itself; it meant the peaceful solution, by modification of the status quo or otherwise, of certain international problems, — economic, social and territorial, — considered in its material as well as

in its formal or procedural aspects. Since then, many changes, involving the disappearance of several independent States, have occurred, without formal war, but they have been very unlike the « peaceful change » which the 1934 Conference had in mind. In fact, the term seems to have lost all meaning. In 1938, it no longer corresponds as far as Central Europe is concerned, to any of the realities of the present political phenomena. It has become extremely old-fashioned. (15)

The reader's knowledge of the overwhelming tragedy that would shortly engulf the world adds a significant dimension to his reaction to and evaluation of the volumes. Reading and evaluating the work of the International Studies Conference after thirty-five years also stimulates those with similar concerns today to wonder how our efforts will be evaluated in 2007. I imagine that historians in 2007 will wonder why scholars of the 1970s were not as energetic and creative in developing truly international institutions for inquiry as were those who developed the International Studies Conference. Certainly we now have a considerable amount of scholarly collaboration across national boundaries and there are a number of institutions that involve scholars from more than one country.

An international professoriate exists in all the social sciences have been established. But there is no present effort similar to the International Studies Conference that attempts to assemble the most competent scholars in all countries for a collaborative assault on significant international problems. Will the historians of 2007 not consider it ironic that those who so often have called on governmental officials to co-operate with their counterparts in other countries in creating a global community have not been able to do the same with colleagues in their own profession — nor have they even tried !

There are important relationships between the organization of inquiry and the products of inquiry. It is doubtful if scholars can reach their full potential in attacking the problems of the nation state system as long as their own organization reflects this system. If scholars cannot overcome the restraints of language, distance and custom in an attack on shared problems how can they expect governments to de

so ? If scholars cannot liberate themselves from the selective filters that their national form of organization imposes on their thought - and action how can they facilitate intergovernmental co-operation ?

The example provided by the activities of the International Studies Conference is a challenge to the UN, as successor to the League that sponsored it and more specifically to UNESCO as successor to the Institute of Intellectual Co-operation. But it is particularly a challenge to today's scholars concerned with the problems of the nation state system. Why has the experience and achievements of the International Studies Conference been largely forgotten and why has its work not been continued ?

Footnotes

(1) In 1926 the League Assembly recognized the existence of International organization for

Intellectual Co-operation (as a technical body similar to other organs of the League); Consisting of the Committees, the Institute and National Committees of Intellectual Co-operation

(2) information on the Committee on Intellectual Co-operation and the Institute of Intellectual

Co-operation is taken from League of Nations - Ten Years of World Co-operation, Geneva : League of Nations, 1930, pp. 313-329. Walter H.G. Laves and Charles A. Thomson. UNESCO : Purpose, Progress, Prospects, Bloomington : Indiana University Press, 1957, pp. 10-13; and « Intellectual Co-operation », League of Nations Questions, 6, Geneva : League of Nations, Information Section, 1937.

(3) Handbook of Institutions for the Scientific Study of International Relations (1929), mimeographed supplement (1932); Handbook of Reference Centres on International Affairs (1931); and « Annual Surveys and Periodicals on International Affairs » (1931), mimeographed.

(4) A Record of a First International Study Conference on the State and Economic Life With Special Reference to International Economic and Political Relations, Paris : International Institute of Intellectual Co-operation League of Nations 1932.

(5) A Record of a Second Study Conference on the State and Economic Life, Paris : International Institute of Intellectual Co-operation, League of Nations, 1934.

(6) Maurice Bourquin, ed., Collective Security : A Record of the Seventh and Eighth International Studies Conferences, Paris: International Institute of Intellectual Co-operation, League of Nations, 1936.

(7) Information on the development of the International Studies Conference has been taken primarily from The International Studies Conference : Origins, Functions, Organization, Paris : International Institute of Intellectual Co-operation, League of Nations, 1937. Compiled by F. Chalmers Wright, former Secretary of the ISC, this volume of 123 pages contains appendices providing much information on the ISC:

(continued on page 305)

NGO PROFILES PORTRAITS D'OING

25e ANNIVERSAIRE DE LA WAY

1974 est une date importante pour l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse car elle consacre son 25e anniversaire. En 1948, conscients de la nécessité de fonder une organisation de jeunesse internationale, un certain nombre de dirigeants de jeunesse d'Europe et d'Amérique du Nord ont invité les conseils de jeunesse de tous les pays membres des Nations-Unies à assister à Londres à une conférence internationale. Suite aux débats qu'ils ont tenu à cette occasion, un projet de Charte basé sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a été préparé et, à l'invitation du Conseil de la jeunesse belge, la première réunion officielle de la WAY s'est ouverte à Bruxelles, au mois d'août 1949. Les vingt-cinq Conseils de jeunesse nationaux qui y étaient représentés ont alors ratifié la Charte. Le coup d'envoi était donné : la WAY entama dès lors ses activités, au nom de la jeunesse mondiale.

Aujourd'hui, la WAY est un organe de coordination rassemblant quelque soixante-sept Conseils de jeunesse nationaux composés eux-mêmes des principales organisations de jeunesse volontaires et démocratiques des pays où ils sont établis et collaborant avec les organisations de jeunesse individuelles de quarante autres pays. Sachant que seul un effort de développement social, économique et politique intense, mené à l'échelle mondiale pourra relever les plus grands défis lancés à notre temps, soit d'une part, l'élimination de la pauvreté, de la maladie, de l'ignorance et de l'injustice sociale et de l'autre, l'édification d'un monde pacifique et fécond où il fasse bon vivre pour tous les habitants de la terre, la WAY estime que les jeunes de notre société constituent à eux seuls l'un des facteurs le plus dynamique susceptible de mener à bien cette gigantesque tentative. Dès les premières heures de son existence, le but de la WAY a toujours été d'accroître l'implication de la jeunesse dans le processus de développement et d'appliquer par ailleurs les principes contenus dans sa Charte, lesquels stipulent que la WAY doit chercher à :

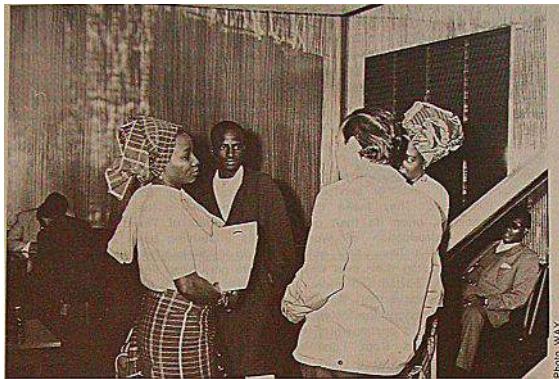
- intensifier le respect inter-racial et encourager la compréhension et la coopération internationales;
- faciliter la recherche d'informations sur les besoins et les problèmes de la jeunesse;
- propager les renseignements sur les méthodes, les techniques et les activités des organisations de jeunesse;
- favoriser le développement des activités de jeunesse et promouvoir, par un appui réciproque l'extension des activités menées par les organisations de jeunesse volontaires;
- aider et encourager les mouvements de jeunesse nationaux des pays non encore indépendants dans leur lutte pour l'obtention d'un gouvernement autonome.

La WAY est donc un organisme de jeunesse au service de la jeunesse. Tout ce qui a trait au développement, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire, culturel, économique, politique et social, l'intéresse au premier chef. Ses programmes englobent par conséquent l'organisation de séminaires et de travaux de recherches ainsi que l'octroi d'une assistance technique dans un certain nombre de domaines tels que l'environnement, les problèmes agraires, les droits et responsabilités des jeunes, les mouvements de libération, l'éducation sur la drogue et le développement communautaire intégré, l'éducation de la population et le planning familial, les communications, l'établissement de coopératives, la formation de cadres, les problèmes des jeunes travailleurs, des jeunes femmes et de la jeunesse rurale. Les programmes sont conçus par les Conseils nationaux de jeunesse et coordonnés par le Secrétariat International de la WAY siégeant à Bruxelles. Les bureaux régionaux de l'organisation sont établis en Afrique; à Accra, au Ghana et à Nairobi, au Kenya, en Asie; à Kuala Lumpur, en Malaisie et enfin, en Amérique latine; à Managua, au Nicaragua.

Les fonds octroyés à la WAY pour l'exécution de ces nombreux programmes et manifestations, aussi diversifiés que peut l'être leur portée géographique, proviennent de sources multiples. Le secrétariat de Bruxelles a toujours établi les budgets concédés aux comités membres de l'organisation et en outre, a toujours accordé la plus grande importance au principe suivant lequel les fonds provenant des



National Seminar Nicaragua
10-17 Feb 74



La WAV entend promouvoir les échanges entre les jeunes de tous les pays.

Image de la 8^e Assemblée générale de la WAY (Manchester, août 1972).

organisations de jeunesse des pays industrialisés étaient destinés à couvrir les activités de jeunesse menées dans les pays en voie de développement. La plupart des programmes s'effectuent grâce à la collaboration et l'aide tant financière que pratique des agences spécialisées des Nations-Unies ou d'organismes tels que l'UNESCO, la FAO, l'UNICEF, l'OIT et l'OMS. Dans ce cadre, l'établissement de relations étroites avec des organismes ré-

gionaux comme le Conseil Economique des Nations-Unies pour l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie et l'Extrême-Orient témoigne clairement d'une marque de reconnaissance incontestable de la part des organisations internationales, témoignage qui sert de garantie à la poursuite et l'élargissement d'une œuvre d'entraide et d'assistance qui a pris naissance il y a de cela vingt-cinq ans déjà.

THE YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATIONS IN THE WORLD OF TODAY

The YMCA today is at work in more than 80 countries. This means an endless variety of needs, leading to a great variety in the activities in which YMCAs engage. There are evening classes, swimming pools, Bible classes, prayer meetings and studies of the world's great religions, mountain climbing and deep water diving, youth parliaments, efforts to help those who have lost themselves in drug addiction, vocational training institutes of many kinds and assistance in obtaining employment, programmes and institutes for leadership development, primary schools and colleges, basket ball and volley ball — games invented and developed by the YMCA, permanent camps in beautiful country settings, seminars on the United Nations and other international concerns. And these are just a small beginning of a list which no single person would have the knowledge to make complete. But all this variety has a unifying purpose: the purpose of providing opport-

unities for a person to see himself whole, to grow in body, mind and spirit, and as one who shares, as a fellow human being, in responsibility for the opportunities society provides, or fails to provide, for a meaningful life in community with others. Last year the YMCA World Council met in Kampala, Uganda, accepting to gather in a country where controversial events had taken place, because it acknowledged that these developments in part reflected the world as it is today and in which we have to live and work and seek to make a positive contribution. As is needed for every organisation from time to time, this World Council, consisting of appointed representatives of national organisations who are members of the World Alliance of YMCAs, sought to clarify the « Identity and Mission » today of this world movement, initiated in 1844 in London by a group of 12 young men of whom George Williams has come to be recognized as the founder of the YMCA.

« If it is true that what a man is and does is determined by what he believes, then this is true also of organisations like the YMCA, » said Mr. David Rob-

inson of England, President of the Council, in his opening address.

« Which are the beliefs, the ideas and ideals which determine the actions of the YMCA, giving it cohesion and unity — in spite of its infinite variety? My own experience of the YMCA and my personal convictions sum up these ideals in such terms as these :

- We believe in one community of man,
- We believe that each person has a right to the opportunities which help him or her to develop his or her full potential.
- We believe that this full potential reaches its fulfilment in bodily, mental and spiritual health and also in the active acceptance of responsibility for the society which both shapes and is shaped by man.
- We believe in people working purposefully together.
- We believe that a supreme source of these ideals is in God, as revealed by Jesus Christ and for this reason we dedicate ourselves to the Young Men's Christian Association. »

This statement will be readily accepted in the Associations throughout the world as an expression of the philosophy which guides the YMCA in its work. They were also well exemplified by decisions and actions taken by the Council.

From its beginnings in 1844 the YMCA already in 1855 had spread to a number of countries and the first world conference was held in Paris in 1855. Since then may changes have necessarily taken place. The YMCA today sees itself as a partnership

- between people of both sexes — one third of the membership of approximately 9 million consists of women and girls;
- between people of all ages but with an emphasis on youth;
- between persons of varying Christian confessions as well as people of other religious traditions or of no religious faith, and of varying races, social background and culture. They are all welcomed to share in the programme and the community work of the YMCA;
- between people of many countries engaged in a common task of international cooperation — an amount equivalent to US \$ 80,000,000 has been mobilized by the YMCA for this purpose in the last ten years and a major thrust in the area of international cooperation for development is now underway following decisions by the 1973 World Council.

The World Alliance of YMCAs was formed in 1855 at the World Conference in Paris as an instrument of cooperation between its member national organisations. As determined by a series of World Councils the role of the World Alliance is seen as being — to assist in the coordinating of inter-

- national cooperation for extension of the YMCA movement and for community development programmes;
- to operate on behalf of its member organisations a programme of work with Refugees, currently in 15 countries, and of rehabilitation efforts in times of national disasters;
- to encourage certain emphases in YMCA programmes and policies related, for example, to leadership development, international understanding, race relations, human rights and other social issues, environmental questions, health and physical education, the ecumenical and inter-faith role of the YMCA and its Christian basis and purpose;
- to organize world and regional conferences and consultations;
- to publish regular periodicals, reports, study guides and programme aids;
- to represent the world movement in other international organisations, including those of the United Nations.

But « nothing is real unless it is local ». It is in some 8,000 local associations throughout the world that the YMCA most immediately confronts, in daily work, the needs and the hopes of people and their communities and to the fullest possible measure seeks to meet at least some of those needs and the fulfilment of those hopes for meaningful purpose and relationships within the family of man.

D

WORLD GOODWILL

World Goodwill is one of the service activities of Lucis Trust, which is a non-sectarian, non-political, religious, educational corporation having as its objective preparation for the New Age and the advent of the expected World Teacher. The mainspring of all activities of the Lucis Trust is the twenty-three books of Alice A. Bailey. These books bring together the Western outlook and the ancient wisdom of the East in a unique and forward looking manner. The object of all the service activities of the Lucis Trust is to serve God and man by furthering the Divine Plan.

World Goodwill was founded in 1932 and promoted particularly by Foster Bailey, Alice Bailey's husband. It is an association of people of all nationalities and races who are actively concerned in promoting good relationships in every sphere of life through transmitting an attitude of goodwill. It is an association — not an organisation in the ordinary sense. It has no membership subscriptions, no officers, no branches as such. The work is financed solely by voluntary contrib-

utions. Those on its mailing list are encouraged to work in their own way to promote goodwill, either through their personal contacts, through forming their own independent groups or by supporting the many organisations which are working to promote good relationships or world unity. By their special attitude they can give the right stimulation for the work to run along the most beneficial lines. In many countries several people have come together to form units of service to further this work. They make their own programmes, often do their own printing and reproduction of World Goodwill literature. They are quite independent, financing their own work and only receiving advice and encouragement from Headquarters. A New Zealand Unit of Service, for instance, produced a very good poster which is now also distributed from London. There are over fifty of these Units of Service scattered over the World and the number is now increasing rapidly. World Goodwill literature is now translated into ten different languages. World Goodwill is basically an educational body. Just as UNESCO believes that « It is in the minds of men that the structure of peace must be built » so World Goodwill believes that it is in the minds of men that goodwill must be built and activated. It maintains that « World goodwill is the touchstone which will transform the world ». This goodwill is not to be thought of as an amiable sentiment but as a force or energy to be controlled and exercised by the mind. It therefore calls for a deepened understanding of all the problems which beset us. As an aid to this understanding and a stimulus to active goodwill work World Goodwill publishes various items of literature dealing with current problems, conveying information about other movements which need help and advising on the techniques to be used. A World Goodwill Newsletter is published regularly. There is a series of Commentaries on current issues and a Study Set on the Problems of Humanity. Other literature includes a leaflet on « The Energy of Goodwill » and « A Programme for Men and Women of Goodwill. The subjects of the Commentaries are Race, Education, Youth, the United Nations, « Poverty amidst Plenty », the Environment and « Values to Live By ». The Study Set covers such problems as Education, Capital and Labour, Race, the Churches and International Unity. While the Programme for Men and Women of Goodwill gives a nine point programme designed to be of use for every man and woman at home or at work, either working as an individual or as a group. Goodwill is of course love in action. The word goodwill is used rather than the word love because love is a word that has been debased so that it is often thought of as a sentiment, a romantic feeling or devotion or something

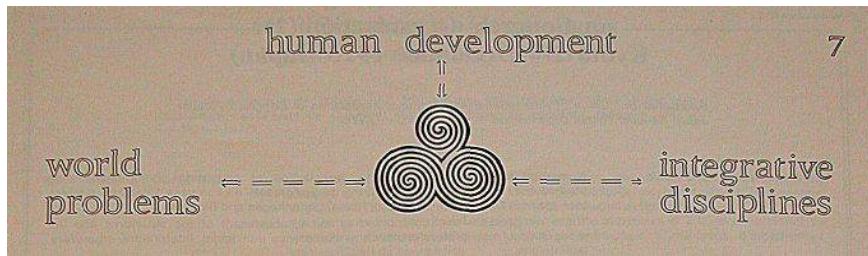
impossible to achieve. Goodwill is better understood as something practical, something that can readily be achieved and which is infectious and creates the atmosphere in which differences can be smoothed out and reconciliation made possible. It involves the principle of sharing, nourishes the spirit of understanding, fosters the manifestation of the principle of cooperation and develops the principle of responsibility.

There are, of course, many goodwill movements in the world. The special distinction of World Goodwill is that its underlying basis is a spiritual vision for a New Age which its promoters are convinced lies on the horizon. This gives its work a special dynamic and participants are encouraged to draw upon spiritual resources. The Introductory Set to the Problems of Humanity gives instructions in meditation and there is a World Goodwill Meditation group who meditate specifically on aiding World Goodwill by spiritual invocation every Wednesday. The meditation taught is positive rather than passive, with the emphasis on resulting activity and service. The teaching is based on the Raja Yoga of Patanjali. Interest in the idea of a coming Avatar is also encouraged. In the Alice Bailey books it is prophesied that such an event is imminent, depending only upon man producing the right conditions and invoking this help. As far as World Goodwill is concerned preparation for this event takes the form of promoting right relationships with all that this implies in economic justice and sharing, political liberty, religious tolerance, international understanding and racial harmony. Obviously people can take part in this without faith in the second coming but for those who believe this provides an extra spur for the work.

World Goodwill is an accredited NGO with the Office of Public Information of the United Nations. In Spain it works under the auspices of UNESCO and it has relationships with other Specialised Agencies of the UN. It also has worked closely with World Union, a movement based in Pondicherry which is founded on the philosophy of Sri Aurobindo. That humanity is one and that we should think in global terms is a basic teaching of World Goodwill.

WORLD GOODWILL
235 Finchley Road
Hampstead
London NW3 6LS.

866 United Nations Plaza
Suite 566-7
New York, N.Y.
U.S.A. 10017.
Case Postale 26
1 rue de Varembe (3e)
1211 Geneva 20
Switzerland



7

The purpose of this Newsletter is to maintain contact with the network of individuals and organizations interested in aspects of the project to produce a Yearbook of World Problems, Integrative Disciplines and Human Development (to be a sister volume to the 1200 page Yearbook of International Organizations).

Mankind 2000

• Union of International Associations

Center for Integrative Studies

Project address : 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium (Tel. : 12.54.42)

La carte des menaces (*)

Nous concevons mal en général la complexité des menaces, car pour faciliter les débats nous simplifions au maximum afin de comprendre et de bien faire comprendre. Ainsi certains problèmes nous échappent et seulement les catastrophes nous démontrent le besoin d'une conception plus large. De plus la complexité est difficile à traiter. Cependant, la géographie nous a fourni, à l'aide des cartes, la maîtrise conceptuelle des aspects multiples et complexes du globe, y compris les points stratégiques des villes et des réseaux de routes entre les villes. Nous pouvons nous diriger sans difficulté aussi bien entre les continents qu'entre les provinces à travers champs. Cela permet la préparation des plans de guerres stratégiques et tactiques à tous les niveaux. Au point de vue historique, cela nous est tactiques à tous les niveaux. Au point de vue historique, cela nous est permis depuis peu de temps.

H n'existe pas encore de cartes du monde des menaces, usant de la métaphore, nous dirions que comme au Moyen Âge, il y a quelques villes très connues et des chemins plus ou moins battus entre elles. Il y a d'autres continents, vaguement connus, qui ne retiennent pas l'intérêt. Et, comme à cette époque, nous croyons très fermement qu'une représentation schématique à deux dimensions et sans détail suffit largement à nos besoins, ce qui n'est pas sans signification psychologique. Mais cette fois, à l'inverse d'un expansionnisme d'hier, c'est sur des continents ignorés que des menaces se préparent pour envahir nos terres. A nous d'être victimes. Là-bas, pourtant, ils sont bien renseignés sur le détail de nos faiblesses.

En face de ces menaces, susceptibles aussi bien de nous envahir de l'extérieur que de jaillir de nos propres régions mal connues, nous avons des institutions et des organisations d'efficacité différente. De certaines l'on dirait plutôt des monstres dédiés à des menaces dépassées par l'histoire ou encore se servant de conceptions qui conviennent mieux aux besoins d'autan. Mais il y en a beaucoup de toutes sortes et de tous les pouvoirs. Pourtant il y a une difficulté. Ces organes sont épars dans le territoire, fidèles à leurs propres traditions de territoire et à diverses valeurs et croyances idéologiques, sans parler de leur spécialisation d'intérêt. Tout cela rend très difficile une mobilisation générale et toute communication opérationnelle.

car ces brigades selon notre métaphore ne possèdent que des cartes très fragmentaires de leur propre coin du territoire problématique. Il y a même des régions où la cartographie est peu développée ou suit des principes mal fondés et sans normalisation. L'on s'y perd facilement et la juxtaposition des cartes régionales pour fournir des cartes générales est entravée. Le contact est souvent perdu. Les moments de solidarité sont vite oubliés.

Les circonstances exigent que chacun dans sa région appuie des stratégies de perception globale, et que les centres de pouvoir renforcent des actions tactiques de perception locale. Pour ce faire, il faut donner à chacun les moyens de faire concorder sa carte locale avec le « globe » des menaces, et donner aux centres de pouvoir le détail des territoires sur lesquels les actions tactiques se déroulent. Dans l'esprit des arguments ci-dessus, l'Union des Associations Internationales poursuit l'action qui culmine périodiquement dans l'édition de l'Annuaire des Organisations Internationales, en préparant avec d'autres un Annuaire des Problèmes Mondiaux. Ce dernier donnera en abrégé la description d'environ 2.000 problèmes, les différentes relations entre eux, en tant que réseau, et les organisations internationales qui s'en préoccupent (renvoyant au premier volume). En plus, des sections spéciales dresseront la liste des disciplines intellectuelles (avec renvoi aux problèmes qu'elles prétendent traiter) de même que la liste des valeurs (avec renvoi aux problèmes qu'elles rendent visibles).

Ce travail est fait à l'aide de l'ordinateur qui pourrait éventuellement, si l'intérêt s'en manifeste, dessiner automatiquement des cartes des réseaux problématiques à partir des données enregistrées. La technologie pour le faire existe mais elle est employée à d'autres fins.

Le problème des menaces est un problème de perception. Chacun voit bien son territoire à l'aide d'un petit plan, mais voit mal l'utilité d'avoir une vue globale exigeant une perception plus complexe. L'histoire de l'évolution de notre propre perception géographique, et les outils élaborés en conséquence, peuvent nous indiquer la voie à suivre et les résultats à espérer pour une conscience globale.

(*) Texte paru dans « Le Monde Diplomatique » (mars 1974).

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS, 1974 293

6th International Congress on Congress Organization (*) — Kyoto 1-4 December 1975 (Japan)

*Sponsored by : Union of International Associations; Association of Congress Palaces;
Japan National Tourist Organization — UAI — AIPC — JNTO*

MOTIVATION and PURPOSES	Numerous problems regarding the organization of congresses have been noted studied and resolved since 1959 during the congresses on congress organization which took place in Düsseldorf, Lausanne, Rome, Copenhagen and Barcelona. These congresses have contributed to the establishment of the structures and the recognition of new professions such as conference translators, interpreters, organizers, technicians. Currently the main tendency of the evolution of the « congress phenomenon » is on the one hand, its quick development throughout the world, and on the other, the utilization of more and more sophisticated technical equipment. For international organizations as well as for everyone involved in the organization of meetings, this evolution necessitates a constant adaptation of organizational methods. This is the reason why the 6th International Congress on Congress Organization will take place in a new congress country » which, due to its geographical situation and the advanced development of its technology, will enable participants to study the consequences of this double evolution. This double aim will thus be focused on : — the aspects and problems regarding the organization of congresses in the South Pacific region — the adaptation of new technical equipment on every level of the organization.
THE WORKING SESSIONS	The 6 working sessions will be conducted with the above aims in mind : — congresses and tourism — technical equipment — public organization to promote congresses — building of conference centres — professional congress organizers — congress documents
THE PARTICIPANTS	The number of participants will be limited to 350/400. The congress will be open to representatives of international associations and their national branches, congress organizers, interpreters, translators, and the representatives of congress cities and buildings, architects and industrialists concerned with the congress industry. Strict percentages have been fixed in order to keep a good balance between these various groups.
PARTICIPATION FEE	The participation fee for the congress will be 50 dollars for representatives of international and national associations and accompanying persons — 100 dollars for all other participants.
EXHIBITION	There will be an exhibition organized jointly with the congress. Exhibits of the latest audio-visual equipment are planned — interpretation recording and video systems; document reproduction systems; the uses of the computer in facilitating congress registrations; « the 1001 congress gadgets » : badges, congress participants' cards, etc.; project models and different plans for congress centres and meeting rooms; meeting room equipment such as chairs and tables... and so on.
PRE AND POST CONGRESS TOURS	A detailed brochure of all the possible pre and post congress tours is being prepared; it will take all possible stop-overs in the South Pacific region into account. It will also include arrangements for charter flights.
CALL FOR PAPERS	People interested in presenting papers for one of the other working commissions are invited to contact : The Congress Department, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium.
INFORMATION	The draft programme for the congress together with the registration forms will be dispatched in May 1975. In the meantime the newsletter will appear in the monthly magazine « International Associations » published by the UAI. Those who are interested are invited to contact either : UAI, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium or JNTO, 2-13 Yurakucho, Tokyo, Japan.

(*) This congress has been previously announced under the title . 1st Congres on congres organization in Asia and the South Pacific.

6e congrès International sur l'Organisation des Congrès Kyoto 1-4 décembre 1975 (*)

Sous le patronage de l'Union des Associations Internationales; l'Association Intel nationale des Palais de Congrès; l'Office National du Tourisme Japonais. UAI - AIPC — JNTO.

MOTIVATION ET OBJECTIFS

De nombreux problèmes relatifs à l'organisation des congrès ont été inventoriés étudiés et résolus depuis 1959 à l'issue des congrès sur l'organisation des congrès organisés à Düsseldorf, Lausanne, Rome, Copenhagen et Barcelone. Ces congrès ont contribués à l'établissement des structures et à la reconnaissance de nouvelles professions telles que celles du traducteur, d'interprète, d'organisateur, de technicien de conférence.

A l'heure actuelle, l'évolution du « phénomène » congrès se caractérise, d'une part par son développement rapide à travers le monde entier et d'autre part, par l'utilisation d'équipements techniques de plus en plus nombreux et perfectionnés. Pour les associations internationales aussi bien que pour toutes les personnes engagées dans l'organisation de réunions, cette évolution implique une adaptation constante des méthodes d'organisation.

C'est pourquoi le 6e congrès international sur l'organisation des congrès va se dérouler dans un « jeune pays de congrès », qui en raison de sa situation géographique et de son développement technologique permettra d'étudier les conséquences de cette double évolution. Ce double but sera donc axé sur :

- les aspects et problèmes particuliers de l'organisation de congrès dans la région du Pacifique Sud;
- l'adaptation des nouveaux équipements techniques à tous les niveaux de l'organisation.

LES SEANCES DE COMMISSION

Les travaux des 6 séances de commission se dérouleront donc en tenant compte de l'un ou l'autre des buts décrits ci-dessus et traiteront plus particulièrement de :

- congrès et tourisme
- équipements techniques
- organismes publics stimulant les congrès
- construction de palais de congrès
- organisateurs professionnels de congrès
- documents de congrès.

LES PARTICIPANTS

Le nombre de participants sera limité à 350/400. Le congrès sera ouvert aux représentants des organisations internationales et de leurs branches nationales, aux organisateurs professionnels, interprètes, traducteurs, palais et villes de congrès, aux architectes et industriels concernés par l'industrie des congrès. Des pourcentages strictes ont été fixés afin d'établir un juste équilibre entre ces divers groupes.

LE DROIT DE PARTICIPATION

Le droit de participation au congrès a été fixé à : 50 dollars pour les représentants d'organisations internationales et branches nationales et pour les personnes accompagnantes — 100 dollars pour tous les autres-participants.

EXPOSITION

Une exposition sera organisée conjointement au congrès; il est prévu d'y présenter les derniers équipements audio-visuels : systèmes d'interprétation, d'enregistrement et vidéo; les systèmes de reproduction de documents; les usages et possibilités offerts par l'ordinateur pour l'enregistrement des inscriptions; les 1001 gadgets de congrès; badges, cartes de congressistes, etc.; les maquettes de projets et plans divers de salles et palais de congrès; les équipements de salles, tables, chaises...

LES POSSIBILITES DE VOYAGES PRE ET POST CONGRES

Un programme détaillant toutes les possibilités de voyages pré et /ou post congrès est en préparation; il sera établi en tenant compte des diverses escales possibles dans la région du Pacifique Sud. Différentes possibilités de vols charter sont également à l'étude.

APPEL AUX AUTEURS

Toutes les personnes désireuses de présenter une communication à l'une ou l'autre séance de commission sont invitées à contacter :
Le département congrès de l'UAI, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique.

RENSEIGNEMENTS

Le programme préliminaire du congrès avec bulletin d'inscription sera diffusé en mai 1975; entretemps des bulletins d'information seront publiés dans la revue mensuelle « Associations Internationales » publiée par l'UAI.

Les personnes intéressées sont priées de contacter soit :
— UAI, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique
— JNTO, 2-13, Yurakucho, Tokyo, Japon.

(*) Ce congrès a été annoncé précédemment sous le titre • 1er congrès sur l'organisation des congrès on Asia et Pacifique Sud ..

Scientific communication and information

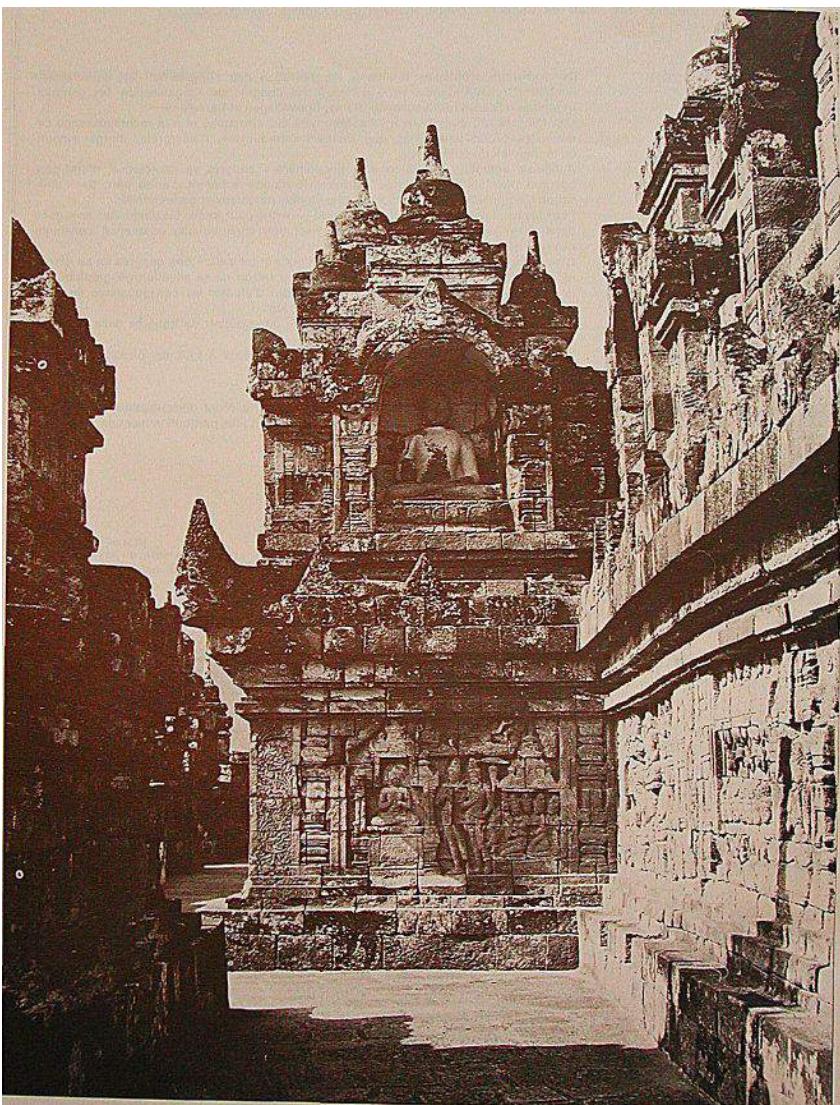


Photo: UNESCO/David Davies

exchange in an international congress situation (*)

by
**JOSEPH
R. NUTTIN**

Vice-Président of IUFS
University of Louvain,
Belgium

I propose that we, as psychologists, look for a moment at international congresses from the behavioral point of view, *i.e.*, investigate the behavioral act and the psychological situation of men attending a congress. In fact, attending an international congress is for each participant, and for each category of participants, a complex behavioral activity with its own motivations and expectations its own behavioral setting and surroundings, and therefore also its specific behavioral limitations and possibilities. These motivations and expectations will be different for active as compared to more passive participants, for people coming from abroad as compared to psychologists from the same geographical area, etc.

The human information channel may be limited in its assimilation and processing capacities by some specific aspects of the behavioral situation of a congress. For instance, writing or reading a scientific paper in a laboratory office is a way of giving or receiving information, just as delivering a lecture or listening to a paper in a congress is. But each of these two ways of communicating with people is embedded in a quite different behavioral setting; they are in fact two quite different behavioral patterns. It is my hypothesis that the processes of communication and information exchange, *i.e.* giving and receiving information, are seriously affected by the concrete behavioral activities in which they are embedded. The kind of scientific information one is able and willing to assimilate during an international congress is limited and selected by the very fact of one being exposed at the same time to a wide range of appealing objects and situations. The situation of "broad exposure" and *non-focused vigilance* which is characteristic for the "enriched environment" of an international congress is the reverse - of the concentrated reading activity in an office. Therefore, we should ask ourselves *what kind of information an average participant is looking for and able to assimilate* in an international congress situation; and still more important, in what concrete way this information should be presented to him in order to obtain a maximum assimilation in this setting. It is important for instance that we investigate more carefully what kind of information participants expect from a speaker in a congress as compared to what they are looking for in reading a published paper. Briefly stated, the congress participant seems not to be looking for, or at least not to be able to assimilate, detailed information about each step of a research program and its results as is expected to be found in a published report. In the characteristic situation of a congress he is rather exploring or searching a broad field of potential topics of interest in which from time to time some item enters the focus of his attention: a new approach, a problem, an idea, a technique or a discussion stirs up his interest. He is not able at the moment to assimilate all the details, but he takes notice of a name, a publication or a research center. The role of this bit of information will be to orientate and to stimulate his later reading and his search for further information, to initiate contacts with specific research centers or researchers, etc. He now knows that he must keep track of this man's writings, that in his own research he should take into account this new point of view, this new criticism, technique, etc. In other words, the intellectual attitude of an average participant in the "broad exposure situation" of an international congress is a very selective one; it leads to picking up some items of interest without allowing the participant to go into all the details and to assimilate all the aspects of it. Therefore, an exhaustive report on each specific item would be beyond the assimilation capacity of the participant. The "reader of papers" in a congress should be aware of this psychological situation in which the average participant finds himself in order to improve the communication and information process during the congress.

As to the communication process itself, it is striking that in our current congress practice we make a strange mixture of the two types of information exchange just mentioned. Articles *prepared for publication*, *i.e.*, to be read in an office by a student with focused interest, are read during congresses by the author himself (often a poor reader) in front of a big audience listening or following

(*) Reprinted from
International Journal of Psychology
Extrait du
Journal International de Psychologie

him on the manuscript. I think this is a basic mistake in the congress communication process itself. Congresses should not become collective reading rooms. This seems to be one of the main reasons for disappointment in congress participants : people find that they can read these papers better at home, even when a certain delay will be involved. Moreover, experimental research on social facilitation presents us with some evidence that no favorable results can be expected from collective reading procedures when complex intellectual activities are involved. Therefore, the " reader of papers " should become a " speaker " : he should *talk* to people listening to what he is *saying*.

Of course, we realize that several people participating in international congresses are not able to speak off-hand about their own subject in a foreign language; but the main point is that the written preparation for an oral presentation be different in content, style, and shape, from a text prepared for publication; it should be in any case " spoken language " communication even when it is read. However, for many speakers it will be possible to speak more or less off-hand after having carefully prepared, and even completely written down their texts. We should realize that an off-hand (*extempore*) speech does not imply that the text has not been carefully prepared. The contrary is true : speaking to people in a well structured way implies much more preparation than just reading a paper. But it is worth it, since the communication value of well prepared off-hand speaking seems to be much higher than just reading a manuscript, even for big audiences. The simple fact of looking at the people one is speaking to seems to favor communication to a great extent. Research is needed on this topic, and it is probable that the size of the audience plays a role. As to the content, the exposé given by each member of the panel should be understandable in its main lines by participants who did not read the papers distributed in advance. Therefore, this spoken exposé should not just be a condensed summary of the paper sent to the participants. It should approach the problem from a new angle, adapted to the congress situation and to the symposium as a whole.

A few words should be said about another possible objection. I agree that some statements and formulations of ideas may be less accurately expressed than is the case in a manuscript read out word for word. But, as I just said, the communication value of spoken language seems to be higher. Some bits of information, and some nuances which are necessary in a published article may be lacking without much harm in a spoken report; in fact, we should not forget that a dense and exhaustive report of a complex research problem and its results is not likely to be fully assimilated by an average listener in the " broad-exposure situation " of an international congress. Moreover, this lacuna may be better filled in by complementary information during the discussion.

Let us now propose a few suggestions with regard to the concrete organization of symposia within the congress. In fact, an international congress covering practically the whole field of fundamental research in, say, psychology is to be organized as a coordinated whole of smaller units which can be called symposia or colloquia. The point I would like to emphasize here is that active participants in a symposium (*i.e.*, the members of the panel) should not only talk to the audience, instead of " reading papers " as I just said, but they should also *talk to each other*. Written papers prepared for the congress by the panel members should of course be exchanged in advance among these members. But this is by no means sufficient. Those who accept to be members of the panel should know each others' works with regard to the specific topic of the symposium. Since an international congress is supposed to bring together in each symposium an international group whose members belong to different language areas, it may imply several complications for the organizer to have all his panel members carefully acquainted with the research and points of view of their co-members. Some translation and exchange of earlier publications may be necessary. However, this extensive preparatory work seems well worth it. In any case it seems to be the *conditio sine qua non* required to make our international congresses meaningful; in fact, one of their main tasks is to favor a larger integration of problems and methods of research across culture and language frontiers. Some language areas may, of course, maintain their own specificity in some fields of research. We all know that, at the moment, approaches and problems in psychology are more diversified than is the case in some natural sciences, but this may be due to the greater complexity and the real diversity of aspects of the behavioral phenomena to be studied. In any case if psychologists find from time to time the opportunity to participate in such broad confrontations as can be made possible in the framework of international congresses this diversity will only contribute to the development of international psychology as a whole.

It follows from what has just been said that the exposé given by each member of the panel at the congress itself may be in some ways different from the paper originally sent out by the speaker to his co-members and to the participants of the congress in general. In his spoken text each member of the panel will be able to make his points more efficiently by situating them in the general context of the symposium as a whole, *i.e.*, taking into account the viewpoints of some other members, etc.

In this way it will be possible to remedy another main complaint about symposia, namely that they axe nothing else than a series of disparate papers. Moreover, the individual contributions of the members should be introduced by a coordinating introduction by the chairman or organizer of the symposium, and they should be followed by an exchange of ideas or discussion among the members of the panel itself. In this way a real colloquium or *talking together* can take place. In fact, participants in congresses are mainly interested in listening to specialists comparing their points of view, evaluating or criticizing their respective contributions, etc. As to the invited discussants, they should have participated to a certain extent in the preparatory work in which papers (and publications if necessary) were exchanged among the members of the panel under the direction of the organizer and, most important, their contribution should not be conceived as a short-paper in its own right, but a well-prepared "talking with" one or more members of the panel about the subject matter of their exposé. Several members of the Executive Committee of the International Union of Psychological Science have insisted on a most important new part to be added to our symposia. In the afternoon session of each symposium, opportunity should be given to all participants interested in further discussion, or in meeting personally with the members of the panel, to come together in a smaller room — if possible in a kind of round table conference or in an informal discussion group — to exchange ideas, ask more technical questions, and make new personal contacts with people in a specific field of research which happens to be one's own field of interest and work. The importance of this last point is obvious ; in several cases it may become one of the most fruitful parts of the congress. This part of the symposium could also give the opportunity for participants working in a *different* field to ask more specific questions about possible points of contact with their own field of research. This opportunity exists only in general congresses (as opposed to meetings of specialists in one specific field of research) ; it is perhaps one of the main reasons for maintaining such general congresses, namely that they create the possibility for researchers to get in touch with specialists in other fields. These broader contacts may in some cases initiate or stimulate new approaches in a specific field, or create new tools and techniques of research. This final meeting of the symposium can be the starting point of impromptu gatherings of two or more people during or after the congress, in order to plan further contacts, visits, and collaboration.

The practical realization of what has been suggested here, implies that much more time is spent in the preparation of the symposium. Not only will the organizer have a very important and time consuming job, but each member of the panel will have to get acquainted carefully with the research and the points of view of his co-members. Since an international congress is supposed to bring together an international panel whose members come from different language areas, this may have many complications ; but one realizes the specific advantages for international psychology which may come out of such a world wide bringing together of people working in the same field. Converting such an international and multi-lingual group in a panel whose members are really "talking together in a colloquium will require, as was just said, a large amount of preparatory work; but only those willing to participate in this preparatory work should be finally invited to act as members of the panel. In fact, it is a *conditio sine qua non* for giving any real meaning to general international congresses.

It is our point that papers whose main purpose consists in mere communication of the latest personal findings in a specific area, are better included in the category of free or individual papers which may, or may not, be connected with one or other symposium. The same can be said about papers or lectures in which an author gives an exposé of a large programme of research and its results, or in which a specific area is reviewed and evaluated. The main purpose, however, of symposia in general international congresses should be a constructive "confrontation" of approaches, and a comparison of theoretical points of view, in an effort to learn from each other and to escape from the narrow circle of problems and methods in which research in some countries is often confined for several years.

(continued p. 273)

L'UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Fondée en Belgique en 1910, l'Union des Associations Internationales (UAI) est une organisation internationale non-gouvernementale sans but lucratif. Il lui a été accordé le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies en 1951 et auprès de l'Unesco en 1952.

Afin de réaliser son but principal de promotion de la coopération et de la compréhension internationales, l'UAI concentre ses efforts sur quatre points d'action spécifiques et pratiques :

- Documentation
Maintien d'une documentation sur toutes les organisations internationales, leurs réunions et leurs publications.
- Promotion
Assurer une plus grande appréciation générale de la quantité et de la valeur des organisations internationales en les aidant, en même temps, à développer leurs propres programmes d'une manière plus efficace.
- Etudes
Recherches sur les problèmes juridiques, administratifs et techniques auxquels doivent faire face les organisations internationales non-gouvernementales.
- Services
Des facilités spéciales sont accordées aux membres correspondants, associés et donateurs de l'UAI, ainsi qu'aux Gouvernements, centres de recherches et chercheurs.

Quelques questions de droit en matière de tourisme en U.R.S.S.

par V. Ivanov

Directeur de la Section
juridique de la Intourist, S.A.

Par l'étendue de son territoire, l'Union Soviétique est le plus vaste pays au monde. A cheval sur l'Europe et l'Asie, elle englobe une extraordinaire diversité de zones climatiques et d'innombrables curiosités touristiques. Les premiers décrets du Gouvernement soviétique ont établi les bases juridiques pour le développement du tourisme intérieur et étranger.

I. — Le développement du tourisme étranger en U.R.S.S.

Avant 1917, étant donné l'absence de toute entreprise touristique dans la Russie d'alors, le tourisme organisé n'existe pas. La révolution socialiste de 1917 attira en Russie de nombreux étrangers désireux de connaître notre pays, de voir de leurs propres yeux une transformation née de la lutte entre l'ancien et le moderne et dont l'histoire n'offrait pas d'équivalent. A mesure que s'affirmait la croissance économique du pays, les rapports internationaux de l'Union Soviétique s'affirmaient, et ses relations économiques et commerciales s'étendaient. Un nombre sans cesse croissant d'étrangers manifestait le désir de faire un voyage en URSS, dans la double et raisonnable intention de se reposer et de s'instruire, c'est-à-dire de se familiariser avec le mode de vie, les usages et la culture des Soviétiques. L'afflux croissant des étrangers en URSS rendit nécessaire la création d'une organisation spécialisée, pour s'occuper des problèmes d'accueil et des services des touristes étrangers. C'est ainsi que fut créée, en 1929, la Société anonyme du Tourisme étranger INTOURIST. Ses fondateurs furent le ministère du commerce extérieur et les ministères et administrations des Transports (ministère des communications, Sovtorgflot, ministère de la Marine, etc.). Fixé à 5.000.000 de roubles, le capital d'entreprise fut réparti en 200 actions d'un montant de 25.000 roubles chacune. Seuls, les établissements et les entreprises de l'Etat Soviétique peuvent être détenteurs de ces actions. La société ainsi formée exerce son activité conformément aux statuts qui déterminent ses fonctions.

Conformément aux statuts, la S.A. INTOURIST est une organisation commerciale autonome, nantie des droits de la personne civile et intervenant sur les marchés intérieur et extérieur en son nom propre et conformément aux statuts.

Il est spécifié dans les statuts, que la société a été établie dans le but de développer tous les genres de tourisme en Union Soviétique et du tourisme soviétique à l'étranger, ainsi que les services assurés aux touristes étrangers se trouvant sur le territoire de l'URSS. En vue d'atteindre les objectifs précis, la société :

- conclut des accords avec les agences étrangères, concernant l'accueil et les services des touristes étrangers sur le territoire de l'URSS, ainsi que l'envoi et les services des touristes soviétiques à l'étranger;
- garantit sur le territoire de l'URSS, les services prévus pour les touristes étrangers; organise à leur intention : repas, logement dans les hôtels, transfert des personnes et de leurs bagages par tous moyens de transport, soins médicaux, visite des musées, théâtres, concerts, expositions, festivals, conférences, exposés, compétitions sportives, et met à la disposition des touristes tous les autres services concernant leur séjour en URSS;
- organise sur le territoire de l'URSS, les visites des sites et des curiosités remarquables, d'entreprises industrielles, d'établissements scolaires, d'organisations médicales et de puériculture, de palais de la Culture, d'entreprises municipales, d'entreprises de construction de logements, de sovkhozes et de kolkhozes;
- s'occupe de la publicité du tourisme étranger par la voie de la presse, de la radio, des expositions et autres moyens;
- facilite aux touristes l'obtention des visas d'entrée et de sortie de l'URSS. Selon la législation soviétique, la responsabilité de la Société, en tant que personne civile, n'est pas engagée en ce qui concerne les réclamations s'adressant aux établissements d'Etat, et ceux-ci ne sont pas responsables en ce qui concerne les engagements de la société.

La société répond de ses engagements envers des tiers sur tous ses biens, qui peuvent faire l'objet de sanctions judiciaires en conformité avec la législation en vigueur.

Actuellement, la S.A. INTOURIST est, en URSS, la plus importante entreprise commerciale soviétique, avec un capital fixe de 15-600.000 roubles, sa propre base matérielle touristique (plus de 40 hôtels et motels, plus de 50 restaurants, son propre parc automobile). Sur le territoire de l'URSS, 93 filiales (succursales et agences) d'INTOURIST ont été créées, ayant la qualité de personnes civiles. D'autre part, la société a des contrats avec plusieurs ministères, administrations et organisations pour effectuer le transport des touristes étrangers sur le territoire de l'URSS, en utilisant tous les moyens de communication, pour loger ces touristes dans les hôtels, leur fournir des repas dans les restaurants appartenant aux Soviets locaux; la société a aussi passé des contrats avec les organisations culturelles pour les représentations théâtrales, les visites des musées, et pour obtenir des places dans les maisons de repos, sanatoria, de même que dans les séjours de pêche et chasse organisés, etc..

La société est représentée dans tous les pays où le tourisme est développé et a passé des contrats avec 700 agences étrangères.

Les organes de gestion de la société sont : l'Assemblée générale des actionnaires et le Conseil d'administration (organe exécutif), et l'organe contrôleur : la Commission de Contrôle. Ces organes sont élus par l'assemblée générale des actionnaires. Le Conseil d'administration élu est composé du président, de ses adjoints et des membres du Conseil dont le nombre est déterminé par l'assemblée générale. Conformément aux statuts de la société, le Conseil d'administration dirige et gère l'ensemble des biens et ressources, opérations et affaires de la société; contrôle sa comptabilité selon les règles établies; accomplit lui-même, au nom de la société, toutes les fonctions dévolues à celle-ci et traite directement, les affaires de la société avec l'ensemble des établissements, des organisations et des personnes tant civiles que physiques, aussi bien en URSS qu'à l'étranger.

La S.A. INTOURIST est membre de plusieurs organisations internationales de tourisme, dont la Fédération internationale des Associations des Agences touristiques. INTOURIST coopère aussi avec de nombreuses associations touristiques régionales et nationales. Devant l'accroissement rapide du tourisme étranger en URSS et du tourisme soviétique à l'étranger, des organisations sociales soviétiques ont commencé, dès 1967, à s'occuper du tourisme étranger, tels le Conseil central du Tourisme et des Excursions du Conseil central des Syndicats de l'URSS, le Bureau du Tourisme international de

la Jeunesse SPUTNIK, le Comité des Organisations de jeunesse de l'URSS, l'Union des sociétés d'amitié et de relations culturelles avec les pays étrangers, le Comité de défense de la Paix, etc. Leur activité est fondée sur d'autres statuts juridiques. Ces organisations n'ont, avant tout, pas de buts lucratifs, et ne sont pas des personnes civiles. Elles concluent des accords pour l'échange bilatéral des touristes. Dans leurs contrats ne figurent ni prix de services touristiques, ni ordre de paiement, ni sanctions pour l'inexécution, par une des parties, des engagements contractés, etc..

II. — Les organismes d'Etat pour le tourisme étranger en URSS.

En vue de développer le tourisme "étranger dans notre pays, on a créé, en 1964, les premiers organismes d'Etat pour la direction du tourisme étranger. En qualité d'organe d'Etat de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, fut créée la Direction du Tourisme étranger près le Conseil des ministres de l'URSS., laquelle le 8 décembre 1969, fut transformée en Direction générale du Tourisme étranger près le Conseil des ministres de l'URSS. Cet organisme gouvernemental est membre de l'Union Internationale des Organisations Touristiques Officielles.

Les représentants de 11 républiques de l'Union ont simultanément créé des directions du tourisme étranger. La Direction générale du tourisme étranger est l'organisme de direction d'Etat de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auquel incombe la tâche de diriger toutes les activités en vue de développer le tourisme étranger en URSS et le tourisme soviétique à l'étranger.

C'est à la Direction générale que revient la tâche de mettre au point et de réaliser les mesures en vue d'accroître et de développer la coopération de l'URSS. avec les pays étrangers dans le domaine touristique. Cette tâche comporte la conclusion, avec les organismes d'Etat étrangers, d'accords concernant les problèmes d'accueil des touristes étrangers en URSS. et des voyages des touristes soviétiques à l'étranger, sur la base du principe de l'égalité des droits et des avantages réciproques; la création de complexes touristiques destinés aux touristes étrangers en fonction des curiosités historiques et naturelles de l'URSS.; la coordination des activités des organisations soviétiques chargées de l'accueil et des services des touristes étrangers en URSS et de l'organisation des voyages des touristes soviétiques à l'étranger.

La Direction générale met au point les projets d'actes normatifs réglant l'accueil et les services des touristes étrangers sur le territoire de l'URSS. et les voyages des touristes soviétiques

à l'étranger; elle réalise la préparation des cadres spécialisés dans le tourisme; se charge de la publicité pour le tourisme étranger en URSS. et pour le tourisme soviétique à l'étranger en édifiant des magazines publicitaires, des prospectus, des lettres d'information des guides; en produisant des films publicitaires; participe aux travaux des organisations touristiques régionales et internationales.

En vue de coordonner l'action des administrations et des ministères dont dépendent le tourisme étranger en URSS. et le tourisme soviétique à l'étranger, il a été créé un Conseil rattaché à la Direction générale du tourisme étranger près le Conseil des ministres de l'URSS.. composé des représentants des ministères, des administrations et des organisations en relation avec le tourisme étranger. Le Conseil est un organe consultatif. Il élabore des suggestions visant à l'extension du tourisme étranger en URSS. et à l'amélioration des services. Le président de ce Conseil est le Directeur de la Direction générale du tourisme étranger près le Conseil des ministres de l'URSS. Les directions du tourisme étranger près les Conseils des ministres des Républiques de l'Union Soviétique sont des organismes d'Etat de tourisme étranger sur le territoire de la république. L'activité des directions du tourisme étranger des républiques est subordonnée au Conseil des ministres de la république et à la Direction générale du tourisme étranger près le Conseil des ministres de l'URSS. L'objectif fondamental des directions de chaque république est l'élaboration du développement du tourisme étranger dans les républiques et l'organisation des voyages des touristes soviétiques de ces républiques à l'étranger. En 1959, l'Union Soviétique a adhéré à la Convention douanière de Genève « Convention de l'entrée temporaire des moyens de Transport privés », à la « Convention de New York concernant les franchises douanières accordées aux touristes », et au « Procès-verbal additionnel de New York à la Convention des franchises douanières accordées aux touristes, concernant le matériel publicitaire touristique ». En 1972, près de 2,3 millions de citoyens étrangers ont visité l'Union Soviétique, et plus de 2 millions de citoyens soviétiques ont voyagé à l'étranger.

Pour conclure, nous aimerais exposer notre point de vue sur certaines questions juridiques s'levant à l'occasion des rapports juridiques entre agences touristiques de divers pays, en ce qui concerne l'acquisition des touristes et des services mis à leur disposition, ainsi qu'entre les touristes étrangers et les agences ayant proposé les services

achetés par eux dans les agences de leur pays. Voici les problèmes qui, à notre avis, devraient faire l'objet d'une définition juridique internationale unifiée :

- a) Nature juridique du contrat touristique conclu par les agences de différents pays en ce qui concerne l'itinéraire et les services touristiques.
- b) Définition juridique des termes « tourisme », « services touristiques », etc...

La juridiction nationale dans le domaine du tourisme étranger, ainsi que l'application des règles judiciaires concernant ces problèmes et, en outre, tous les documents juridiques, offrent des notions différentes de la nature du contrat touristique. Dans un cas, le contrat touristique est considéré comme celui d'achat-vente selon les termes duquel l'entreprise touristique vend ses services au touriste qui les achète, en stipulant que la partie coupable de nonexécution du contrat ou de sa violation en porte la responsabilité selon les dispositions générales du code civil. Dans un autre cas, on estime que le contrat touristique est un contrat d'intermédiaires, étant donné que les services vendus sont fournis par des tiers (hôtels, restaurants). Dans un troisième cas, on l'estime comme un contrat forfaitaire. Aucune de ces définitions ne révèle de façon précise, selon nous, le contenu juridique du contrat touristique. Un contrat touristique a effectivement beaucoup de similitude avec les contrats ci-dessus, mais il a aussi des particularités juridiques qui n'existent ni dans le contrat achat-vente, ni dans le contrat d'intermédiaires ou forfaitaire. Ce qui nous autorise à considérer le contrat touristique comme un contrat d'un nouveau genre et à penser que la législation du tourisme doit devenir une section indépendante du droit international.

Voici quelques exemples pour illustrer cet exposé : La S.A. INTOURIST a des contrats avec des firmes étrangères dans lesquels il est spécifié : « INTOURIST charge la firme, qui en prend l'Obligation, d'envoyer les touristes en Union Soviétique sur la base de la commission. Par ce contrat, INTOURIST est le commettant, et la firme, le commissionnaire. A l'arrivée du touriste en U.R.S.S., et après l'échange des vouchers de la firme étrangère contre les documents d'INTOURIST le touriste a, dès lors, des rapports juridiques directs avec INTOURIST. Dans le cas présent, et conformément à la législation soviétique, INTOURIST est l'organisateur du voyage, et la firme étrangère agit comme intermédiaire pour l'organisation du voyage. A l'examen des réclamations des touristes étrangers au sujet de l'inexécution des conditions du contrat touristique ou des dommages subis par le touriste, les organes judiciaires soviétiques considèrent la S.A. INTOURIST (si

les parties n'ont pas prévu autre chose dans le contrat) comme l'organisateur du voyage, et la firme étrangère, comme l'intermédiaire de l'organisateur, chargé par la S.A. INTOURIST de vendre les tours en U.R.S.S., selon le contrat de commission. A l'examen des réclamations des touristes soviétiques au sujet de l'inexécution des conditions du contrat touristique établi par une firme étrangère, la S.A. INTOURIST se produit comme l'intermédiaire de l'organisateur du voyage.

Compte tenu de ce qui vient d'être exposé, nous estimons qu'il serait utile d'unifier ces notions susmentionnées en matière de tourisme, et qu'il conviendrait surtout, selon nous, que toutes réclamations pour inexécution des services ou autres torts subis par le touriste, soient examinées dans le lieu où ses intérêts ont été lésés, c'est-à-dire dans le pays où les dommages se sont produits, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans le contrat. Dans la mesure où le tourisme international renforce, sous une forme essentiellement active, les liens d'amitié entre des millions de gens de pays différents et de nationalités diverses, les normes du droit doivent assurer aux touristes des conditions telles, qu'elles leur permettent de concilier le repos qu'ils recherchent avec leur besoin de se rapprocher des autres peuples et de les mieux connaître dans leur mode de vie, leurs usages et leur culture. En cas de violation de leurs droits, il leur serait possible de les recouvrir. Voilà comme nous concevons le tourisme international.

(continued from page 287)

*list of members, sessions and meetings,
participants in sessions and meetings,
scientific*

studies and memoranda, publications and documents.

(8) Data on conference participation taken from

Volume I: Peaceful Change, p. 620-633.
(9) Maurice Bourquin, in « Introductory Report » in Volume I: Peaceful Change, p. 18.
(10) Maurice Bourquin, In « Introductory Report » in Volume I: Peaceful Change, P. 184.
(11) Volume III: Colonial Questions and Peace, D. 8.
(12) Volume I: Peaceful Change, p. 477.
(13) Volume III; Colonial Questions and Peace, p. 18.
(14) Ibid., p. 19.
(15) Volume III: Colonial Questions and Peace, p. 13.



congressalia



Réductions pour les congressistes

lors de leurs voyages en chemin de fer

Recevant régulièrement des demandes de renseignements sur les réductions qui avaient été mentionnées et détaillées dans le numéro de novembre 1966 de notre revue, nous croyons utile de reproduire ci-après la circulaire officielle la plus récente qu'à bien voulu nous communiquer la Direction Commerciale de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Tarif commun international pour le transport des voyageurs et des bagages. Tarif « Congrès Internationaux »

1. Champ d'application

1. Le congrès doit être organisé dans un pays européen dont l'administration ferroviaire participe au Tarif Commun International pour le transport des voyageurs et bagages (T.G.V.).

2. Le congrès doit présenter un intérêt certain du point de vue économique, touristique, social, culturel, scientifique, sportif ou artistique. (sont donc exclus ; les congrès gouvernementaux et les congrès politiques).

3. Le congrès doit avoir un caractère international, c'est-à-dire que la participation de congressistes en provenance d'au moins 2 pays européens doit être assurée.

4. Le congrès doit réunir au minimum 150 participants dont 50 au moins doivent être en provenance de l'étranger.

5. La durée du congrès ne doit pas excéder 30 jours; aucune interruption ne peut se produire entre les dates du début et de la fin du congrès.

2. Demande

1. Pour pouvoir bénéficier de l'appli-

cation du tarif, le Comité organisateur du congrès doit en faire la demande au moins deux mois avant la date du début de celui-ci, à l'Administration ferroviaire du pays Européen où la manifestation est organisée. 4. Cette demande doit mentionner :

- le lieu, les dates du début et de la fin, la durée exacte, ainsi que la nature et l'objet de la manifestation;
- le nombre total présumé des participants (y compris les personnes accompagnant les congressistes), en précisant les pays étrangers représentés.
- L'Administration ferroviaire qui reçoit la demande décide de l'application du tarif « Congrès », au nom de toutes les Administrations intéressées.

3. Fichets de congressiste

1. Ces fichets permettent à leurs titulaires d'obtenir des billets d'aller et retour à tarif réduit. Les dimensions exactes de la fiche 180 mmx85 mm.

2. L'Administration ferroviaire ayant accepté la demande dont question sous chiffre 2, peut :

- ou bien : envoyer à l'organisateur du congrès un certain stock de fichets qu'elle a imprimés elle-même; l'organisateur complète les fichets et les fait parvenir aux intéressés;
- ou bien : demander à l'organisateur du congrès de faire imprimer lui-même les fichets; le format du modèle ainsi que la conjecture à imprimer sur papier blanc doivent être strictement respectées. Dans ce cas, l'organisateur doit adresser les fichets dûment remplis, sauf éventuellement le nom du congressiste, à

l'Administration ferroviaire ayant accepté la demande. Cette administration timbre les fichets pour les valider et les renvoie ensuite à l'organisateur du congrès; ce dernier se charge de les faire parvenir aux différents intéressés.

3. Les fichets sont personnels et incessibles; ils ne peuvent être émis qu'au nom d'une seule personne et pour un seul congrès. Ils ne permettent d'obtenir qu'un seul billet d'aller et retour à tarif réduit pour le parcours entre les gares desservant le lieu de la résidence du congressiste et celui où se tient le congrès.

4. Cependant, il peut être établi au nom d'un même congressiste et pour un même congrès, autant de fichets que l'intéressé désire effectuer de voyages d'aller et retour à l'occasion de cette manifestation, entre le lieu de sa résidence et celui où le congrès est organisé.

4. Réduction

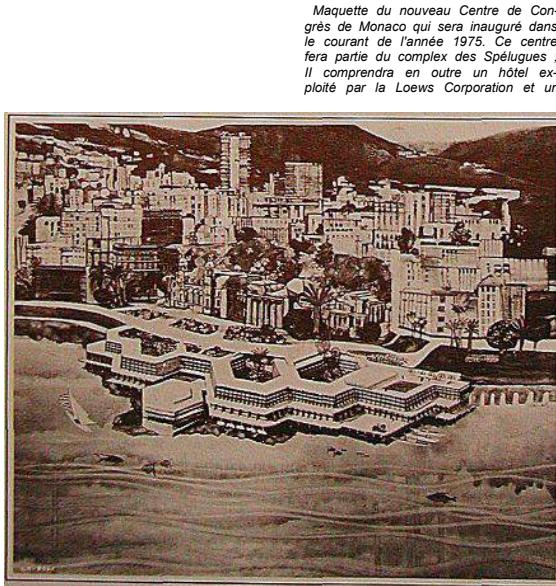
1. Les réductions ci-après sont accordées sur le prix ordinaire d'un billet simple pour chacun des trajets d'aller et de retour contre remise à la gare de départ des fichets de congressistes préalablement établis dans les conditions prévues ci-dessus.

- 20 % de réduction en Turquie et au Maroc;
- 25 % de réduction en Belgique, Bulgarie, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie et en Yougoslavie;
- 30 % de réduction au Danemark;
- 35 % de réduction en Suède.

2. Aucune réduction n'est octroyée :



INNSBRUCK : Vue du Palais des Congrès de Innsbruck qui fut inauguré en Octobre 1973. Capacité maximale de la grande salle 1800 personnes ; choix de salles plus petites ayant une capacité de 1300 à 30 personnes.



immeuble résidentiel.

- a) sur les lignes maritimes reliant les îles Britanniques au Continent Européen (y compris donc Ostende-Dover);
 - b) sur les parcours maritimes danois : Esbjerg-Harwich; Frederikshavn-Oslo; Ronne-Ystad et Alinge-Söderhamn;
 - c) sur les parcours maritimes suédois : Stockholm-Turku; Stockholm-Helsinki; Norrtälje-Turku.
3. Les prix pour billets d'aller et retour ordinaires sont appliqués pour des parcours autres que ceux des pays visés sous chiffre 1 (par exemple sur des parcours britanniques, allemands, etc.) et pour les parcours maritimes dont question sous chiffre 2. Les réductions ne s'appliquent pas au prix des suppléments prévus pour l'emprunt éventuel de trains rapides ou express, de trains TEE, ou pour l'utilisation de couchettes ou de wagons-lits.

5. Les Administrations ferroviaires accordant des réductions pour congressistes se réservent le droit de suspendre l'octroi de cette faveur pendant certaines périodes et pour certains trains ou bateaux.

5. Bénéficiaires de la réduction

1. Peuvent bénéficier de la réduction :
 - a) le congressiste lui-même;
 - b) son conjoint;
 - c) ses enfants *autres que ceux pouvant normalement bénéficier d'une réduction de 50 % (limites d'âge prévues par le Tarif Commun International); chacun de ces bénéficiaires doit être titulaire d'un fiche de congressiste.*

6. Billets d'aller et retour pour congressistes

1. Contre remise du fiche de congressiste, il est délivré des billets *d'aller et retour incessibles*, établis par l'un des itinéraires communément utilisés entre la gare de départ et la gare desservant le lieu du congrès; l'itinéraire peut être différent à l'aller et au retour (il n'est jamais émis des billets pour voyages simples).

2. L'émission des billets aux conditions susdites n'est pas admise, lorsque :

- a) la gare de départ du voyage de retour est différente de la gare de destination du voyage d'aller;
- b) la gare de destination du voyage de retour est différente de la gare de départ du voyage d'aller;

c) les voyages d'aller et de retour ne sont pas *entièrement* effectués par train (voir cependant chiffre 6.3.).

3. En cas de voyages nécessitant l'utilisation de transports mixtes intercontinentaux (avion ou navire de mer et chemin de fer), il peut être émis des billets d'aller et retour pour les trajets par fer entre la desservant un aéroport ou un port de mer et le lieu du congrès, lorsque la manifestation se tient dans un pays européen participant au tarif. Dans ce cas l'aéroport ou le port de

mer peuvent être différents à l'aller et au retour.

7. Utilisation des billets d'aller et retour « Congressistes »

1. Le congressiste doit faire apposer le timbre du congrès sur la couverture de son billet avant d'effectuer son voyage de retour; à défaut de cette formalité, le billet sera considéré comme non valable au retour.
2. En cas de participation à plusieurs congrès, la couverture du billet doit porter le timbre de chacune des manifestations visitées.
3. Si le voyageur ne se conforme pas aux deux dispositions reprises ci-dessus, il devra acquitter, pour les parcours effectués à l'aller et au retour, la différence entre le prix pour le voyage d'aller et retour au tarif ordinaire et celui au tarif réduit pour congrès. Les billets d'aller et retour « Congrès » sont valables du 5ème jour avant le début jusqu'au 5ème jour après la fin du congrès. En cas de congrès successifs, l'intéressé doit indiquer le premier et le dernier congrès auxquels il participe. La durée de validité du billet s'étend alors du 5ème jour avant le début du premier congrès jusqu'au 5ème jour après la fin du dernier congrès.

(1) Toutefois en Italie la réduction est provisoirement limitée à 20 %.



Comme indiqué dans le numéro d'avril de " Association Internationales • la Fédération Européenne des Villes de Congrès a tenu récemment son Assemblée générale à Montreux.

Président cette Assemblée de gauche à droite :
MM. Van der Laag, représentant M. K. Steensma, premier vice-président, empêché;
Panchaud, directeur du Département « Tourisme et Congrès » de l'Office du
Tourisme et des Congrès de la Ville de Lausanne, secrétaire de la F.E.V.C.
Schreurs, directeur du Palais des Congrès de Liège, président de la F.E.V.C.
Smith, directeur du Convention Bureau de Londres, second vice-président de
la F.E.V.C.

Lorailière, directeur du Comité d'Organisation des Manifestations Économiques
et Touristiques de la Ville de Rouen, trésorier de la F.E.V.C.

New international meetings announced

This calendar is a monthly supplement to information listed
in the Annual International Congress Calendar.

1974 May 16-18 College of Europe, Colloque : Semaine de Bruges 1974 : Vets une politique I.B. Kormoss, Professeur au College de l'Europe. Directeur de la Semaine de Bruges 1974, Dyver 7, B-8000 Bruges. Belgium.	Bruges (Belgium)	1974 Jun 17-21 Western European Union, Assemblée, 26e session, 1ère partie. (YB n° 3431) 9 Grosvenor Place, London SW1, UK	Paris (France)
1974 May 28-30 ISAGA Conference Co-ordination, Klaus Dette & Margaret Kennedy, 1000 Berlin 12, Kantstrasse 154a.	Berlin (West)	1974 Jun 17-21 Council of European National Youth Committees. Séminaire sur les travailleurs migrants. Boulevard Clovis 20, 1040 Brussels, Belgium. (YB n° 449)	(Denmark)
1974 Jun 3-4 Int Confederation of Free Trade Unions. World conference on problems of migrant and stateless workers. 37/41 rue Montaigne aux Herbes Potagères. 1000 Brussels, Belgium.	Geneva (Switzerland)	1974 Jun 18-28 Organiser of the Presidents Association Conference A/S, Sondergaard 1, DK 8000 Aarhus C. Denmark.	Aarhus (Denmark)
1974 Jun 3-6 State University of New York at Buffalo, School of Medicine, 3435 Main Street, Buffalo, NY 14214, USA.	Buffalo (NY. USA)	1974 Jun 19-21 Commissaire Général des JIA, 1914, 6 rue Dufrenoy, F-75116 Paris, France.	Paris (France)
1974 Jun 4 The Institute of Physics. The Stress Analysis Group. Meeting on using mini-computers and programmable calculators for stress analysis and design. The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8DX, UK.	Guildford (UK)	1974 Jun 23-26 St Paul (Minn, USA) American Association of Law Libraries. 67th annual convention. Book exhibits. The Combined Book Exhibit, Inc. Scarborough Park, Albany post Road, Briarcliff Manor, New York 10510, USA.	
1974 Jun 4-6 Infotech Int conference : « Virtual storage ». Infotech Education Limited, Nicholson House, Maidenhead, Berkshire, UK.	Frankfurt (Germany, Fed Rep)	1974 Jun 23-28 United Nations Industrial Development Organization. Consultation on promotion and technical aspects of processing and packaging foods for export.	Casablanca (Morocco)
1974 Jun 6-8 Comité français d'organisation du symposium Mondial de l'Energie et Matière Première. 20 rue Laffitte, 75009 Paris, France.	Paris (France)	1974 Jun 300 P : 300, UNIDO. P O Box 707, A-1011 Vienna, Austria. (YB n° 33S6)	
1974 Jun 6-12 1er congrès int de mammalogie. P : 600, intourist, 7 Boulevard des Capucines, 75002 Paris, France.	Moscow (USSR)	1974 Jun 24-28 Int Gas Union, 17 Grosvenor Crescent, London SW1, UK.	Algiers (Algeria)
1974 Jun 9-11 Scandinavian Radiological Society. Congress. C : 5. Havsnäsvägen 5C, Hagalund-Tapiola, Finland.	Uppsala (Sweden)	1974 Jun 24-29 R. O Richtmyer, Dept. of Physics and Astrophysics, University of Colorado, Boulder, Col 80302, USA.	Boulder (Col, USA)
1974 Jun 10-14 Int symposium on haploids in higher plants-advances and potential. Prof K. Kasha, University of Guelph, Ontario, Canada.	Guelph (Ont, Canada)	1974 Jun 24-29 Tunis (Tunisia) United Nations Industrial Development Organization. 5th meeting on co-operation among industrial development financing institutions. P : 150-200. (YB n° 3386)	
1974 Jun 10-28 Int Reading Association/Stale University of New York at Buffalo. Interdisciplinary seminar on reading. IRA Headquarters, 800 Barksdale Road, Newark, Delaware 19711, USA.	Buffalo (USA)	1974 Jun 24-31 Los Angeles (USA) American Home Economics Association. 65th annual meeting. Book exhibit. The Combined Book Exhibit, Inc. Scarborough Park, Albany Post Road. Briarcliff Manor, New York 10510, USA.	
1974 Jun 11-13 Int symposium on management education in Europe. Rationalisierungs-Kuratorium der Deutschen Wirtschaft e.V., Postfach 119193, D-6 Frankfurt/Main 2, Germany. Fed. Rep.	Brussels (Belgium)	1974 Jun 26-29 Nordic Society on Internal Medicine. Congress. P : 500. Dr Met E. Hess Thaysen, Medicinsk Afdeling, Aalborg Sygehus Nord, DK-9000 Aalborg, Denmark.	Aalborg (Denmark)
1974 Jun 12-14 2e Symposium sur l'informatique appliquée au génie climatique. CoSTIC. 9 rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16, France.	Atlanta (Georgia, USA)	1974 Jun 26-Jul 5 Copenhagen (Denmark) Summer seminar : Public libraries in Scandinavia. Det Danske Selskab, 2 Kultovet. DK-1175 Copenhagen K, Denmark.	
1974 Jun 16-21 Massachusetts Institute of Technology. Int design conference. Interaction between the self and the system. Aspen '74 Office, Room 10-411, M.I.T., Cambridge, Mass 02139, USA.	Aspen (Col, USA)	1974 Jun 28-Jul 1 London (UK) European Broadcasting Union. 25th ordinary session of the general assembly. P : 150-200. C. 50. British Broadcasting Corporation, London, UK or EBU, Technical Centre, Avenue Lancaster 32, 1180 Brussels, Belgium.	
1974 Jun 16-21 Université de Clermont, Centre Universitaire des Sciences et Technologiques. BP 48, 63170 Aubière, France.	Clermont-Ferrand (France)	1974 Jul 1-5 Gothenburg (Sweden) World Trade Centers Association. Congress. c/o Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, S-103 85 Stockholm 7. Sweden	
1974 Jun 17-18 American Institute of Biological Sciences. 25th annual meeting. Book exhibit. The Combined Book Exhibit Inc. Scarborough Park, Albany Post Road, Briarcliff Manor, New York 10510, USA.	Tempe (Ariz, USA)	1974 Jul 1-5 Hamilton (UK) Int Reading Association. 3e conférence sur les livres de fiction pour enfants (YB n° 2401)	
1974 Jul 1-5 Int Principal, Hamilton College of Education, Bothwell Road, Hamilton, Lancashire ML3 0BD, UK.		1974 Jul 1-5 Bangor (UK) 2nd European conference on cosmic plasma physics. The Conference Office, 2nd European Conference on Cosmic Plasma Physics, UKAEA Research Group, Culham Laboratory, Abingdon, Berks OX14 3DB, UK.	
1974 Jul 1-5 Int symposium on organic sulphur chemistry. School of Physical and Molecular Sciences, University College of North Wales, Bangor LL57 2UW, UK.		1974 Jul 1-5 Hamilton (UK) 6th symposium on organic sulphur chemistry. Int Reading Association. 3e conférence sur les livres de fiction pour enfants (YB n° 2401)	
1974 Jul 1-5 Int Principal, Hamilton College of Education, Bothwell Road, Hamilton, Lancashire ML3 0BD, UK.		1974 Jul 1-5 Bangor (UK) 2nd European conference on cosmic plasma physics. The Conference Office, 2nd European Conference on Cosmic Plasma Physics, UKAEA Research Group, Culham Laboratory, Abingdon, Berks OX14 3DB, UK.	

1974 Jul 2-4	Cambridge (UK)
3rd symposium on recent development in neutron activation analysis. Mr P J Duggan, Neutron Division, Marcon-Elliott Avionic Systems Ltd, Elstree Way, Borehamwood, Herts, UK.	
1974 Jul 1-6	Tasungtheim de Raach (Austria)
Council of Europe, Colloque de chercheurs sur le thème : Recherche concernant les facteurs influençant la pratique du sport pour tous.	(YB n° 435)
Avenue de l'Europe, 67 Strasbourg, France.	
1974 Jul 5-12	Philadelphia (USA)
American Society of Radiologic Technologists, Annual meeting. American Society of Radiologic Technologists, Miss Patricia van Arsdall, 1212 Winifred Drive Tallahassee, Florida 32303, USA.	
1974 Jul 7-Aug 2	Salzburg (Austria)
institutions. The Seminar, Schloss Leopoldskron, Box 129, A-5010 Salzburg Austria.	
1974 Jul 8-12	Salford (UK)
Dr D Price, Department of Chemistry and Applied Chemistry, University of Salford, Salford M5 4WT, UK.	
1974 Jul 9-12	Cardiff (UK)
N C Wickramasinghe, University College, P O Box 78, Cardiff CF 1 XL, UK.	
1974 Jul 9-12	London (UK)
Symposium on electromagnetic wave theory. Conference Department, The Institution of Electrical Engineers, Savoy Place London WC2R 081, UK.	
1974 Jul 9-12	Nottingham (UK)
Institute of Physics, The Materials and Testing Group and the Polymer Physics Group. Residential conference on the inter-relation of structure, properties The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.	
1974 Jul 10	London (UK)
Institute of Physics, The Combustion Physics Group. Meeting : Novel physical methods of winning, burning and conserving fuels. The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.	
1974 Jul 10-12	Lafayette (Indiana, USA)
Prof J F Hamilton, Purdue University, Lafayette, Indiana, USA.	
1974 Jul 12-14	Cambridge (UK)
Industrial Participation Association, 44th annual summer conference : The employee and his company. The Secretary, Industrial Participation Association, 25/28 Buckingham Gate, London SW1W 0SW, UK.	
1974 Jul 13-17	Miami (USA)
Int Association of Convention Bureaus, Convention, 805 Central Trust Tower, Cincinnati, Ohio 45202, USA.	
1974 Jul 14-21	Netanya (Israel)
Int Federation of Home Economics, Permanent council meeting. P : 250. (YB n° 1929) Mrs Y Vered, Society for the Advancement of Home Economics in Israel, Dept of Home Economics, Ministry of Agriculture, Tel Aviv, Israel.	
1974 Jul 15-17	Leiden (Netherlands)
5th int chromosome conference. Dr A van der Linden, Dept of Human Genetics, State University of Leiden, Wassenaarseweg 62, Leiden, Netherlands.	
1974 Jul 15-25	Geneva (Switzerland)
Int Telecommunications Union., 13th plenary assembly. 1211 Geneva 20, Switzerland.	(YB n° 2622)
1974 Jul 16-17	Flyinge and Malmo (Sweden)
Conference of Arab horse breeders. c/o Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, S-103 85 Stockholm 7, Sweden.	
1974 Jul 16-19	Berlin (West)
European Physical Society, 6th conference on atomic spectroscopy. P : 250. (YB n° 834) H Bucka, Technische Universität, Poststelle Box 37, D-1 Berlin 12.	
1974 Jul 17-24	Accra (Ghana)
Int Alliance of Women, Regional seminar on the implications of Women's participation in society. P : 30-40. C : 7 EX. 3rd floor, 47 Victoria Street, London SW1H 0EQ, UK.	(YB n° 1152)
1974 Jul 19-25	Rio de Janeiro (Brazil)
10th Latin American congress of psychoanalysis. Dr M Pacheco de Almeida Prado, Rua David Campista 80, ZC-Botafogo, 20.000 Rio de Janeiro G.B., Brazil.	

1974 Jul 22-23 Salt Lake City (Utah, USA)

Int symposium on biological effects of 224 Ra (ThX).
Dr C W Mays, Radiobiology Division, University of Utah, Salt Lake City, Utah
34132, USA.

1974 Jul 22-Aug 3 Tokyo (Japan)
Organisation for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement-International.
7 fl., Omi Building, 34 Sankō-cho, Shinjuku-ku, Tokyo 160, Japan.

1974 Jul 23 Tokyo (Japan),
Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement - International.
8th Olcsa day.
7 fl., Omi Building, 34 Sankō-Cho, Shinjuku-ku, Tokyo 160, Japan.

1974 Jul 25-27 Sapporo (Japan)
Prof Wada, Department of Thoracic and Cardio Vascular Surgery, Sapporo
Medical College, 16, Nishi, Minami-Ichijo, Chuo-ku, Sapporo, Japan.

1974 Jul 28-Aug 10 Kerkrade (Netherlands)
Int Amateur Theatre Association. TIP 74 - Int theatre workshop for young
people. P : 100. C : 15.
TIP 74. ATTA/ IATA Nieuwe Uitweg 15, The Hague, Netherlands.

1974 Jul 29 Aug 2 Lund (Sweden)
Int Federation for Information Processing. TC 2 meeting : Command Languages.
3 rue du Marché, 1204 Geneva, Switzerland.
(YB n° 1825)

1974 Jul 29-Aug 2 Lund (Sweden)
Nordic psychologists congress.
Sweden.

1974 Jul 29-Aug 4 Moscow (USSR)
stellar systems evolution.
B V Kukarkin, Astronomical Council of the Academy of Sciences of the USSR,
Vavilov Str 34, Moscow V-312, USSR.

1974 Jul Symposium on military and state in modern Asia. P : 20-40.
Prof H J Schiffin, Inst of Asia and Africa Studies, Hebrew University of
Jerusalem, Jerusalem, Israel.

1974 Jul-Aug Jonkoping (Sweden)
c/o Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, S-103 85 Stockholm 7,
Sweden.

1974 Aug 3-10 Munster (Germany, Fed Rep)
World Organization of Young Esperantists. Séminaire pour non-espérantistes :
Jeunesse et révolution.
(YB n° 3566)
Commission pour les relations extérieures de TEJO, Kastelenstraat 23, Amst-
terdam, Netherlands.

1974 Aug 5-9 Amsterdam (Netherlands)
Int Humanist and Ethical Union. 6th congress : « Humanist revolution ». P :
500.
Oudegracht 152, Utrecht, Netherlands.

1974 Aug 5-10 Stockholm (Sweden)
Int Federation for Information Processing. Int congress on information pro-
cessing. Ex.
(YB n° 1828)
SSI, Styrmansgatan 31, 11454 Stockholm, Sweden.

1974 Aug 6-17 Port-Louis (Mauritius)
FAO. 8th Regional conference for Africa.
(YB n° 971)
FAO. Chief. Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla,
00100 Rome, Italy.

1974 Aug 7-15 Stockholm (Sweden)
Int Transport Workers' Federation. 31st congress. P : 550.
ITF, Maritime House, Old Town, Clapham. London SWW OJ, UK.

1974 Aug 12-14 Stockholm (Sweden)
ICCC 74. Int computer communication conference. P : 2000.
c/o Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, S-103 85 Stockholm 7,
Sweden.

1974 Aug 12-16 Montreal (Canada)
1er congrès Int Franco-Canada-Am erica In de Toxicologie Clinique et analy-
tique.
Dr Y Lacasse, Hôpital Santa Cabrini, 5655 St Zofique, Montréal 410, P 0.
Canada.

1974 Aug 12-17 Bremen (Germany, Fed Rep)
7th int summer seminar on childrens' literature.
Arbeitsstelle für Bibliothekswesen, Fehrbelliner Platz 3, D1 Berlin 31, Ger-
many, Fed Rep.

1974 Aug 12-20 Moscow (USSR)
10e congrès int des pédagogues. P : 1200. Ex.

Intourist, 7 Boulevard des Capucines, 75002 Paris, France.

1974 Aug 12-23 Panama (Panama)
FAO, 13th regional conference for Latin America.
(YB n° 971)
FAO, Chief Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla,
00100 Rome, Italy.

1974 Aug 13 Colombo (Ceylon)
Asia-Pacific Academy of Ophthalmology, Congress.
(YB n° 66)
Dr W J Holmes, 280 Alexander Young Bldg, 1013 Bishop Street, Honolulu,
Hawaii 96813, USA.

1974 Aug 16-18 Stockholm (Sweden)
The Church of Jesus Christ, Nordic general conference. P : 4000.
c/o Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, S-103 85 Stockholm 7.
Sweden.

1974 Aug 16-18 Torun (Poland)
Unesco. Les jeunes et la protection du milieu naturel.
(YB n° 3383)
et/o Centre Catholique International pour l'Unesco, 9 rue Cler, 75007 Paris.

1974 Aug 17-18 Toronto (Canada)

Dr Ross D. Parke, Executive Secretary, Int Society for Research on Aggression,
The Fels Research Institute, Yellow Springs, Ohio 45387, USA.

1974 Aug 18-24 Hanover (NH, USA)
Mr E S Sternick, Dartmouth Hitchcock Medical Center, Hanover, NH, USA.

1974 Aug 18-24 Vienna (Austria)
Int Federation for Housing and Planning. 32nd world congress: Les objectifs
de l'aménagement des villes - hier, aujourd'hui et demain. P: 600.

G Condit, Directeur de l'Institut de Recherche Urbaine, Wahringer Strasse,
6-8, 1090 Vienna, Austria.

1974 Aug 20-22 Istanbul (Turkey)
World Federation of Hemophilia, 9th congress.
(YB n° 3523)
Secretary General, Congress Bureau, VIP Tourism Ltd, 12 Cumhuriyet Cad.,
Eilmadag, Istanbul, Turkey.

1974 Aug 20-23 Tokyo (Japan)
Prof Takaku, Jichi Medical School, Todofukan Kaikan, 2-6-3, Hirakawa-cho,
Chiyoda-ku, Tokyo, Japan.

1974 Aug 23 Istanbul (Turkey)
Turkish Society of Haematology/ISBT. Symposium on platelet preservation
lets.
c/o World Federation of Hemophilia, Suite 806, 1420 St Mathieu, Montreal
108, Canada.

1974 Aug 24-27 Istanbul (Turkey)
Turkish Society of Haematology/O.N. Ulutin. Int symposium on blood plate-
lets.
c/o World Federation of Hemophilia, Suite 806, 1420 St Mathieu, Montreal
108, Canada.

1974 Aug 24-27 Istanbul (Turkey)
Turkish Society of Haematology/M Aksoy. Int symposium on abnormal hemo-
globins and thalassemia.
c/o World Federation of Hemophilia, Suite 806, 1420 St Mathieu, Montreal
108, Canada.

1974 Aug 25-31 Sheffield (UK)
2nd Int symposium on the genetics of industrial microorganisms.
Dr K Sargeant, Hon Secret, Org Sub-Committee, Microbiological Research
Establishment, Porton Down, Salisbury, Wilts, UK.

1974 Aug 26-30 Brunswick (Maine, USA)
4th Int conference on raman spectroscopy.
Optical Society of America. Executive Office, 2100 Pennsylvania Avenue, NW,
Washington, DC 20037, USA.

1974 Aug 26-30 Osaka (Japan)
4th int conference on ion implantation into semi conductors and other ma-
terials. P : 300. C : 20.
Prof S Namba, Faculty of Engineering Science, Osaka University, 36 Joan-cho,
Kita-ku, Osaka, Japan.

1974 Aug 26-Sep 1 Liege (Belgium)
Int Union for the Scientific Study of Population. General assembly.
(YB n° 2676)
rue Forgeur 5, 4000 Liege, Belgium.

1974 Aug 27-31 Cracow (Poland)
4th int conference on luminescence dosimetry. Ex.
Dr P R Moran, Department of Physics, University of Wisconsin, Madison, Wisc
53706, USA.

1974 Sep 2-5 Trieste (Italy)
 Int. Astronomical Union/Italian National Research Council/Italian Astronomical Society/University of Trieste. 2nd European regional meeting in astronomy. (YB n° 1382)

Dr M Hack/Observatorio Astronomico. Via Tiepolo 11, 1-34131 Trieste, Italy.

1974 Sep 2-6 Bordeaux (France)
 Int. Atomic Energy Agency. Colloque sur le choix des sites des centrales nucléaires. (YB n° 1383)

11 Katherinen, POBox 590, 1011 Vienna, Austria.

1974 Sep 2-6 Gothenburg (Sweden)
 Int. Conf. of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on the mechanics of visco-elastic media and bodies. (YB n° 2788)
 J Hult, Chalmers University of Technology. Fack, S-102 20 Gothenburg.

1974 Sep 5-8 Lima (Peru)
 8th World mining congress : Mining development to the year 2000 and world mining fair

Prof L. Bríceño, Chairman 8th World Mining congress, Camino Real 159, 70 Piso San Isidro, Lima, Peru.

1974 Sep 8-14 La Motte (France)
 Int. Association of Scientific Experts in Tourism. Congress : Long term and short term) in tourism. P : 150. C : 20. (YB n° 1339)
 P.O. Box 2597, 3001 Berne, Switzerland.

1974 Sep 9-11 Cambridge (UK)
 Organising Secretary, Mixing/Separation Conference, BHRA, Fluid Engineering, Cranfield, Bedford MK43 OAJ, UK.

1974 Sep 9-12 Hruba Skala (Czechoslovakia)
 Tissue Centre FN KUNZ, Doc R Klen, DrSc, Hradec Kralove, Czechoslovakia.

1974 Sep 9-12 Prague (Czechoslovakia)
 Institute for Philosophy and Sociology of the Czechoslovak Academy of Science / European Centre for Leisure and Education, Meeting of the int consultative board of the ECLE.
 Dr D Pasekova, Jilská 1, Prague 1, Czechoslovakia.

1974 Sep 9-14 Liblice (Czechoslovakia)
 Dr B Bannell-Rezahova, Czechoslovak Academy of Sciences, Institute of Entomology, Vincica 7, 12800 Prague 2, Czechoslovakia.

1974 Sep 9-20 Tokyo (Japan)
 FAO, 12th regional conference for Asia and the Far East. (YB n° 971)
 FAO, Chief, Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1974 Sep 10-12 Liblice (Czechoslovakia)
 Symposium on theory of lightest nuclei.
 Institute of Nuclear Physics, M Gmitro, CSc, Rez u Prahy, Czechoslovakia.

1974 Sep 10-14 Prague (Czechoslovakia)
 Int Union of Pure and Applied Chemistry. 2nd Symposium on inorganic phosphorus compounds. (YB n° 2767)
 Czechoslovak Chemical Society, Dr W Wanek, CSc, Hradčanske nam 12, Prague 1, Czechoslovakia.

1974 Sep 11-13 Erlangen (Germany, Fed Rep)
 European Federation of Chemical Engineering. Deutschen Delegierten der Arbeitsgruppe - Schüttgutmechanik /DECHHEMA Deutsche Gesellschaft für Chemisches Apparatewesen. Symposium : The Bulk flow of particulate solids. (YB n° 725)
 DECHHEMA Deutsche Gesellschaft für chemisches Apparatewesen, D-6 Frankfurt am Main 97, Postfach 97 01 46, Germany Fed Rep.

1974 Sep 12-14 Salzburg (Austria)
 Int Historikerkongress : Salzburg im 8. Jahrhundert.
 Erzbischöfliches Ordinariat Salzburg, Kapitelplatz 2, Austria.

1974 Sep 13-14 Norwich (UK)
 The Institute of Physics. The Low Temperature Group. Conference on conduction electron scattering in metals.
 The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.

1974 Sep 15-21 Badgastein (Austria)
 5 int seminar for Autogènes Training und allgemeine Psychothérapie.
 Öster. Gesellschaft für ärztliche Hypnose und Autogènes Training pyrker, gasse 23, A-1190 Vienna, Austria.

1974 Sep 16-20 The Hague (Netherlands)
 Int Federation for Documentation. 37th conference, including meetings of the General Assembly and Study Committees. (YB n° 1823)
 FID, 7 Holweg, The Hague, Netherlands.

1974 Sep 17-20 Munich (Germany Fed Rep)
European Federation of Chemical Engineering/Verfahrenstechnische Gesellschaft im VDI. Jahrestreffen 1974 der Verfahrens-Ingenieurs und joint meeting - Verfahrenstechnische Gesellschaft im VDI und American Institute of Chemical Engineers.
(YB n° 725)

Chemical Engineers.
Verfahrenstechnische Gesellschaft im VDI, 4 Düsseldorf 1, Postfach 1139.
Germany Fed Rep.

1974 Sep 18-19 Liverpool (UK)
Institute of Physics. Physics in Industry Sub-Committee and Static Electricity Group. Seminar on electrostatics : Fundamentals, application and hazards.
Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SWIX
SOX, UK.

1974 Sep 18-20 Brno (Czechoslovakia)
11th conference on taxonomy of bacteria.
Czechoslovak Microbiological Society, Dr V Havel, Vinicina 5, Prague 2, Czechoslovakia.

1974 Sep 21-22 Ostend (Belgium)
European Confederation of Agriculture. Symposium : Femmes paysannes. P : 30. C : 18.
CEA, Case Postale 87, CH-5200 Brugg, Switzerland.
(YB n° 686)

1974 Sep 22-27 Budapest (Hungary)
Int Road Federation. Regional meeting.
Robert O Swain, 1023 Washington Building, Washington DC 20005, USA.

1974 Sep 23-27 Moscow (USSR)
Intourist, 7 Boulevard des Capucines, 75002 Paris, France.

1974 Sep 23-27 Ostend (Belgium)
European Confederation of Agriculture. 26th general assembly. P : 550. C : 19.
CEA, Case Postale 87, CH-5200 Brugg, Switzerland.
(YB n° 686)

1974 Sep 23-28 Igls/Innsbruck (Austria)
Int Kongress für Allgemeinmedizin.
Generalsekretariat der SIMG, Bahnhofstr 22/V, A-9020 Klagenfurt, Austria.

1974 Sep 23-Oct 4 Loughborough (UK)
Int Conservative Alliance. 42nd seminar. (YB n° 1710)
ICA, Secretariat Representative, Secretary for Education, 11 Upper Grosvenor Street, London W1X 9PA, UK.

1974 Sep 24-26 Uxbridge (UK)
ONLINE. 2nd Int minicomputer conference. Ex.
ONLINE, Brunel University, Uxbridge, Middlesex, UK.

1974 Sep 25-29 Berne (Switzerland)
International PTT-Sports Association. Congress. P : 50.
Convention Bureau of the City of Berne, Postfach 2700, CH-3001 Berne, Switzerland

1974 Sep 26-29 Montreal (Canada)
Int Association of State Lotteries. 10th congress. (YB n° 1348)

Canada.

1974 Sep 28-Oct 3 Vienna (Austria)
European Potatoe Chips Association. Council. P : 400.
Fremdenverkehrsverband für Wien Kongressförderung, Kinderspitalgasse 5,
A-1095 Vienna Austria.

1974 Sep 29-30 Vienna (Austria)
Symposium : Lymphomas of the nervous system. P : 200.
Fremdenverkehrsverband für Wien Kongressförderung, Kinderspitalgasse 5,
A-1095 Vienna Austria.

1974 Sep 30-Oct 3 Paris (France)

Int Management System Association /Association Française pour la Cybernétique Economique et Technique. 4th Internal congress : Project management in the seventies.

AFCET, Secrétariat Permanent, C.U.D. avenue de Pologne, 75775 Paris-Cedex 16, France.

1974 Sep 30-Oct 5 Amsterdam (Netherlands)
Int Astronautical Federation. 25th annual congress. : Les stations spatiales, actuelles et futures. (YB n° 1381)
250 rue St Jacques, 75 Paris 5e, France.

1974 Sep 30-Oct 12 Lyon (France)
Int Agency for Research on Cancer. Course will include lectures, seminars,

logy of cancer. (YB n° 3549)
Chief, Research Training and Liaison, Int Agency for Research on Cancer, 150 Cours Albert Thomas, 69008 Lyon, France.

1974 Oct 1 Kyoto (Japan)
Pacific Industrial Property Association. 5th annual conference.
PIPA Japanese Group, Room 449, Shin-Tokyo Bldg, 3-3-1, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo, Japan.

1974 Oct 2 Brussels (Belgium)
EUROTEST. Symposium sur « L'assurance de la qualité des grands projets d'ingénierie ». (YB n° 909)
Secrétariat Eurotest, Boulevard de Berlaymont 2-4, B-1000 Brussels, Belgium.

1974 Oct 2-6 Liberal Int. Annual congress. 1 Whitehall Place, London SW1A 2HE, UK.	Florence (Italy) (YB n° 2934)
1974 Oct 3-6 Congresso internazionale dei magistrati. Palazzo del Congressi, Pratello Orsini 1, 50123, Florence, Italy.	Florence (Italy)
1974 Oct 3-7 Int Association of Women and Home Page Journalists. 6th congress. A. I.J.P.F., Petite rue au Beurre 4, 1000 Brussels, Belgium.	Amsterdam (Netherlands) (YB n° 1370),
1974 Oct 6-10 Latin-American Iron and Steel Institute. 14th congress. : Int trade in iron ore- steel rolled products; alternatives for steel development in Latin America. Ex- ILAFIA, Casilla 16065. Santiago 9, Chile. (se n° 2884)	Bogota (Colombia)
1974 Oct 7-11 World Intellectual Property Organization/State Committee for Inventions and Discoveries of the Council of Ministers of the USSR. Symposium : The role of patent information in research and development. WIPO, 1211 Geneva 20, Switzerland.	Moscow (USSR) (YB n° 3635)
1974 Oct 12-13 Int congress of cryosurgery, 2nd session. c/o Minerva Medica, Corso Bramante 83, 10126 Turin, Italy.	Turin (Italy)
1974 Oct 14-18 conditions; and study tour. ECE, Environment and Housing Division, Palais des Nations, 1211 Genève 10 Switzerland.	Bucharest (Romania)
1974 Oct 14-18 Boulevard Clovis 20, 1040 Brussels, Belgium.	Strasbourg (France)
1974 Oct 20-26 Int Federation of Municipal Engineers. 5th congress. (YB n° 1961) Organizing Committee, Int Federation of Municipal Engineers, 6th congress, FOB 6271, Tel Aviv, Israel.	Tel Aviv (Israel)
1974 Oct 25-26 Int Institute of Law of the French-Speaking Countries. Colloque : L'environne- ment : problèmes juridiques et économiques. Boîte Postale 26-07, 75327 Paris Cedex 07, France.	Namur (Belgium) (YB n° 2151)
1974 Oct 26-Nov 2 Interdrama'74; int theatre of youth- for youth- about youth. (Seminars, discus- sions, an int theatre pedagogic colloquium). Interdrama 74, Akademie der Künste, 1 Berlin 21, Hanseatenweg 10.	Berlin (West)
1974 Oct Int Center for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property. Réunion sur la conservation de la pierre. (YB n° 1478)	Bologne (Italy)
1974 Oct Centro conservations sculture all'aperto, Via del Pignattari 1, Bologna 40124, Italy.	
1974 Nov 4-5 1st Int symposium on présent diagnosis and treatment of septicemia : a) Sepsis and bacteraemia : actual perspectives, b) post surgical and obstetrical sepsis, c) sepsis of urological tract origin, d) sepsis of respiratory tract Secretary of I Int symposium on present diagnosis and treatment, calle de Bravo Murillo, 38, bajo, Madrid 3, Spain.	Madrid (Spain)
1974 Nov 6 Institute of Physics, Thin Films and Surfaces Group. Meeting on how electron The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SWIX 8DX, UK.	London (UK)
1974 Nov 7-9 Institut d'Etudes Juridiques Européennes. 7e colloque : L'Europe et ses ré- gions. André Gérard, Secrétaire Général, Institut d'Etudes Juridiques Européennes de l'Université de Liège, Avenue Roger 12-13, 4000 Liège.	Liège (Belgium)
1974 Nov 13 World Health Organization/Ministry of Health of Iraq/Swedish Int Develop- ment Academy. Conference on intoxication due to mercury-treated seed. (YB n° 3548)	Baghdad (Iraq)
1974 Dec 1-7 Latin American Association of Microbiology/Venezuelan Society of Microbiol- ogy. 6th Latin American congress of microbiology. Ex- Dra. Juana María Gómez-Rodríguez, Secretaria General del Comité Organizador. VI Con- greso Latinoamericano y I Venezolano de Microbiología, Apartado de Correos 50289, Caracas 105, Venezuela.	Caracas (Venezuela)

1974 Dec 2-8 (France)
Council of European National Youth Committee. Séminaire sur les pouvoirs publics et les organisations de jeunesse.
(YB n° 449)
Boulevard Clovis 20, 1040 Bruxelles, Belgium.

1974 Dec 9-13 (France)
Groupeement Pour l'Avancement des Méthodes Spectroscopiques et Physico-Chimiques d'Analyses. Congrès bisannuel, 32e : Progrès récents dans les méthodes spectrométriques et physicochimiques d'analyse, méthodes d'analyse des surfaces, acquisition de données et traitement des signaux. Ex. Secrétariat du GAMS., Congrès, 10 rue du Delta, 75009 Paris, France.

1975 Jan 6-8 (USA)
Las Vegas (Nevada, USA)

W.J. Bécher, Executive Director, PCMA, P O Box 572. Northbrook, IL 60062
USA

1975 Jan 27-30 (Bulgaria)
Int Federation of the Theory of Machines and Mechanism. Scientific-Technical Union for Machine Building. Committee for Sciences, Technical Progress

ring conference symposium on educational activity in the field of mechanism and machine theory. (YB. n° 3907)
Organizing Committee, SEMaMa's 75, Scientific. Technical Union for Machine Building, Rakovski Street 108, Sofia C. Bulgaria.

1975 Apr 1-6 (Iran)
Int Union of Local Authorities. 22nd World Congress. P : 600.
Tehran (Iran)

45 Wassenaarseweg, The Hague, Netherlands. (YB n° 2736)

1975 Apr 14-18 (UK)
European computing congress.
ONLINE, Brunel University, Uxbridge, Middlesex, UK.

1975 Aug 25-30 (Hungary)
Federation of European Chemical Societies. Working Party on Analytical Chemistry, 2nd European conference on analytical chemistry.
Euroanalysis, c/o Hungarian Chemical Society, H-1368 Budapest, Hungary.

1975 Aug (France)
Int Federation of Beekeepers' Associations. Congress : Beekeeping economy, bee technology, biology, melliferous flora and pollination, beekeeping technology and equipment. P: 3000. C: 60. (YB n° 1887)
Mr R Bomeck, Union des Groupements Apicoles Français, rue du Creux, 39 Montbard, France.

1975 Aug (UK)
London Convention Bureau, 4 Grosvenor Gardens, Victoria, London SW1W 0DU, UK
London (UK)

1974 Sep 19-21 (France)
12e réunion des endocrinologues de langue française : Hormones et régulations métaboliques.

Pr J L de Gennes, Hôpital de la Pitié, 83 Boulevard de l'Hôpital, F-7564
Paris Cedex 13

Ce congrès publia, par erreur, dans Int Congress Calendar 1974-1985. p:
65, a eu lieu en 1973 et n'est donc plus à prendre en considération.

Locaux Disponibles et Facilités de Secrétariat.

A Bruxelles : Secrétariat Permanent,
téléphone, locaux à la disposition des Associations Internationales.

Prière de communiquer souhaits et renseignements par écrit.

1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles.

Space Available and Secretariat Facilities.

In Brussels : Permanent Secretariat,
telephone, office space available for International Associations.

Please send written enquiries to
1 rue aux Laines, 1000 Brussels.

Copyright 1974 UAI
Vues exprimées dans les articles,
que l'auteur signe ou non, ne doivent pas nécessairement refléter les vues de l'UAI.

Copyright 1974 UAI
Les opinions exprimées dans les articles, signés ou non, ne relèvent pas nécessairement les vues de l'UAI.

PARMI LES PUBLICATIONS DE L'UAI :

CONGRES INTERNATIONAUX. LA SCIENCE DES

- Théorie et pratique de l'organisation des congrès internationaux FB 100,— FF 11,— FS 9,—
- Manuel de l'organisateur de congrès, par Lucien R. Duchesne FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- Programmation d'une réunion internationale, tableau mural bilingue (120 x 80 cm.)
Prix pour 3 exemplaires:
FB 50,— FF 6,— FS 5,—
- Compte rendu du 3e Congrès des Organisateurs et Techniciens de Congrès internationaux. Rome 1962. Les Moyens audiovisuels. Les Expositions associées. Les Relations publiques
FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- Guide pratique à l'usage des utilisateurs de services d'interprétation de conférence, par l'Association internationale des Interprètes de conférence. Français, anglais, espagnol
FB 50,— FF 6,— FS 5,—
- Les divers types de réunions internationales, l'aménagement des salles, l'équipement et les services, par G.P. Speeckaert
FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- Le 4e Congrès international sur l'organisation des congrès, Copenhague 1966. Compte rendu. Les divers types de réunions internationales et leur aménagement matériel. Les participants et les orateurs. Les investissements financiers consacrés aux congrès et leur rentabilité
FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- L'organisation des réunions médicales internationales, par le Conseil des Organisations internationales des Sciences médicales
FB 250,— FF 28,— FS 22,—
- Les organisations internationales face à l'aspect budgétaire et économique de leurs congrès. Compte rendu du 5e Congrès International sur l'Organisation des Congrès, Barcelone 1970
FB 350,— FF 40,— FS 32,—

- Guide pratique des services linguistiques (traduction, comptes rendus analytiques, édition) à l'exclusion de l'interprétation, par l'Association internationale des traducteurs de conférences
FB 50,— FF 6,— FS 5,—

- Comment participer aux réunions internationales : 82 conseils. Petite brochure de 12 pages, format poche pour tous les participants de congrès internationaux. Français, anglais, allemand et espagnol
Par 50 exemplaires : FB 150,— FF 17,— FS 13,— Tarif dégressif par quantités plus importantes.

LES BIBLIOGRAPHIES.

- Bibliographie sélective sur l'organisation Internationale (1885-1964) par G.P. Speeckaert, 2e édition, 1965. 350 titres relatifs à l'organisation internationale en général et 730 titres relatifs à 214 organisations différentes.
- Répertoire des périodiques publiés par les organisations internationales, 3e édition, complète les informations de l'Annuaire des Organisations Internationales - 1734 périodiques décrits dont 1475 publiés par 1.071 organisations internationales non gouvernementales (sciences, médecine, éducation, jeunesse, arts, religion, technologie, économie, etc...).
- Bibliographie des ouvrages et documents reçus par l'UAI, trimestriellement dans « Associations Internationales ».
- Bibliographie des comptes rendus des réunions internationales tenues en 1957 (1963)
tenues en 1958 (1964)
tenues en 1959 (1966) 3 volumes
- Yearbook of International Congress Proceedings, 1re édition (épuisée) (congrès tenus de 1960 à 1967).
- Yearbook of International Congress Proceedings, 2e édition (congrès tenus de 1962 à 1969).

MODES DE PAIEMENT DES PUBLICATIONS DE L'UAI — METHODS OF PAYMENT OF UAI PUBLICATIONS

Soit :

Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Internationales, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique -
(Tél.: (02) 11.83.96).

Soit :

Either :

By crossed check to the order of the Union of International Associations, 1, rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium
(Tél.: (02) 11.63.96).

Or :

- | | |
|-------------|--|
| Bruxelles : | Compte chèque postal n° 346.99 |
| | ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque. |
| Genève: | Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses. |
| New York : | Account n° 10141122 at the First National City Bank, 55, Wall Street. |
| Paris: | Compte n° 545.150/42 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann 6-8 (C.C.P.
de la Banque n° 170.09). |
| Rome: | Compte courant C/E 0083021 Banco di Roma, 307 Via del Corso. |
| The Hague: | Account 25.78.53.303 at R. Mees & Hope, 13, Kneuterdijk. |
| London: | Crossed cheque to Union of International Associations, Acc. n° 04552334, National Westminster
Bank (Overseas Branch), 53, Threadneedle Street, London EC 2. |

